

COMPTES PUBLICS

1991-1992

Volume 1

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC

Année financière
terminée le 31 mars 1992

Québec 

110
9911
29
Q3
C.138
1001/97,1
Ex.02
QMDP

COMPTES PUBLICS

1991-1992

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)



Volume 1

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 1992



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-26926-8 (Édition complète)
ISBN 2-550-26938-1 (Volume 1)

Dépôt légal - 4^e trimestre 1992
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le Lieutenant-gouverneur
Monsieur Martial Asselin
Hôtel du gouvernement
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1992.

Le ministre des Finances,
Gérard D. Levesque

Québec, décembre 1992

Au ministre des Finances
Monsieur Gérard D. Levesque
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1992, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des Finances,
Pierre-André Paré, f.c.a.

Québec, décembre 1992

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AVANT-PROPOS	9
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1992	
Revenus, dépenses et dette nette	13
Actif et passif	14
Besoins financiers et financement	16
Emploi des crédits	17
Notes complémentaires aux états financiers	19
Rapport du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	38
Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	41
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT - SECTION	1
Sommaire	
Activités de fonctionnement	
Activités d'investissement	
Détail du compte des régimes de retraite	
FINANCEMENT - SECTION	2
Sommaire	
Variation de l'encaisse	
Nouveaux emprunts	
Remboursements d'emprunts	
ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF - SECTION	3

AVANT-PROPOS

Les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1992 ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6). Ils sont publiés en trois volumes intitulés comme suit:

Volume 1 - États financiers du Gouvernement

Volume 2 - Détail des revenus, crédits et dépenses

Volume 3 - États financiers des fonds spéciaux

Le Volume 1 présente, au début, les États financiers du gouvernement du Québec de l'année terminée le 31 mars 1992, préparés au ministère des Finances selon les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor. Ces états sont accompagnés du Rapport du Vérificateur général et, dans les pages qui suivent, paraissent également sous un titre séparé, les observations de ce dernier sur ces états.

Les renseignements nécessaires pour expliciter ces états financiers apparaissent dans les trois sections suivantes:

- En premier lieu, apparaissent certains détails concernant les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement ainsi que le détail des comptes des régimes de retraite.
- En second lieu, les opérations du financement démontrent de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations en indiquant les besoins financiers nets découlant des activités de fonctionnement et d'investissement ainsi que les sources de financement.
- Enfin, les tableaux complémentaires donnent les détails des postes de l'état de l'actif et du passif ainsi que les détails des engagements et des éventualités du Gouvernement afin de fournir plus d'informations à leur sujet.

Le volume 2 présente le Détail des revenus, crédits et dépenses sous les deux premières sections et la Liste des biens en capital sous la troisième.

- La première section comprend les états sommaires des revenus, crédits et dépenses. Dans cette section apparaît, entre autres, un état sommaire des crédits et dépenses par catégorie et par ministère et organisme en indiquant séparément les informations afférentes aux organismes dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement sur le Fonds consolidé du revenu.
- Dans la seconde, on retrouve, pour chacun des ministères et de façon consécutive, le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie, les crédits et dépenses par programme et élément, super-catégorie et catégorie, le sommaire des dépenses de transfert par objet et par genre de bénéficiaires ainsi que la Liste des fournisseurs et bénéficiaires. Cet ordre de présentation constitue une suite logique de toutes les informations relatives à un ministère.
- La troisième section couvre la Liste des biens en capital.

Le Volume 3 présente les États financiers des fonds spéciaux qu'administre le Gouvernement accompagnés chacun du Rapport du Vérificateur général sur ces états.

Le contrôleur des Finances,
Pierre-André Paré, f.c.a.

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1992

REVENUS, DÉPENSES ET DETTE NETTE
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en millions de dollars)

	1992	1991
REVENUS		
Impôts sur les revenus et les biens	16 460	15 933
Taxes à la consommation	7 788	7 089
Droits et permis	867	788
Revenus divers	1 086	1 024
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement	1 494	1 175
Revenus autonomes	27 695	26 009
Transferts du gouvernement du Canada	6 776	7 015
Total des revenus (note 2)	34 471	33 024
DÉPENSES (note 3)		
Transferts:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	9 322	8 830
Établissements de santé et de services sociaux	8 900	8 239
Organismes sans but lucratif et entreprises	1 498	1 451
Municipalités et organismes municipaux	1 458	1 369
Personnes	6 549	5 563
Entreprises, organismes du Gouvernement et fonds spéciaux	673	601
Total des transferts	28 400	26 053
Traitements, salaires et avantages sociaux	3 225	3 065
Service de la dette	4 678	4 446
Autres dépenses	2 359	2 285
Total des dépenses (note 3a)	38 662	35 849
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	4 191	2 825
DETTE NETTE AU DÉBUT	36 311	33 486
Redressement apporté aux emprunts afin de rendre la comptabilisation des fonds d'amortissement conforme aux conventions comptables en vigueur	26	
DETTE NETTE À LA FIN	40 528	36 311

ACTIF ET PASSIF
au 31 mars 1992

(en millions de dollars)

	<u>1992</u>	<u>1991</u>
ACTIF		
Placements temporaires -- au coût	1 117	647
Débiteurs	2 870	2 657
Dû par le gouvernement du Canada -- Gestion de la taxe sur les produits et services	23	18
Intérêts courus sur placements	6	20
	<u>4 016</u>	<u>3 342</u>
Placements--actions, obligations, billets, prêts et avances (note 4)	11 152	10 744
Entreprises et organismes du Gouvernement	48	57
Municipalités et organismes municipaux	199	173
Particuliers, sociétés et autres	<u>11 399</u>	<u>10 974</u>
Frais reportés	<u>140</u>	<u>113</u>
Avances au Fonds de financement (note 8)	<u>1 037</u>	<u></u>
TOTAL DE L'ACTIF	16 592	14 429
DETTE NETTE	<u>40 528</u>	<u>36 311</u>
	<u>57 120</u>	<u>50 740</u>

Le contrôleur des Finances,

Pierre-André Paré, f.c.a

Québec, le 30 novembre 1992

Le sous-ministre des Finances,

Alain Rhéaume

	1992	1991
PASSIF		
Chèques en circulation moins espèces en banque, espèces et effets en main et dépôts en circulation (note 5)	95	30
Avances des fonds en fidéicommis	63	55
Compte d'accords de perception fiscale	361	401
Créditeurs et frais courus	2 498	2 436
Intérêts courus sur emprunts	1 602	1 442
	<u>4 619</u>	<u>4 364</u>
Gain de change non réalisé	86	418
Provision pour perte sur placements en actions (note 4)	71	56
Provision pour financer l'assainissement des eaux	59	38
Compte des régimes de retraite (note 6) Passif inscrit	19 343	17 081
Moins: Participation du Gouvernement inscrite d'avance	1 200	854
	<u>18 143</u>	<u>16 227</u>
Emprunts (note 7)	33 105	29 637
Emprunts pour le Fonds de financement (note 8)	1 037	
TOTAL DU PASSIF	<u>57 120</u>	<u>50 740</u>
Engagements et éventualités (note 9)		

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en millions de dollars)

	1992		1991	
Activités de fonctionnement				
Déficit des opérations budgétaires		4 191		2 825
Éléments n'affectant pas les liquidités:				
Participation dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés	606		367	
Provisions pour moins value	(172)		(104)	
Contribution pour financer l'assainissement des eaux	(27)		(19)	
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite (note 6b)	(2 677)		(2 543)	
Amortissement des frais reportés	(247)		(302)	
Amortissement du gain de change non réalisé	9	(2 508)	42	(2 559)
		<u>1 683</u>		<u>266</u>
Régimes de retraite:				
Pensions et autres paiements	963		869	
Cotisations des participants et contributions de certains organismes	(202)	761	(199)	670
		<u>374</u>		<u>472</u>
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement *				
Liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement		<u>2 818</u>		<u>1 408</u>
Activités d'investissement				
Placements effectués		125		226
Placements réalisés		(289)		(152)
		<u>(164)</u>		<u>74</u>
Liquidités provenant des activités d'investissement				
Besoins financiers nets		<u>2 654</u>		<u>1 482</u>
Activités de financement				
Variation de la dette à long terme				
Emprunts effectués		5 786		3 017
Variation de la dette résultant du produit d'un contrat d'échange de devises				54
		<u>5 786</u>		<u>3 071</u>
Emprunts remboursés		(2 666)		(1 308)
		<u>3 120</u>		<u>1 763</u>
Variation de liquidités relatives à l'encaisse:				
Espèces en banque	3		(4)	
Placements temporaires	(469)	(466)	(277)	(281)
Financement net		<u>2 654</u>		<u>1 482</u>
Activités pour le Fonds de financement				
Emprunts effectués		1 037		
Avances effectuées		(1 037)		

* Les autres éléments d'actif sont les espèces et effets en main et les dépôts en circulation, les débiteurs, les intérêts courus sur placements, les frais reportés et le compte DÙ par le gouvernement du Canada -- Gestion de la taxe sur les produits et services. Les autres éléments du passif sont les chèques en circulation, les avances des fonds en fidéicomis, le compte d'accords de perception fiscale, les créditeurs et frais courus, les intérêts courus sur emprunts et la provision pour financer l'assainissement des eaux.

EMPLOI DES CRÉDITS
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en millions de dollars)

Ministères et organismes	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS	
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Votés	Permanents
Affaires culturelles	291	6	283	6	8	
Affaires internationales	117		110		7	
Affaires municipales	774	1	694		80	1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	699	35	663	18	36	17
Approvisionnement et Services	61		50		11	
Assemblée nationale		82		73		9
Communautés culturelles et Immigration	120		107		13	
Communications	119		114		5	
Conseil du trésor	24		22		2	
Conseil exécutif	76	1	48	1	28	
Éducation	5 514	175	5 508	174	6	1
Énergie et Ressources	173		142		31	
Enseignement supérieur et Science	3 386	45	3 339	45	47	
Environnement	548		534		14	
Finances	244	4 779	171	4 605	73	174
Forêts	319	16	292	15	27	1
Industrie, Commerce et Technologie	427		379		48	
Justice	417	81	404	80	13	1
Loisir, Chasse et Pêche	231		225		6	
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	3 590		3 558		32	
Office de planification et de développement du Québec	56		51		5	
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	154		151		3	
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	292	722	281	706	11	16
Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française	28		27		1	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	20	14	19	13	1	1
Régie de l'assurance-maladie du Québec		2 686		2 670		16
Revenu	288	150	280	119	8	31
Santé et Services sociaux	8 011	1 619	7 948	1 590	63	29
Sécurité publique	827	25	810	21	17	4
Tourisme	109		105		4	
Transports	2 171		2 056		115	
Travail	77	3	70	3	7	
Provision pour créances douteuses		157		157		
	<u>29 163</u>	<u>10 597 (1)</u>	<u>28 441</u>	<u>10 296</u>	<u>722</u>	<u>301</u>
Dépenses	29 072	10 568	28 359	10 288	713	280
Prêts, placements et avances	91	29	82	8	9	21
	<u>29 163</u>	<u>10 597 (1)</u>	<u>28 441</u>	<u>10 296</u>	<u>722</u>	<u>301</u>
(1) Crédits permanents inclus dans les prévisions budgétaires		10 429		10 128		301
Non inclus dans les prévisions budgétaires		168		168		
		<u>10 597</u>		<u>10 296</u>		<u>301</u>

NOTES EXPLICATIVES

Le Parlement autorise le Gouvernement par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois à effectuer à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses ainsi que des prêts, placements et avances.

Chacun des programmes des ministères et organismes est constitué de crédits votés et de crédits permanents s'il y a lieu. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés et doivent être biffés. L'excédent de dépenses sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics.

L'état de l'emploi des crédits présente les autorisations disponibles pour les dépenses et pour les prêts, placements et avances ainsi que l'emploi de telles autorisations par ministère et organisme. Cet état, préparé conformément à ce qui est mentionné précédemment ne tient pas compte, cependant, de l'augmentation des dépenses résultant de l'augmentation de la provision pour perte sur placements en actions au montant de 15 millions de dollars puisque les crédits seront pourvus s'il y a des transferts à cette fin.

RAPPORT

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 1992 démontre qu'aucun excédent de dépenses du Gouvernement portées aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière. Les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dettes contractées pour les biens et services acquis et les transferts dus imputables sur ces crédits.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon une méthode modifiée de la comptabilité d'exercice. Les renseignements compris dans ses états financiers sont fondés, lorsque requis, sur les meilleurs estimations et jugements. Les principales conventions comptables qu'il s'est données tiennent aussi compte de certaines particularités propres à sa mission et au contexte législatif auquel il est soumis.

L'ENTITÉ COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

Les états financiers du Gouvernement rendent compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne, tels qu'énumérés à l'annexe 1.

Les organismes, les entreprises et les fonds qui ont leur propre entité comptable sont énumérés à l'annexe 2.

LES REVENUS

Les revenus provenant des impôts sur les revenus et les biens ainsi que ceux provenant des taxes à la consommation, des droits, des permis, des entreprises et organismes du Gouvernement et autres, sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre, déduction faite des remboursements. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'année financière sont portés à ces revenus.

Les revenus provenant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant de transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'année financière au cours de laquelle les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

LES DÉPENSES

Les coûts des biens et des services, y compris ceux des immobilisations, sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis, sans égard au moment de leur utilisation.

Les paiements de transfert sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils deviennent dus. Ils correspondent aux sommes dûment autorisées et acceptées à ce titre par le Gouvernement.

L'ACTIF ET LE PASSIF

L'état des finances du Gouvernement correspond à son encaisse, à ses créances inscrites à leur valeur de réalisation, à ses mises de fonds en actions dans ses entreprises montrées à leur valeur de consolidation et à ses dettes envers les tiers.

LES PLACEMENTS EN ACTIONS

Les placements en actions dans les entreprises du Gouvernement sont inscrits selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. En conséquence, les mises de fonds en actions sont enregistrées au coût, lequel est modifié annuellement de la participation du Gouvernement dans les résultats de ses entreprises avec contrepartie aux revenus.

Lorsque la participation du Gouvernement devient déficitaire, une provision pour perte sur placements équivalente au montant de ce déficit est inscrite au passif du Gouvernement et la variation annuelle est portée aux dépenses.

LES RÉGIMES DE RETRAITE

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées dont les participants sont les employés des secteurs publics et parapublics (enseignement, santé et services sociaux). Dans le cadre de la préparation des états financiers du Gouvernement, ces régimes sont évalués selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

LES RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

Les cotisations des participants au RREGOP sont versées à ce régime alors que celles des participants aux autres régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu et inscrites au passif du Gouvernement.

Les contributions dues à titre d'employeur pour couvrir la totalité des coûts des services courants de tous les régimes et pour amortir le passif actuariel non inscrit sont portées aux dépenses et la contrepartie est inscrite au passif auquel s'ajoutent les dépenses d'intérêts. Les contributions d'employeurs de certains organismes désignés à l'annexe 3 sont versées au Fonds consolidé du revenu et sont également portées à ce passif.

Les prestations et les remboursements de cotisations sont puisés à même l'avoir du RREGOP et à même le Fonds consolidé du revenu selon les dispositions de chaque régime.

La partie des prestations constituées qui est à la charge du Gouvernement et dont l'inscription au passif reste à compléter par voie d'amortissement ainsi que les méthodes d'amortissement utilisées sont indiquées à la note complémentaire 6c.

LES EMPRUNTS

Les emprunts sont inscrits à leur valeur nominale et les frais d'émission de même que les primes ou les escomptes sont comptabilisés comme frais reportés et amortis sur la durée restante de ces dettes.

Toutefois, les emprunts émis à fort taux d'escompte sont inscrits à leur valeur de réalisation, augmentée annuellement de la capitalisation de l'escompte pour atteindre la valeur nominale à l'échéance.

À la fin de chacune des années financières, la valeur des dettes en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change alors en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante de ces dettes.

2. REVENUS

Selon la législation pertinente, les revenus sont inscrits après déduction de 736 millions de dollars (649 millions de dollars en 1991) de l'impôt sur le revenu des particuliers pour les remboursements d'impôts fonciers et les allocations d'aide aux familles; de 117 millions de dollars (110 millions de dollars en 1991: montant redressé) de l'impôt des corporations pour des crédits remboursables pour pertes autre que perte en capital et pour la recherche scientifique et le développement expérimental; de 44 millions de dollars (45 millions en 1991) des droits et permis - ressources naturelles pour les crédits de droits miniers remboursables pour pertes afférentes à des frais d'exploration et d'immobilisations; de 26 millions de dollars (2 millions de dollars en 1991) pour compenser les coûts du contrôle routier.

Le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie apparaît à l'annexe 4. Les revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement comprennent des dividendes de 888 millions de dollars (808 millions de dollars en 1991) et une participation dans les résultats de 606 millions de dollars (367 millions de dollars en 1991).

3. DÉPENSES

a) Les dépenses de 1991 au montant de 35 849 millions de dollars excluent un montant de 217 millions de dollars inscrit dans les années financières précédentes à titre de dépenses additionnelles principalement pour les prestations d'aide sociale et de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. Les dépenses de 1991 sur base comparative sont donc de 36 066 millions de dollars.

b) Dépenses en capital

Les dépenses en capital, comprises dans les dépenses de l'année 1992, s'élèvent à 1 260 millions de dollars (1 290 millions de dollars en 1991), dont 582 millions de dollars (598 millions de dollars en 1991) pour les dépenses en capital du Gouvernement et 678 millions de dollars incluses dans les dépenses de transfert (692 millions de dollars en 1991). Ces dépenses en capital ainsi que la liste des biens de nature "capital" pour un montant de l'ordre de 12 563 millions de dollars au 31 mars 1992 (12 218 millions de dollars au 31 mars 1991) ainsi que leurs critères d'inscription apparaissent respectivement aux pages 1-39, 1-7, 3-1 et 3-4 du volume 2 des Comptes publics.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

3. DÉPENSES (suite)

c) Détail des dépenses

Le détail des dépenses par mission et domaine ainsi que par ministère et organisme apparaît à l'annexe 5.

4. PLACEMENTS

a) Placements dans les entreprises et organismes du Gouvernement

	<u>1992</u>	<u>1991</u>
	(en millions de dollars)	
Actions - selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation (annexe 6)	10 754	10 117
Dotations - au coût	41	41
Obligations et billets - au coût	9	134
Prêts et avances - à la valeur de réalisation	348	452
	<u>11 152</u>	<u>10 744</u>
Provision pour perte sur placements en actions - participation déficitaire (annexe 6)	72	57

b) Échéancier des obligations et billets, prêts et avances

Excluant un montant de 93 millions de dollars (203 millions en 1991) dont les échéances ne sont pas déterminées, l'échéancier des obligations et billets et des prêts et avances aux entreprises et organismes du Gouvernement de 357 millions de dollars (586 millions de dollars en 1991), aux municipalités et organismes municipaux de 48 millions de dollars (57 millions de dollars en 1991) et aux particuliers, sociétés et autres, de 189 millions de dollars (163 millions de dollars en 1991) se résume comme suit:

<u>Années d'échéance</u>	<u>1992</u>	<u>1991</u>
	(en millions de dollars)	
1992		38
1993	201	15
1994	116	14
1995	16	16
1996	15	16
1997	11	30
	<u>359</u>	<u>129</u>
1998 et plus	142	474
	<u>501</u>	<u>603</u>

5. CHÈQUES EN CIRCULATION MOINS ESPÈCES EN BANQUE, ESPÈCES ET EFFETS EN MAIN ET DÉPÔTS EN CIRCULATION

	<u>1992</u>	<u>1991</u>
	(en millions de dollars)	
Chèques en circulation	194	203
Moins:		
Espèces en banque	50	53
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	49	120
	<u>95</u>	<u>30</u>

6. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

a) Régimes de retraite du gouvernement du Québec

	Nombre de cotisants au 31 décembre 1991	Nombre de retraités et de rentes aux survivants au 31 décembre 1991
Régimes actifs: Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	490 000	38 981
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRSQ)	4 550	1 754
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)	2 100	112
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)	125	231
Régime de retraite des juges de la Cour du Québec (RRJCQ)	290	222
Autres régimes: Régime de retraite des enseignants* (RRE)	31 000	24 479
Régime de retraite de certains enseignants* (RRCE)	2 500	2 174
Régime de retraite des fonctionnaires* (RRF)	14 500	22 906
	<u>545 065</u>	<u>90 859</u>

* Depuis le 1er juillet 1973, ces régimes n'acceptent plus de nouveaux adhérents.

b) Dépense annuelle des régimes de retraite

	1992	1991
	(en millions de dollars)	
Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services	808	815
Amortissement des écarts d'expérience	(357)	(357)
Amortissement du passif actuariel non inscrit	782	675
Intérêts	1 444	1 410
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite	<u>2 677</u>	<u>2 543</u>

c) Méthodes d'amortissement

1) Passif actuariel non inscrit

i) RREGOP et RRAPSC

Pour ces régimes: l'écart entre l'actif retenu pour fins des évaluations actuarielles, excluant les sommes capitalisées à la Caisse de dépôt et placement du Québec, et le solde du compte non budgétaire à la même date est amorti en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

6. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

i) RREGOP et RRAPSC (suite)

Le passif actuariel non inscrit relatif aux années transférées du RRE et du RRF au RREGOP et aux crédits de rentes accordés à certains employés du secteur des Affaires sociales (article 84 de la Loi sur le RREGOP) est amorti à compter de l'année financière 1987-1988 sur le solde à courir de la période de 50 ans débutant en 1979-1980 et au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et RREGOP.

ii) Régimes autres que RREGOP et RRAPSC

Pour ces régimes et bénéficiaires: l'écart d'expérience entre le taux de référence utilisé pour la détermination des hypothèses de rendement à long terme des évaluations actuarielles et le taux d'intérêt appliqué sur le solde du compte non budgétaire des régimes de retraite est amorti en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

Le solde du passif non inscrit des régimes est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980, au prorata des salaires versés aux participants des régimes, à l'exception du RRE et RRF où le passif actuariel non inscrit est amorti au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et au RREGOP.

2) Écarts d'expérience et coût des modifications

Les écarts d'expérience constatés à chacune des évaluations actuarielles du RREGOP et du RRAPSC sont amortis en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP. À compter de l'année financière 1989-1990, le coût des modifications apportées à tout régime au titre des services rendus par les participants au cours des années financières antérieures est amorti selon la même méthode et ce, à compter de l'année financière commençant dans l'année civile dans laquelle les modifications deviennent effectives.

d) Modifications apportées aux régimes de retraite

Des modifications apportées aux bénéficiaires accordés aux prestataires du RREGOP et du RRF ont pris effet le 1er janvier 1991. Ces modifications affectent les résultats à compter de l'année financière se terminant le 31 mars 1992.

Pour le RREGOP, les intérêts versés sur les cotisations futures seront remboursables en entier alors que la rente différée est dorénavant indexée au coût de la vie (IPC) entre la date de cessation d'emploi et la date où elle devient payable. De plus, elle devient acquise après deux ans de participation et sa valeur doit être au moins égale à la somme des cotisations accumulées par l'employé avec intérêts. Par ailleurs, la prestation en cas de décès avant l'admissibilité à la retraite devient égale à la valeur actuarielle de la rente différée indexée et l'admissibilité à la retraite est dorénavant accordée dès l'âge de 55 ans. Enfin, le rachat d'un congé sans traitement suivant un congé de maternité est maintenant possible moyennant le versement de la seule cotisation régulière de l'employé.

Quant au RRF, pour les cotisants au 1er janvier 1991, la rente payable au conjoint survivant, en cas de décès d'un cotisant ou d'un retraité marié, est majorée de 50 à 60% de la rente acquise.

Ces modifications ont eu pour effet d'augmenter d'environ 340 millions de dollars les obligations du gouvernement au 31 décembre 1991 et de 44 millions de dollars la participation du gouvernement à titre d'employeur pour l'année financière 1991-1992.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

6. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

e) Passif inscrit

	1992	1991
	(en millions de dollars)	
Régimes actifs:		
-RREGOP	12 100	10 549
-Autres	1 263	1 082
Autres régimes	5 980	5 450
	19 343	17 081

Pour le RREGOP, le passif ne comprend que l'obligation du Gouvernement à titre d'employeur tandis que pour tous les autres régimes, le passif comprend les obligations du Gouvernement envers les participants incluant celles constituées par les cotisations des employés. Les cotisations des participants et les contributions de certains employeurs au RREGOP sont versées aux fonds des employés et des employeurs de ce régime et sont investies dans des fonds particuliers à la Caisse de dépôt et placement du Québec dont le total est de 11 973 millions de dollars au 31 décembre 1991 (9 880 millions de dollars au 31 décembre 1990: montant redressé) tel qu'apparaissant aux états financiers de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

f) Participation inscrite d'avance

Le passif inscrit au compte des régimes de retraite est établi selon la méthode actuarielle de nivellement des cotisations pour se conformer aux dispositions législatives et contractuelles propres au RREGOP et au RRAPSC. La participation du Gouvernement inscrite d'avance pour ces deux régimes de retraite représente le redressement requis au passif inscrit au compte des régimes de retraite pour présenter le passif du Gouvernement à titre d'employeur envers les régimes de retraite, selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service, tel que requis par la convention comptable en vigueur (voir note 1).

La participation du Gouvernement à titre d'employeur pour le service courant, établie selon les dispositions législatives et contractuelles propres aux RREGOP et RRAPSC, a été inscrite au passif du compte des régimes de retraite pour un montant de 532 millions de dollars. Par ailleurs, le coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services, réduit de l'amortissement des écarts d'expérience, s'établit à 262 millions de dollars; il s'ensuit donc une participation inscrite d'avance de 270 millions de dollars auxquels se sont ajoutés 76 millions de dollars en intérêts sur le solde à la fin de l'année 1990-1991. Le montant accumulé de la participation inscrite d'avance et des intérêts s'y rapportant est de 1 200 millions de dollars au 31 mars 1992 (854 millions de dollars au 31 mars 1991).

g) Évaluations et estimations actuarielles

Les évaluations actuarielles et les estimations actuarielles sont préparées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service. Les évaluations actuarielles sont préparées tous les trois ans tandis que les estimations actuarielles sont préparées annuellement à partir de la dernière évaluation actuarielle disponible.

Les obligations du Gouvernement envers les régimes selon les calculs actuariels s'établissent comme suit:

	Estimations actuarielles au 31 dé- cembre 1991	Évaluations actuarielles au 31 dé- cembre 1990
	(en millions de dollars)	
Régimes actifs:		
-RREGOP	9 038	8 006
-Autres	2 115	1 903
Autres régimes	15 805	14 854
	26 958	24 763

Ces estimations actuarielles ont été produites et émises en novembre 1992 par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

6. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

g) Évaluations et estimations actuarielles (suite)

Les estimations au 31 décembre 1991 ont été établies à partir des évaluations actuarielles préparées par la Commission au 31 décembre 1990 pour le RREGOP, le RRE, le RRF et le RRSQ et au 31 décembre 1987 pour le RRCE, le RRMAN, le RRJCQ et le RRAPSC.

À la suite de la prise en compte de l'expérience des régimes de 1987 à 1990 et de la mise à jour des hypothèses utilisées, les évaluations actuarielles au 31 décembre 1990 pour le RREGOP, le RRE, le RRF et le RRSQ ont amené une diminution des obligations du Gouvernement à cette même date de 3 482 millions de dollars comparativement à celles qui avaient été estimées à partir des évaluations actuarielles au 31 décembre 1987 pour les états financiers de 1990-1991.

Pour l'ensemble des régimes de retraite, les prestations sont généralement indexées au coût de la vie pour la partie constituée avant le 1er juillet 1982 alors qu'après cette date, elles le sont seulement pour l'excédent de 3% de la hausse du coût de la vie.

Les évaluations actuarielles ont été établies en prenant en considération une hausse du coût de la vie de 1,5% en 1992, de 2% de 1993 à 1995, de 2,25% à 2,75% entre 1996 et 1998 et de 3% par la suite.

7. EMPRUNTS

Les emprunts convertis en dollars canadiens sont présentés ci-dessous par monnaie et par année d'échéance. Les unités monétaires par monnaie tiennent compte des contrats d'échange de devises:

Monnaies

	1992		1991	
	En millions d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)
En monnaie du Canada (\$ CAN.)	22 550	22 550	22 291	22 291
En monnaies étrangères (2):				
États-Unis (\$ E.U.)	5 992	7 130	4 562	5 286
Japon (YEN)	165 000	1 477	120 000	985
Suisse (F.S.)	2 263	1 793	1 469	1 170
République fédérale d'Allemagne (D.M.)	800	578	750	509
France (F.F.)	1 000	213		
Royaume-Uni (L.S.)	75	155	75	151
		33 896		30 392
MOINS:				
Fonds d'amortissement		791		755
Total		33 105		29 637

(1) Tenant compte des contrats d'échange de devises.

(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

7. EMPRUNTS (suite)

Années d'échéances	1992	1991
	(en millions de dollars)	
1992		3 751
1993	3 734	1 087
1994	2 085	2 107
1995	2 187	2 152
1996	1 971	2 096
1997	2 843	2 241
	12 820	13 434
1998 et plus	20 285	16 203
	33 105	29 637

8. FONDS DE FINANCEMENT

Des emprunts ont été réalisés pour le fonds de financement, fonds spécial mis sur pied le 1er mars 1991 pour regrouper les emprunts des établissements des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux ainsi que ceux de certaines entreprises et organismes du Gouvernement. En contrepartie de ces emprunts, des avances sont inscrites à l'état de l'actif aux mêmes conditions que les emprunts pour le Fonds de financement, lesquels sont présentés conformément aux conventions comptables en vigueur pour les emprunts. En tenant compte des contrats d'échange de devises, ces emprunts et avances ainsi que l'échéancier s'y rattachant sont présentés ci-dessous:

	1992
	(en millions de dollars)
Emprunts temporaires - Monnaie du Canada	21
Emprunts - Obligations et billets - Monnaie du Canada	1 016
	1 037

Années d'échéance	1992
	(en millions de dollars)
1993	21
1994	20
1995	
1996	
1997	132
	173
1998 et plus	864
	1 037

De plus, les dépenses du service de la dette et les intérêts courus sur emprunts aux montants de 43 et 40 millions de dollars respectivement ont été diminués en contrepartie des intérêts sur avances au Fonds de financement.

9. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Les engagements pour des paiements de transfert à des corporations, entreprises et organismes du Gouvernement, commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux pour leurs dépenses en capital et pour le remboursement du principal de leurs emprunts contractés pour des dépenses en capital ainsi que certains autres engagements sont présentés sommairement à l'annexe 7. Ces engagements totalisent 15 146 millions de dollars au 31 mars 1992 (14 279 millions de dollars au 31 mars 1991: montant redressé).

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 34 842 millions de dollars au 31 mars 1992 (31 839 millions de dollars au 31 mars 1991) dont 30 958 millions de dollars (28 003 millions de dollars au 31 mars 1991) se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Ces emprunts garantis ainsi que les autres éventualités autorisés par lois sont présentés sommairement à l'annexe 7.

Le Gouvernement fait par ailleurs l'objet de certaines réclamations et de causes en instance ou éventuelles. Elles portent notamment sur des revendications territoriales par des bandes indiennes et des revendications de prestations par des assistés sociaux de moins de trente ans. Les autres causes, qui impliquent des montants de 334 millions de dollars, sont reliées à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des éléments connexes. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le Gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée. Les montants que le Gouvernement pourrait être appelé à déboursier lors du règlement de ces réclamations seront imputés aux dépenses de l'année financière en cours.

10. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de l'annexe 5 pour 1991 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1992.

Affaires culturelles
Commission des biens culturels du Québec
Régie du cinéma

Affaires internationales

Affaires municipales
Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec
Commission municipale du Québec
Régie du logement

Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Commission de protection du territoire agricole du Québec
* Commission des courses du Québec
* Office du crédit agricole du Québec - Financement agricole
* Régie des assurances agricoles du Québec
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole

Approvisionnement et Services

Assemblée nationale

Communautés culturelles et Immigration
Bureau de révision en immigration
Conseil des communautés culturelles et de l'immigration

Communications
Commission d'accès à l'information
Régie des télécommunications

Conseil du trésor

Conseil exécutif
Conseil de la famille

Éducation
Conseil supérieur de l'éducation

Énergie et Ressources
Régie du gaz naturel

Enseignement supérieur et Science
Conseil de la science et de la technologie
Conseil des collèges
Conseil des universités
Office des professions du Québec

Environnement
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Conseil de la conservation et de l'environnement

Finances
Commission des valeurs mobilières du Québec
Inspecteur général des institutions financières
* Régie de l'assurance-dépôts du Québec

Forêts
* Office du crédit agricole du Québec - Financement forestier

Industrie, Commerce et Technologie
* Société de développement industriel du Québec

Justice
Commission de protection des droits de la jeunesse
Commission des droits de la personne
Office de la protection du consommateur
Tribunal des droits de la personne

Loisir, Chasse et Pêche
Régie de la sécurité dans les sports du Québec

Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle

Office de planification et de développement du Québec

Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine
Conseil du statut de la femme
Office des services de garde à l'enfance

Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique
* Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
Commission de la fonction publique
Office des ressources humaines

Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Commission d'appel de francisation des entreprises
Commission de protection de la langue française
Commission de toponymie
Conseil de la langue française
Office de la langue française

Personnes désignées par l'Assemblée nationale
Directeur général des élections - Commission de la représentation électorale
Protecteur du citoyen
Vérificateur général

*Régie de l'assurance-maladie du Québec

Revenu
Régie des loteries du Québec

Santé et Services sociaux
Conseil des affaires sociales
Office des personnes handicapées du Québec

Sécurité publique
Comité de déontologie policière
Commission québécoise des libérations conditionnelles
Régie des permis d'alcool du Québec

Tourisme

Transports
Commission des transports du Québec

Travail
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
Conseil des services essentiels
Régie du bâtiment du Québec **

* Ces organismes effectuent aussi des opérations financières distinctement du Fonds consolidé du revenu.

** Cette Société remplace la Régie des entreprises de construction du Québec depuis le 1er février 1992.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS QUI ONT
LEUR PROPRE ENTITÉ COMPTABLE**

ANNEXE 2

Année financière 1991-1992

ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À CARACTÈRE GOUVERNEMENTAL

Bibliothèque nationale du Québec
Centre de recherche industrielle du Québec
Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur
Centre québécois de valorisation de la biomasse
Centre québécois pour l'informatisation de la production
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
Commission des affaires sociales
Commission des courses du Québec
Commission de reconnaissance des associations d'artiste
Commission des services juridiques
Conseil des assurances de dommages
Conseil des assurances de personnes
Corporation d'hébergement du Québec
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain
Fondation de la faune du Québec
Fondation Jean-Charles Bonenfant
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
Institut de police du Québec
Institut de recherche et d'information sur la rémunération
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Institut québécois de recherche sur la culture
Institut québécois du cinéma
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs criss
Office du crédit agricole du Québec
Parc technologique du Québec métropolitain
Radio-Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des installations olympiques
Société d'aménagement de l'Outaouais
Société d'habitation du Québec
Société de développement industriel du Québec
Société de la Place des Arts de Montréal
Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec (SEREQ)
Société d'investissement Jeunesse
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise d'information juridique

**ENTREPRISES ET ORGANISMES
DU GOUVERNEMENT À CAPITAL-ACTIONS**

Leur énumération est présentée dans l'annexe 6 des notes complémentaires

FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

Caisse de dépôt et placement du Québec
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
Commission de la construction du Québec
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Commission des normes du travail
Curateur public (Le)
Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier
Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers
Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Régie des assurances agricoles du Québec
Régie des rentes du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec
Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive

FONDS SPÉCIAUX

Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
Fonds de développement international
Fonds de financement
Fonds de la formation à distance
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger
Fonds de la réforme du cadastre québécois
Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau
Fonds de reprographie gouvernementale
Fonds des cautionnements des agents de voyages
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun
Fonds des fournitures et de l'ameublement
Fonds des moyens de communication
Fonds des registres du ministère de la Justice
Fonds des services de santé
Fonds des services de télécommunications
Fonds des services informatiques
Fonds du Bureau de la statistique du Québec
Fonds du service aérien gouvernemental
Fonds d'information géographique et foncière
Fonds en fidéicomis
Fonds Les Publications du Québec
Fonds pour les équipements informatiques
Fonds spécial olympique

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES QUI DOIVENT VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU LEURS
CONTRIBUTIONS D'EMPLOYEURS AU RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES**

Caisse de dépôt et placement du Québec
Centre d'insémination artificielle du Québec
(C.I.A.Q.) Inc. (filiale de SOQUIA)
Commission de la santé et de la sécurité du
travail
Commission des normes du travail
Fonds de la recherche en santé du Québec
Loto-Québec (Société des loteries du Québec)
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des rentes du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec
Société des alcools du Québec
Société de gestion du réseau informatique des
commissions scolaires
Société du parc industriel et portuaire
de Bécancour
Société immobilière du Québec
Ville de Vaudreuil à l'égard des employés qui
étaient le 31 mai 1981, employés de la Station
expérimentale de Vaudreuil

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
 Année financière terminée le 31 mars 1992

ANNEXE 4

(en millions de dollars)

	1992	1991
Impôts sur les revenus et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	11 840	11 579
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	2 754	2 641
Impôts des sociétés	1 867	1 712
Autres	(1)	1
	<u>16 460</u>	<u>15 933</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	5 980	4 795
Carburants	1 117	1 150
Tabac	513	586
Repas et hôtellerie	6	383
Autres	172	175
	<u>7 788</u>	<u>7 089</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles	512	459
Boissons alcooliques	109	94
Ressources naturelles	91	88
Pari mutuel	20	21
Autres	135	126
	<u>867</u>	<u>788</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services	444	277
Intérêts	307	413
Amendes, confiscations et recouvrements	335	334
	<u>1 086</u>	<u>1 024</u>
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement		
Société des alcools du Québec	365	359
Loto-Québec	461	444
Hydro-Québec	760	404
Autres	(92)	(32)
	<u>1 494</u>	<u>1 175</u>
Total des revenus autonomes	<u>27 695</u>	<u>26 009</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	3 485	3 654
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 521	1 501
Contributions aux programmes de bien-être	1 522	1 411
Autres programmes	248	449
	<u>6 776</u>	<u>7 015</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>6 776</u>	<u>7 015</u>
Total des revenus	<u>34 471</u>	<u>33 024</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES DÉPENSES
PAR MISSION ET DOMAINE ET PAR MINISTÈRE ET ORGANISME
 Année financière terminée le 31 mars 1992

ANNEXE 5

(en millions de dollars)

	1992	1991
		(note 10)
PAR MISSION ET DOMAINE		
MISSION SOCIALE		
Sécurité du revenu	3 360	2 723
Santé et adaptation sociale	12 354	11 357
Habitation	261	222
	<u>15 975</u>	<u>14 302</u>
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE		
Éducation	9 844	9 317
Culture	315	290
Loisir et faune	225	232
	<u>10 384</u>	<u>9 839</u>
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE		
Institutions politiques	904	865
Gestion administrative centrale	6 084	5 694
Relations intergouvernementales	121	113
Protection de la personne et de la propriété	957	995
	<u>8 066</u>	<u>7 667</u>
MISSION ÉCONOMIQUE		
Ressources naturelles et industries primaires	1 677	1 656
Industries secondaires et développement technologique	374	358
Services	138	124
Ressources humaines	377	296
Transports	1 671	1 607
	<u>4 237</u>	<u>4 041</u>
Total des dépenses	<u>38 662</u>	<u>35 849</u>
PAR MINISTÈRE ET ORGANISME		
Affaires culturelles	288	263
Affaires internationales	110	101
Affaires municipales	695	641
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	681	705
Approvisionnement et Services	50	50
Assemblée nationale	73	74
Communautés culturelles et Immigration	106	58
Communications	114	118
Conseil du trésor	22	22
Conseil exécutif	49	44
Éducation	5 681	5 407
Énergie et Ressources	142	158
Enseignement supérieur et Science	3 342	3 146

	1992	1991
		(note 10)
PAR MINISTÈRE ET ORGANISME (suite)		
Environnement	534	477
Finances	4 776	4 551
Forêts	306	304
Industrie, Commerce et Technologie	358	340
Justice	485	458
Loisir, Chasse et Pêche	225	232
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	3 558	2 891
Office de planification et de développement du Québec	36	34
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	151	142
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	987	887
Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française	27	27
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	32	32
Régie de l'assurance-maladie du Québec	2 670	2 435
Revenu	391	360
Santé et Services sociaux	9 537	8 785
Sécurité publique	830	869
Tourisme	105	91
Transports	2 056	1 972
Travail	73	71
	<u>38 490</u>	<u>35 745</u>
Provisions pour moins value:		
Provision pour créances douteuses	157	128
Provision pour perte sur placements en actions (diminution)	15	(24)
Total des dépenses	<u>38 662</u>	<u>35 849</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
 PLACEMENTS EN ACTIONS DANS LES ENTREPRISES
 ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT
 ET PROVISION POUR PERTE SUR CES PLACEMENTS
 Année financière terminée le 31 mars 1992
 (en millions de dollars)

POSSEDÉS À PART ENTIÈRE, EXCEPTÉ(*)	AU 31 MARS 1991			PARTICIPATION DANS LES RÉSULTATS 1991-1992	AU 31 MARS 1992	
	VALEUR DE CONSOLI- DATION MODIFIÉE	PROVISION POUR PERTE	PLACEMENTS EFFECTUÉS 1991-1992		VALEUR DE CONSOLI- DATION MODIFIÉE	PROVISION POUR PERTE
Hydro-Québec	8 637			760 (3)	9 397	
Loto-Québec	7			11 (2)	18	
Sidbec	43			(61)(3)		18
Société de développement de la Baie James, incluant Société de développement autochtone de la Baie James	9			(2)	7	
Société de récupération, d'exploitation et de développement fores- tiers du Québec (REXFOR)	241		28	(74)	195	
Société des alcools du Québec	33			5 (2)	38	
Société des établis- sements de plein air du Québec	30		3	(3)(3)	30	
Société générale de financement du Québec (SGF)	620			(67)(3)	553	
Société générale des industries culturelles (SOGIC)	17				17	
Société immobilière du Québec	108			5	113	
Société nationale de l'amiante		57		3 (1)		54
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	108			1	109	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUJA)	110			(4)(2)	106	
Société québécoise d'ini- tiatives pétrolières (SOQUIP)	151			18	169	
Autres (*)	3			(1)	2	
	<u>10 117</u>	<u>57</u>	<u>31</u>	<u>591 (5)</u>	<u>10 754</u>	<u>72 (4)</u>

(*) Entreprises (Société des traversiers du Québec, Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud et Société québécoise des transports) dont la valeur de consolidation modifiée est inférieure à 2 millions de dollars. Les chiffres de la Société québécoise des transports proviennent d'états financiers non vérifiés.

(en millions de dollars)

- (1) Chiffres provenant d'états financiers non vérifiés.
- (2) Participation dans les résultats inscrite aux revenus et diminuée des dividendes de Loto-Québec (450), de la Société des alcools (360) et de la Société immobilière du Québec (78).
- (3) Ces résultats sont ceux du 31 décembre à l'exception de la Société des établissements de plein air du Québec (31 mai 1991).

La valeur de consolidation modifiée de la Société générale de financement au 31 mars 1992 comprend un redressement à la baisse de 100 millions de dollars sur les résultats de 1991 pour tenir compte de la contribution du gouvernement du Québec à être versée en 1992-1993 en vertu de l'entente intervenue avec le gouvernement du Canada pour aider MIL-Davie Inc. à absorber les dépassements de coûts sur les contrats de construction navale.

Si les données intérimaires non vérifiées d'Hydro-Québec, de la Société générale de financement et de Sidbec au 31 mars 1992 étaient prises en considération, la valeur de consolidation de ces placements à cette date, serait respectivement augmentée de 449 et diminuée de 15 et 15.

- (4) Après application en contrepartie des prêts et avances à la Société nationale de l'amiante (1), la provision pour perte sur placements en actions s'établit à 71 au 31 mars 1992 (56 au 31 mars 1991).
- (5) La participation de 591 dans les résultats de l'année financière terminée le 31 mars 1992 est présentée comme suit:

606 aux revenus provenant des entreprises et organismes du gouvernement;
15 en augmentation de la provision pour perte sur placements en actions avec contrepartie aux dépenses.

ENGAGEMENTS	1992	1991 (redressé)
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	5 275	4 921
Établissements de santé et de services sociaux	2 509	2 169
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du Métro de Montréal et autres dépenses en capital	1 023	1 028
Assainissement des eaux	3 106	2 879
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	347	186
Pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	363	350
Établissements de santé et de services sociaux	504	584
Municipalités et organismes municipaux		
Aqueducs, égouts et autres	680	654
Assainissement des eaux	787	910
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	86	159
Autres engagements (pour engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)	466	439
	<u>15 146 *</u>	<u>14 279*</u>
EMPRUNTS GARANTIS		
Hydro-Québec	30 958	28 003
Régie des installations olympiques	381	432
Sidbec	242	336
Société de développement industriel du Québec	508	438
Société immobilière du Québec	687	718
Société québécoise d'assainissement des eaux	252	233
Autres entreprises et organismes du gouvernement du Québec	211	240
Prêts aux étudiants	1 542	1 375
Municipalités, particuliers et sociétés	10	17
Prêts aux pêcheurs	51	47
	<u>34 842*</u>	<u>31 839*</u>

* Les engagements et les emprunts garantis en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

CAUTIONNEMENTS

Société générale de financement du Québec (S.G.F.)

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par la S.G.F. en cas de défaut de remboursement du capital et des intérêts des obligations émises pour la mise sur pied d'un complexe forestier intégré par Donohue St-Félicien Inc. Le solde de ces obligations en circulation au 31 mars 1992 s'élevait à 58 millions de dollars (66 millions de dollars au 31 mars 1991).

CAUTIONNEMENTS (suite)**Société de développement industriel du Québec**

Le gouvernement du Québec a garanti l'exécution des obligations de la Société de développement industriel du Québec relativement à des garanties d'emprunts accordées par cette Société. Au 31 mars 1992, le total des garanties d'exécution relatives aux emprunts effectués est de 64 millions de dollars (69 millions de dollars au 31 mars 1991).

AUTRES ÉVENTUALITÉS**Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers:**

Selon les dispositions de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, depuis le 11 août 1988 et jusqu'au 1er avril 1992, les sommes nécessaires au paiement des obligations du Fonds sont payées à même les revenus nets que produit l'avance de 10 millions de dollars consentie au Fonds par le ministre des Finances. Lorsque ces revenus sont insuffisants, le ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, sur le Fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations.

Au 31 mars 1992, l'avoir du Fonds s'élevait à 9 millions de dollars (12 millions de dollars au 31 mars 1991) et le solde en capital des prêts assurés s'élevait à 1 946 millions de dollars (1 847 millions de dollars au 31 mars 1991).

Au cours de l'année financière, le ministre des Finances a versé 10 millions de dollars (25 millions de dollars en 1991) au Fonds qui a déboursé 11 millions de dollars des 20 millions de dollars qu'il estimait devoir rembourser aux prêteurs au 31 mars 1991. Selon une analyse des prêts assurés au 31 mars 1992 en défaut d'un an et plus, le montant estimé des pertes que le Fonds pourrait être appelé à rembourser aux prêteurs est de 11 millions de dollars. Le déboursement de ce montant s'étalera sur les prochaines années financières.

En vertu de la Loi modifiant la Loi sur l'assurance prêts agricoles et forestiers (L.Q., 1991, chapitre 11) sanctionnée et entrée en vigueur le 6 juin 1991, le Gouvernement assume depuis le 1er avril 1991, à la place des emprunteurs, les droits d'assurance au Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers. De plus, cette Loi précise que les droits d'assurance payés au Fonds par les emprunteurs depuis le 11 août 1988 majorés d'une somme de 9 p. cent leur seront remboursés par le Fonds à compter du 6 juin 1991. Le remboursement de 10 millions de dollars de ces droits d'assurance a été effectué par le Fonds au cours de l'exercice.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

J'ai vérifié les états financiers suivants du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1992:

- revenus, dépenses et dette nette;
- actif et passif;
- besoins financiers et financement; et
- emploi des crédits.

La responsabilité de la préparation de ces états financiers, selon les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor, incombe au ministère des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction des ministères et des organismes du gouvernement, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Conformément à la convention comptable sur les régimes de retraite énoncée aux notes complémentaires 1 et 6c), le gouvernement ne comptabilise qu'une partie de ses obligations envers ses régimes de retraite autres que le RREGOP et fournit à la note complémentaire 6g) les estimations actuarielles de ses obligations au titre des prestations constituées. À mon avis, cette convention comptable n'est pas appropriée puisque les obligations du gouvernement qui découlent des régimes de retraite constituent de véritables éléments de son passif et devraient être comptabilisées comme tel. Le fait de ne pas comptabiliser entièrement les obligations du gouvernement a pour conséquence que les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1992 sont sous-évalués d'un montant d'au moins 279 millions de dollars. Pour sa part, le passif à l'égard des régimes de retraite et la dette nette sont sous-évalués d'un montant d'au moins 8 815 millions de dollars (31 mars 1991 : d'au moins 8 536 millions de dollars - montant redressé).

À mon avis, à l'exception des effets de la comptabilisation non appropriée des obligations des régimes de retraite dont il est question dans le paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées aux notes complémentaires 1 et 6c). Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01) je déclare qu'à mon avis, ces conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

De plus, à mon avis, l'état de l'emploi des crédits représente les crédits autorisés, utilisés et non utilisés selon les notes explicatives fournies à cet état.

Les observations qui sont présentées à la suite de ce rapport constituent des explications et des commentaires sur les états financiers du gouvernement du Québec et sur le rapport qui les accompagne.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 1^{er} décembre 1992

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1992**

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1992**

On retrouve dans la section qui précède les états financiers annuels du gouvernement du Québec ainsi que le rapport du vérificateur général sur ces états financiers. Ce rapport comprend notamment une énumération des états financiers que le vérificateur général a examinés, la portée et la nature de sa vérification, la restriction qu'il a formulée ainsi que son opinion.

Les observations présentées ici renferment des commentaires et des explications additionnelles quant à la restriction formulée dans ce rapport ainsi qu'à l'égard de la préparation d'états financiers consolidés du gouvernement.

A. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

La convention comptable sur les régimes de retraite et son application font l'objet d'une restriction dans mon rapport sur les états financiers du gouvernement puisqu'elle ne convient pas à une présentation fidèle du passif et de la dette nette au 31 mars 1992 ainsi que des dépenses et du déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée à cette date.

Selon la méthode de la comptabilité d'exercice, tous les coûts relatifs aux régimes de retraite devraient être comptabilisés. La quote-part du gouvernement du coût de ces régimes devrait être inscrite à mesure que ses employés et ceux des organismes publics acquièrent des bénéfices ou des droits.

Les coûts afférents aux prestations constituées devraient être comptabilisés d'une façon telle que le passif réel soit présenté dans les états financiers et que ces coûts soient inclus dans les dépenses annuelles du gouvernement sur une base qui se rapproche de la réalité des opérations.

Selon la note complémentaire 6, paragraphes e), f) et g) sur les régimes de retraite, les obligations du gouvernement selon les estimations actuarielles et le passif net inscrit aux états financiers relativement aux régimes de retraite se détaillent comme suit :

Régimes de retraite	Obligations actuarielles	Passif net inscrit	Obligations actuarielles	Passif net inscrit
(en millions \$)	31 déc. 91	31 mars 92	31 déc. 90	31 mars 91
Régimes actifs:				
RREGOP	9 038	10 904*	8 006	9 698*
Autres	2 115	1 259*	1 903	1 079*
Autres régimes	15 805	5 980	14 854	5 450
TOTAL	26 958	18 143	24 763	16 227

* À l'exclusion de la participation inscrite d'avance de 1 200 millions de dollars (31 mars 1991 : 854 millions de dollars).

Au cours de l'année civile 1991, les obligations actuarielles ont augmenté de 2 195 millions de dollars alors que 1 916 millions de dollars ont été inscrits au passif net au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1992. La différence de 279 millions de dollars n'a pas été portée aux dépenses ni au déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1992. Pour sa part, le passif net inscrit ne comprend pas un montant de 8 815 millions de dollars (31 mars 1991 : 8 536 millions de dollars - montant redressé) pour compléter les obligations du gouvernement envers ces régimes.

D'après la convention comptable en vigueur, le passif non inscrit de tous les régimes autres que le RREGOP est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980. Cette méthode d'inscription de ce passif n'est pas réaliste et appropriée puisque le passif non inscrit s'accroît d'année en année et que l'amortissement annuel porté aux dépenses ne couvre que partiellement les intérêts qu'il faudrait calculer sur le solde non inscrit de 8 815 millions de dollars du passif.

Le Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public de l'Institut canadien des comptables agréés a émis, en novembre 1988, une prise de position sur la comptabilisation des obligations découlant des régimes de retraite des salariés dans les états financiers des gouvernements. Cette prise de position couvre, entre autres, le traitement comptable à accorder au montant initial non comptabilisé de la dette au titre des régimes de retraite. Le Comité recommande à cet effet de constater immédiatement à l'état de la situation financière cette dette non comptabilisée.

Le vérificateur général recommande au gouvernement de redresser ses pratiques comptables dans le sens proposé par le Comité, en comptabilisant et en portant à ses états financiers la partie non inscrite du passif des régimes de retraite.

B. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GOUVERNEMENT

Depuis plusieurs années, le vérificateur général soulève, dans ses observations sur les états financiers annuels du gouvernement et dans ses Rapports annuels à l'Assemblée nationale, l'à-propos de publier des états financiers consolidés du gouvernement.

Les états financiers du gouvernement du Québec sur lesquels portent mon rapport et mes observations rendent compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que de celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne.

Ces états financiers ne fournissent pas un compte rendu global de la nature et de l'étendue des activités ainsi que des ressources financières dont le gouvernement est responsable, car ils n'intègrent pas les données financières des organismes et des entreprises accomplissant des activités à caractère gouvernemental ni celles des fonds spéciaux.

En outre, les états financiers du gouvernement ne présentent pas, sous forme de note ou de tableau joints aux états financiers, la description ni un sommaire des soldes des fonds en fiducie administrés par le gouvernement, ses organismes et ses entreprises.

Depuis quelques années, le gouvernement a fait des progrès dans la présentation de son entité comptable, en la définissant dans ses conventions comptables et en indiquant, dans des annexes aux notes complémentaires, les entités qui sont incluses aux états financiers et celles qui en sont exclues. Le gouvernement comptabilise aussi dans ses états financiers sa participation aux résultats annuels des entreprises dans lesquelles il détient des placements en actions. Ces mesures concourent à une information plus représentative de son périmètre comptable.

Nous avons procédé à la vérification d'un projet d'états financiers consolidés du gouvernement du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1991. Ces états financiers consolidés ont été préparés en s'inspirant des recommandations du Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public de l'Institut canadien des comptables agréés. Nous incitons fortement le gouvernement à prendre les dispositions qui conduiront à la préparation et à la publication d'états financiers consolidés pour l'année financière terminée le 31 mars 1992.

SECTION 1

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Cette section regroupe certains détails sur les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement, ainsi que le détail du compte des régimes de retraite.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	1-3
Activités de fonctionnement	
Déficit des opérations budgétaires à financer	1-4
Régimes de retraite	1-4
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement	1-5
Activités d'investissement	1-6
Détail du compte des régimes de retraite	1-8

DÉTAIL DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

Activités de fonctionnement

Déficit des opérations budgétaires à financer	- 1 683 406
Excédent des pensions et autres paiements sur les cotisations des participants et contributions de certains organismes	- 761 255
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement	- 373 703
	<u>- 2 818 364</u>

Activités d'investissement - Placements

Entreprises et organismes du Gouvernement	197 176
Municipalités et organismes municipaux	9 502
Particuliers, sociétés et autres	- 42 927
	<u>163 751</u>

Besoins financiers nets	<u>- 2 654 613</u>
--------------------------------	---------------------------

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1992

DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES À FINANCER

(en milliers de dollars)

Déficit des opérations budgétaires		4 191 418
Éléments n'affectant pas les liquidités:		
Participation dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés:		
Hydro-Québec	760 000	
Loto-Québec	10 712	
Sidbec	(43 217)	
Société de développement de la Baie James	(1 762)	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	(73 678)	
Société des alcools du Québec	4 573	
Société des établissements de plein air du Québec	(2 663)	
Société des Traversiers du Québec	(815)	
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	(3)	
Société générale de financement du Québec	(66 617)	
Société générale des industries culturelles	(143)	
Société immobilière du Québec	4 696	
Société québécoise d'exploration minière	671	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	(3 756)	
Société québécoise d'initiatives pétrolières	17 577	
Société québécoise des transports	146	605 721
Provisions pour moins value:		
Augmentation ou (diminution) de la provision pour perte sur placements en actions inscrite aux dépenses:		
Sidbec	(17 497)	
Société des Traversiers du Québec	(538)	
Société nationale de l'amiante	3 295	
	(14 740)	
Provision pour créances douteuses	(157 371)	(172 111)
Contribution pour financer l'assainissement des eaux		(26 729)
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite (1)		(2 676 919)
Amortissement des frais reportés		(247 289)
Amortissement du gain de change non réalisé		9 315
Déficit des opérations budgétaires à financer		1 683 406

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1992

RÉGIMES DE RETRAITE (1)

(en milliers de dollars)

Pensions et autres paiements	963 419
Cotisations des participants et contributions de certains organismes	(202 164)
Excédent des pensions et autres paiements sur les cotisations des participants et contributions de certains organismes	761 255

(1) Pour plus de détail voir page 1-8 "Détail du compte des régimes de retraite".

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1992

VARIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS DE L'ACTIF ET DU PASSIF

(en milliers de dollars)

	31 mars 1992	31 mars 1991	Montant porté à la dépense	Variation (*)
Éléments de l'actif:				
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	48 576	119 247		70 671
Débiteurs:				
Agents et mandataires	1 163 404	1 187 529		24 125
Autres débiteurs	1 706 769	1 469 463	140 391	(377 697)
Dû par le gouvernement du Canada -				
Gestion de la taxe sur les produits et services	22 588	17 753		(4 835)
Intérêts courus sur placements	6 037	19 418		13 381
Frais reportés	139 953	113 341	247 289	(273 901)
	<u>3 087 327</u>	<u>2 926 751</u>	<u>387 680</u>	<u>(548 256)</u>
Éléments du passif:				
Chèques en circulation	193 557	202 827		(9 270)
Avances des fonds en fidéicomis	62 783	55 109		7 674
Compte d'accords de perception fiscale	360 621	400 630		(40 009)
Créditeurs et frais courus	2 497 922	2 436 182		61 740
Intérêts courus sur emprunts	1 602 090	1 441 908		160 182
Provision pour financer l'assainissement des eaux	58 628	37 663	26 729	(5 764)
	<u>4 775 601 (1)</u>	<u>4 574 319</u>	<u>26 729</u>	<u>174 553</u>
Excédent des éléments du passif sur les éléments de l'actif relié au fonctionnement	<u>1 688 274</u>	<u>1 647 568</u>	<u>414 409</u>	<u>(373 703)</u>

(*) Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Excluant le gain de change non réalisé de 86 199 878 \$ (417 606 742 \$ en 1991) inscrit au passif.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1992

PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Entreprises et organismes du Gouvernement	53 816	883	245 046	6 829	(197 176)
Municipalités et organismes municipaux			9 502		(9 502)
Particuliers, sociétés et autres	65 671	4 342	24 099	2 987	42 927
	<u>119 487</u>	<u>5 225</u>	<u>278 647</u>	<u>9 816</u>	<u>(163 751)</u>
		<u>124 712</u>		<u>288 463</u>	<u>(163 751)</u>

DÉTAIL	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Entreprises et organismes du Gouvernement					
Actions et mises de fonds:					
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	28 148				28 148
Société des établissements de plein air du Québec	2 500				2 500
	<u>30 648</u>				<u>30 648</u>
Obligations et billets:					
Société d'habitation du Québec			125 305		(125 305)
			125 305		(125 305)
Prêts et avances:					
Hydro-Québec			102		(102)
Société de développement industriel du Québec	23 168	630	119 639	6 829 (1)	(102 670)
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec		253			253
	<u>23 168</u>	<u>883</u>	<u>119 741</u>	<u>6 829</u>	<u>(102 519)</u>
	<u>53 816</u>	<u>883</u>	<u>245 046</u>	<u>6 829</u>	<u>(197 176)</u>

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1992

PLACEMENTS (suite)

(en milliers de dollars)

DÉTAIL (suite)

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Municipalités et organismes municipaux					
Obligations et billets			9 367		(9 367)
Prêts et avances			135		(135)
			9 502		(9 502)
Particuliers, sociétés et autres					
Prêts et avances					
Particuliers					
Étudiants	42 486	4 301 (2)	8 003	434	38 350
Pêcheurs	26	(525)	5 567		(6 066)
Producteurs agricoles	239		28	788	(577)
	42 751	3 776	13 598	1 222	31 707
Sociétés et autres					
Avances permanentes aux employés du Gouvernement (frais de déplacement) et fonds locaux	1 272	41	944		369
Coopératives	105		43		62
Corporations agricoles	505		31	1 177	(703)
Corporations industrielles	13 691		325	588	12 778
Corporations minières			1 025		(1 025)
Corporations touristiques	306				306
Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau	73				73
Fonds de la réforme du cadastre québécois			1 100		(1 100)
Fonds de reprographie gouvernementale	93				93
Fonds des fournitures et de l'ameublement			575		(575)
Fonds des moyens de communication			367		(367)
Fonds du Bureau de la statistique du Québec	85				85
Fonds pour les équipements informatiques	2 935				2 935
Fonds du service aérien gouvernemental			4 684		(4 684)
Pêcheurs	3 855	525	1 407		2 973
	22 920	566	10 501	1 765	11 220
	65 671	4 342	24 099	2 987	42 927

(1) Montant porté aux dépenses pour des subventions.

(2) Montant formé d'intérêts capitalisés et autres revenus.

DÉTAIL DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

DÉTAIL	Cotisations des participants et contributions de certains organismes	Participation du Gouvernement à titre d'employeur	Pensions et autres paiements +	Redressements (-)	Excédent =
R.R.E.G.O.P.	1 194	1 382 642	158 037	(19 635)(3)	1 206 164
R.R.E.	101 477	761 975	440 236		423 216
R.R.C.E.	19 204 (3)	54 071	50 061	19 567 (3)	42 781
R.R.F.	58 662 (1)	262 542	256 847		64 357
R.R.S.Q.	15 408	173 281	41 872		146 817
R.R.M.A.N.	900	5 907	6 655		152
R.R.J.C.Q.	91	19 561	7 966		11 686
R.R.A.P.S.C.	5 228	16 940	1 745	68 (3)	20 491
	202 164	2 676 919 (2)	963 419		1 915 664

(1) Y compris des contributions de certains organismes de 4 752 072 \$ pour le service courant et 17 000 000 \$ pour le service passé.

(2)

	Coût des prestations constituées	Amortissement des écarts d'expérience (*)	Amortissement du passif actuariel non inscrit	Intérêts	Total
R.R.E.G.O.P.					
Réseau des Affaires sociales	274 915	(159 293)	96 691	404 551	616 864
Réseau de l'Éducation	228 407	(132 359)	120 506	334 305	550 859
Réseau de la Fonction publique	111 508	(64 630)	43 776	124 265	214 919
	614 830	(356 282)	260 973	863 121	1 382 642
Autres régimes					
R.R.E.	90 227		300 105	371 643	761 975
R.R.C.E.	9 434 (3)		20 052	24 585	54 071
R.R.F.	28 706		145 020	88 816	262 542
R.R.S.Q.	53 620		40 008	79 653	173 281
R.R.M.A.N.	1 440		4 296	171	5 907
R.R.J.C.Q.	5 664		7 558	6 339	19 561
R.R.A.P.S.C.	3 817	(935)	4 164	9 894	16 940
	192 908	(935)	521 203	581 101	1 294 277
	807 738	(357 217)	782 176	1 444 222	2 676 919

(*) Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

(3) En vertu de la Loi sur le Régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1), la Caisse de dépôt et placement du Québec a remis au Fonds consolidé du revenu un montant de 19 206 682 \$ représentant la somme des cotisations des participants à ce régime; en conséquence, la portion des contributions du Gouvernement à titre d'employeur qui avait été cumulée au passif du compte R.R.E.G.O.P. a été transférée au compte du Régime de retraite de certains enseignants pour un montant de 19 566 729 \$ et un montant de 9 433 600 \$ a été comptabilisé au compte du Régime de retraite de certains enseignants, représentant la charge de retraite du Gouvernement à l'endroit de ce régime. De plus, en vertu de la Loi sur le Régime de retraite de agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., c. R-9.2), la Caisse de dépôt et placement du Québec a remis au Fonds consolidé du revenu un montant de 50 240 \$ représentant les cotisations des employés ayant opté pour ce régime; la contribution du Gouvernement à titre d'employeur afférente à ces cotisations a été transférée du R.R.E.G.O.P. au Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels pour un montant de 67 712 \$.

R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.
R.R.J.C.Q. = Régime de retraite des juges de la Cour du Québec.
R.R.A.P.S.C. = Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.

SECTION 2

FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	2-3
Variation de liquidités relatives à l'encaisse	2-4
Nouveaux emprunts	2-4
Remboursements d'emprunts	2-8

FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

PAGE	Besoins financiers nets		
1-3	Activités de fonctionnement		2 818 364
1-3	Activités d'investissement	-	163 751
			<u>2 654 613</u>
	Financement		
2-4	Variation de liquidités relatives à l'encaisse	-	466 013
2-4	Nouveaux emprunts (1)		5 786 468
2-7	Remboursements d'emprunts (2)	-	2 665 842
	Variation de la dette à long terme		<u>3 120 626</u>
			<u>2 654 613 (3)</u>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

- (1) Excluant un montant de 1 016 508 306 \$ pour le Fonds de financement, dont le détail apparaît à la page 2-7.
- (2) Incluant 62 556 723 \$ de contributions au fonds d'amortissement.
- (3) Excluant un montant de 322 091 705 \$ représentant la variation de change de l'année financière sur les emprunts en monnaies étrangères.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

VARIATION DE LIQUIDITÉS RELATIVES À L'ENCAISSE

DÉTAIL	31 mars 1992	31 mars 1991	Variation
Espèces en banque	49 812	53 033	3 221
Placements temporaires	1 116 450	647 216	- 469 234
	<u>1 166 262</u>	<u>700 249</u>	<u>- 466 013</u>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

NOUVEAUX EMPRUNTS**SOMMAIRE**

Bons du trésor		100 000
Billets de trésorerie		472 520
Obligations - négociables	3 399 009	
- remboursables à demande	444 698	
- non négociables	12 778	3 856 485
Billets		1 357 463
		<u>5 786 468</u>

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
Bons du trésor					
diverses	diverses	divers	divers		100 000 (1)
Billets de trésorerie					
diverses	diverses	divers	divers	397 700 \$ É.U.	472 520 (2)
Obligations					
Négociables					
En monnaie du Canada					
1991-04-09	1996-04-09	10,5000	101,3500		250 000
1991-06-19	2001-10-15	10,2500	97,9483		204 946
1991-08-28	2001-10-15	10,2500	98,2435		513 200
1991-10-30	2001-10-30	10,0725	100,0000		83 500
1991-10-31	1994-10-31	8,5000	99,7660		75 000
1991-12-20	1997-04-01	8,5000	98,5640		264 984
1991-12-20	2002-04-01	9,2500	98,6710		282 165
					<u>1 673 795</u>

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
Obligations (suite)					
En monnaie du Canada (suite)					
Emprunts escomptés					
1991	1995-2012	7,285 - 11,00			5 099 (3)
					<u>1 678 894</u>
En monnaie des États-Unis					
1991-04-23	2003-04-15	8,80	99,014	500 000 \$ É.U.	576 872
1991-05-08	2001-05-08	9,00	99,81	300 000	345 994
				<u>800 000 \$ É.U.</u>	<u>922 866</u>
Emprunts escomptés					
1991	1992-2001	7,15 - 8,25		8 784 \$ É.U.	10 330 (3)
				<u>808 784 \$ É.U.</u>	<u>933 196</u>
En monnaie de l'Allemagne					
1992-02-27	2002-02-27	8,00	101,25	500 000 D.M.	367 971
En monnaie de la France					
1991-12-20	1999-12-20	9,375	99,267	2 000 000 F.F.	418 948 (4)
					<u>3 399 009</u>
Remboursables à demande					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec					
1990-06-01	2000-06-01	8,50 - variable	100,00		2 608
1991-06-01	2001-06-01	8,50 - variable	100,00		442 090
					<u>444 698</u>
Non négociables					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Régime de pensions du Canada					
1991	2011	9,81 - 10,04	100,00		12 778
					<u>3 856 485</u>

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
Billets					
En monnaie du Canada					
Emprunt escompté 1991	1992-06-14	8,500			1 246 (3)
En monnaie des États-Unis					
1991-08-22	2001-08-22	9,1250	101,47	500 000	573 160
Billets à moyen terme 1991	1995-2002	6,9200 - 9,15	divers	300 772	348 570 (5)
Emprunt escompté 1991	1997-01-30	7,05		473	548 (3)
				<u>801 245 \$ É.U.</u>	<u>922 278</u>
En monnaie du Japon					
1991-11-05	2001-11-05	6,25	99,95	50 000 000 YENS	433 939 (6)
					<u>1 357 463</u>
					<u>5 786 468</u>

* En milliers d'unités monétaires.

** Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

(1) Bons du trésor

Émis	7 800 000
Remboursés	7 700 000

Net	<u>100 000</u>
-----	----------------

(2) Billets de trésorerie

Émis	1 459 317
Remboursés	986 797

Net	<u>472 520</u>
-----	----------------

(3) Capitalisation de l'escompte sur des emprunts émis à fort taux d'escompte au cours des années antérieures.

(4) Emprunt de 2 000 000 000 F.F. dont 1 000 000 000 F.F. ayant fait l'objet d'un contrat d'échange en monnaie des États-Unis pour un montant de 183 284 458 \$ É.U. (équivalent canadien de 208 915 999 \$) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts annuels à taux variable.

(5) Émission de billets à moyen terme dans le cadre d'une offre continue. Le total des billets en cours ne doit pas excéder 750 000 000 \$ É.U. ou l'équivalent en d'autres monnaies. Ces émissions comprennent un billet de type "zéro coupon" émis à un prix de 69,855 dont le taux effectif pour l'acheteur est de 7,05 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 54 000 000 \$ É.U. à l'échéance pour un capital versé de 37 721 700 \$ É.U..

(6) Emprunt de 50 000 000 000 Yens dont 40 000 000 000 ont fait l'objet de deux contrats d'échanges de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 308 960 216 \$ É.U. (équivalent canadien de 347 834 192 \$) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts annuels à taux variable.

NOUVEAUX EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT
SOMMAIRE

Obligations - négociables	634 705
Billets	381 803
	<u>1 016 508</u>

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
Obligations					
Négociables					
En monnaie du Canada					
1991-06-19	2001-10-15	10,2500	97,9483		195 054
1991-08-28	2001-10-15	10,2500	98,2435		61 800
1991-10-31	2001-10-15	10,2500	103,2980		175 000
1991-12-20	1997-04-01	8,5000	98,5640		110 016
1991-12-20	2002-04-01	9,2500	98,6710		92 835
					<u>634 705</u>
Billets					
En monnaie du Canada					
1991-12-20	1993-04-26	7,6900	100,0000		20 060
Billets à moyen terme					
1991-10-24	2001-10-24	10,2400	100,0000		82 000 (1)
					<u>102 060</u>
En monnaie de L'Italie					
1991-10-09	1996-10-09	12,20	101,6000	150 000 000 ITL	131 525 (2)
En monnaie de L'Allemagne					
1992-02-18	2002-02-18	8,20	100,0000	200 000 D.M.	148 218 (3)
					<u>381 803</u>
Emprunts effectués pour le Fonds de financement					<u>1 016 508</u>

* En milliers d'unités monétaires.

** Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

(1) Émission de billets à moyen terme dans le cadre d'une offre continue. Le total des billets en cours ne doit pas excéder 750 000 000 \$ É.U., ou l'équivalent en d'autres monnaies.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

DÉTAIL (suite)

- (2) Emprunt de 150 000 000 000 ITL ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 115 830 116 \$ É.U. (équivalent canadien de 130 795 367 \$). Un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada couvre la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 131 525 097 \$ CAN lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux variable.
- (3) Emprunt de 200 000 000 D.M. ayant fait l'objet de deux contrats d'échanges de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 125 608 567 \$ É.U. (équivalent canadien de 149 386 269 \$). Deux autres contrats d'échange de devises en monnaie du Canada couvre la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 148 218 110 \$ CAN lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels de 9,315 % pour 74 027 604 \$ CAN et de 9,302 % pour 74 190 506 \$ CAN.

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

SOMMAIRE

		En milliers d'unités monétaires (*)	Total En équivalent canadien (*)
OBLIGATIONS ET BILLETS			
En monnaie du Canada	\$ CAN.	1 678 073	1 678 073
En monnaie des États-Unis	\$ É.U.	523 642	606 744
En monnaie de la Suisse	F.S.	16 000	12 738
En monnaie de l'Allemagne	D.M.	450 000	305 730
			<u>2 603 285</u>
Contributions aux fonds d'amortissement			62 557
			<u><u>2 665 842</u></u>

DÉTAIL

OBLIGATIONS ET BILLETS

EN MONNAIE DU CANADA

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
1991-04-01	1978-04-01	3 400 (1)
1991-04-15	1983-04-15	156 562 (2)
1991-05-01	1979-05-01	1 764 (1)
1991-05-01	1979-05-01	1 380 (1)
1991-06-01	1966-06-01	31 307
1991-06-01	1970-06-01	720
1991-06-23	1981-06-23	50 000
1991-07-06	1983-07-06	50 000 (3)
1991-08-01	1967-08-01	34 599
1991-08-01	1970-08-01	436
1991-09-24	1979-09-24	124 925 (4)
1991-09-24	1986-09-24	50 000
1991-09-30	1981-03-30	100 000

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)
DÉTAIL (suite)

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)
EN MONNAIE DU CANADA (suite)**OBLIGATIONS NÉGOCIABLES (suite)**

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
1991-10-01	1966-10-01	36 026
1991-11-25	1974-11-25	58 364 (5)
1991-11-25	1974-11-25	19 070 (6)
1991-11-25	1975-11-25	74 000 (5)
1991-11-25	1976-11-25	95 345 (5)
1991-11-25	1976-11-25	50 000 (7)
1991-11-25	1976-11-25	50 000 (7)
1991-11-25	1976-11-25	74 462 (6)
1991-12-22	1980-12-22	12 600 (1)
1991-12-22	1980-12-22	12 400 (1)
1991-12-22	1981-12-22	16 400 (1)
1991-12-22	1981-12-22	18 600 (1)
1992-02-01	1970-02-01	19 461 (8)
1992-02-01	1972-02-01	43 747 (9)
1992-03-05	1973-03-05	46 110 (10)

 1 231 678

OBLIGATIONS NON NÉGOCIABLES

Gouvernement du Canada

Régime de pensions du Canada

Diverses 1971-1972

6 613

Aide à l'emploi

1991-1992 1971-1972

58 300

OBLIGATIONS REMBOURSABLES À DEMANDE

Obligations d'épargne du Québec

1993-06-01	1983-06-01	12 317
1994-06-01	1984-06-01	20 557
1995-06-01	1980-06-01	11 827
1995-06-01	1985-06-01	11 550
1996-06-01	1981-06-01	3 692
1996-06-01	1986-06-01	9 893
1996-06-01	1989-06-01	26 047
1997-06-01	1982-06-01	11 018
1997-06-01	1987-06-01	11 620
1998-06-01	1988-06-01	14 315
2000-06-01	1990-06-01	174 636
2001-06-01	1991-06-01	59 238

 366 710

Total des obligations

 1 663 301

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)**DÉTAIL (suite)****OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)****EN MONNAIE DU CANADA (suite)****BILLETS**

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
Gouvernement du Canada		
Zones spéciales		
1991-04-01	1972 - 1979-04-01	3 466
Institutions universitaires (assumées)		
Diverses	1963 - 1969	1 306
Emprunt escompté		
1991-06-14	1982-06-14	10 000 (1)
Total des billets		14 772
Total des obligations et billets en monnaie du Canada		1 678 073

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS**OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale	
		Unités monétaires en monnaie étrangère (*)	En équivalent canadien (*)
		\$ É.U.	
1991-06-01	1972-06-01	6 000	6 952 (1)
1991-06-07	1985-06-07	22 875	26 505 (11)
1991-11-22	1971-11-22	58 386	67 652 (12)
1991-11-22	1975-11-22	83 788	97 085 (13)
1991-11-22	1976-11-22	84 993	98 481 (14)
1991-11-25	1977-11-25	34 800	40 323 (15)
1992-01-17	1972-06-01	66 000	76 474 (16)
1992-02-25	1985-02-25	122 000	141 362
Total des obligations		478 842	554 834
BILLETS			
1991-06-15	1979-06-15	44 800	51 910 (17)
Total des obligations et billets en monnaie des États-Unis		523 642	606 744

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)
DÉTAIL (suite)

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)
EN MONNAIE DE LA SUISSE**OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale	
		Unités monétaires en monnaie étrangère (*)	En équivalent canadien (*)
		F.S.	
Diverses	1987-07-15	5 000	3 981 (18)
Diverses	1985-11-06	5 000	3 981 (18)
Diverses	1986-11-20	6 000	4 776 (18)
Total des obligations en monnaie de la Suisse		16 000	12 738

EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE**OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**

Date d'échéance	Date d'émission	D.M.	
1991-09-01	1981-09-01	150 000	101 910
1992-02-15	1982-02-15	150 000	101 910
Total des obligations		300 000	203 820

BILLETS

1992-02-17	1982-02-16	150 000	101 910
Total des obligations et billets en monnaie de l'Allemagne		450 000	305 730

PLUS: CONTRIBUTIONS AU FONDS D'AMORTISSEMENT

Emprunts remboursés

62 557 (19)

2 665 842

(*) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises et sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1991.

(1) Obligations et billets rachetés par le gouvernement afin de satisfaire à une clause de remboursement contractuel obligatoire d'un montant ou pourcentage de la valeur nominale déterminé.

(2) Obligations en deutsches mark d'une valeur de 200 000 000 D.M. (équivalent de 156 562 000 \$) venant à échéance le 15 avril 1991 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises à court terme en monnaie du Canada.

(3) Obligations échéant le 6 juillet 1993 remboursées par anticipation à 101 le 6 juillet 1991, tel que permis par l'option.

FINANCEMENT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)**DÉTAIL (suite)**

-
- (4) Obligations échéant le 24 septembre 2004 encaissées par anticipation par les détenteurs le 24 septembre 1991, tel que permis par l'option rétractable.
 - (5) Obligations échéant le 19 novembre 1995 remboursées par anticipation le 25 novembre 1991, tel que permis par l'option.
 - (6) Obligations échéant le 1er août 1992 remboursées par anticipation le 25 novembre 1991, tel que permis par l'option.
 - (7) Obligations échéant le 27 mai 1994 remboursées par anticipation le 25 novembre 1991, tel que permis par l'option.
 - (8) Obligations échéant le 1er août 1992 remboursées par anticipation le 1er février 1992, tel que permis par l'option.
 - (9) Obligations échéant le 1er août 1993 remboursées par anticipation le 1er février 1992, tel que permis par l'option.
 - (10) Obligations échéant le 5 septembre 1995 remboursées par anticipation le 5 mars 1992, tel que permis par l'option.
 - (11) Obligations en yen d'une valeur de 3 000 000 000 Yens venant à échéance le 7 juin 1991 ayant fait l'objet de deux contrats d'échange de devises en monnaie des États-Unis.
 - (12) Obligations échéant le 1er juin 1997 remboursées par anticipation à 101.50 le 22 novembre 1991, tel que permis par l'option.
 - (13) Obligations échéant le 15 mai 2000 remboursées par anticipation à 102.50 le 22 novembre 1991, tel que permis par l'option.
 - (14) Obligations échéant le 15 juin 2001 remboursées par anticipation à 102.50 le 22 novembre 1991, tel que permis par l'option.
 - (15) Obligations échéant le 1er novembre 1995 remboursées par anticipation le 25 novembre 1991, tel que permis par l'option.
 - (16) Obligations échéant le 1er juin 1997 remboursées par anticipation à 101.67 le 17 janvier 1992, tel que permis par l'option.
 - (17) Billets échéant le 15 juin 1994 remboursés par anticipation à 100.75 le 15 juin 1991, tel que permis par l'option.
 - (18) Obligations rachetées par le gouvernement afin de satisfaire à l'amortissement annuel requis lorsque le prix de l'obligation sur le marché est inférieur ou égal au pair.
 - (19) Après avoir déduit des contributions des fonds d'amortissement de 106 922 281 \$ au fonds consolidé du revenu lors des remboursements d'emprunts.

SECTION 3

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

au 31 mars 1992

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ACTIF	
Placements temporaires	3-3
Débiteurs	3-4
Dû par le gouvernement du Canada -	
Gestion de la taxe sur les produits et services	3-5
Intérêts courus sur placements	3-5
Placements	3-6
Continuité de la provision pour créances douteuses	3-26
Frais reportés	3-27
PASSIF	
Emprunts temporaires	3-28
Continuité du compte d'accords de perception fiscale	3-29
Créditeurs et frais courus	3-29
Intérêts courus sur emprunts	3-29
Continuité de la provision pour perte sur placements en actions	3-30
Continuité du compte des régimes de retraite	3-30
Sommaire des emprunts	3-31
Emprunts	3-32
Fonds d'amortissement	3-44
Provenance et utilisation des fonds d'amortissement	3-45
Échéancier sommaire des emprunts	3-46
Engagements	3-47
Échéancier sommaire des engagements pour le remboursement du	
principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital	3-48
Détail des engagements	3-49
Emprunts garantis	3-73

ACTIF
PLACEMENTS TEMPORAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1992	1991
Détail					
En monnaie du Canada:					
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1992-03-31	1992-04-01	6,875	30 000	50 000
Banque Laurentienne du Canada	1992-03-25	1992-04-01	7,00	30 000	35 000
Banque Laurentienne du Canada	1992-03-30	1992-04-02	7,00	20 000	40 000
Banque Laurentienne du Canada	1992-03-30	1992-04-03	7,00	20 000	
Banque Nationale du Canada	1992-03-23	1992-04-03	7,10	7 983	13 451
Banque Nationale du Canada	1992-03-23	1992-04-06	7,15	5 884	
Banque Nationale du Canada	1992-03-23	1992-04-06	7,15	4 687	9 780
Banque Nationale du Canada	1992-03-23	1992-04-08	7,15	27 614	74 999
Banque Nationale du Canada	1992-03-25	1992-04-01	7,00	50 000	
Banque Nationale du Canada	1992-03-25	1992-04-03	7,20	10 481	
Banque Nationale du Canada	1992-03-26	1992-04-02	7,15	7 640	
Banque Nationale du Canada	1992-03-26	1992-04-03	7,15	7 988	
Banque Nationale du Canada	1992-03-30	1992-04-13	7,15	6 781	
Banque Nationale du Canada	1992-03-31	1992-04-01	7,125	23 000	
Banque Nationale du Canada	1992-03-31	1992-04-01	7,00	140 000	
Banque Royale du Canada	1992-03-25	1992-04-01	7,00	1 997	13 000
Banque Royale du Canada	1992-03-25	1992-04-02	7,00	2 396	51 500
Banque Royale du Canada	1992-03-26	1992-04-02	7,00	5 942	
Banque Toronto-Dominion	1992-03-23	1992-04-01	7,07	29 916	9 780
Banque Toronto-Dominion	1992-03-26	1992-04-09	7,10	5 286	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1992-03-20	1992-04-01	7,125	50 000	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1992-03-24	1992-04-06	7,125	30 000	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1992-03-25	1992-04-01	7,00	20 000	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1992-03-30	1992-04-02	7,00	20 000	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1992-03-30	1992-04-03	7,00	20 000	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1992-03-31	1992-04-01	7,00	100 000	
CIBC Wood Gundy	1992-03-19	1992-04-01	7,23	24 721	
Concept Techniques Institutionnelles Inc.	1992-03-24	1992-04-01	7,00	35 000	
Crédit Lyonnais du Canada					35 000
Desjardins Deragon Langlois					34 900
Merrill Lynch Canada Inc.	1992-03-31	1992-04-01	7,00	150 000	
Nesbitt Thompson	1992-03-31	1992-04-01	6,9375	100 000	
RBC Dominion Securities					40 000
Richardsons Greenshields					100 000
Scotia Mcleod	1992-03-20	1992-04-01	7,24	29 670	
Scotia Mcleod	1992-03-26	1992-04-02	7,00	19 473	50 000
Scotia Mcleod	1992-03-31	1992-04-01	7,00	49 991	50 000
Scotia Mcleod	1992-03-31	1992-04-01	6,875	30 000	
Société Générale (Canada)					35 000
En monnaie des États-Unis: (1)					
Citibank					4 806
				1 116 450	647 216

(1) Équivalent canadien au 31 mars 1991 d'un placement temporaire de 4 147 500 \$ É.U.

DÉBITEURS

Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

	Agents et mandataires - remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1992	1991	1992	1991	1992	1991
Par catégorie et sous-catégorie de revenus						
Impôts sur le revenu et les biens:						
Impôt sur le revenu des particuliers	405 420	469 321	889 165	740 509	1 294 585	1 209 830
Contributions des employeurs au fonds des services de santé	97 606	108 403			97 606	108 403
Impôts des sociétés			187 520	146 040	187 520	146 040
Droits de successions			6 465	7 469	6 465	7 469
Taxes à la consommation:						
Ventes au détail	456 536	455 678	193 229	157 595	649 765	613 273
Carburants	100 376	64 253	30 624	18 644	131 000	82 897
Tabac	38 648	31 859	25 300	25 496	63 948	57 355
Repas et hôtellerie			62 237	58 499	62 237	58 499
Autres	14 346	13 817	746	253	15 092	14 070
Droits et permis:						
Ressources forestières			19 645	22 778	19 645	22 778
Véhicules automobiles	37 722	34 000			37 722	34 000
Autres	12 750	10 198	9 292	8 297	22 042	18 495
Revenus divers:						
Ventes de biens et services			122 814	94 528	122 814	94 528
Autres			192 952	187 126	192 952	187 126
Revenus provenant des entreprises et organismes du gouvernement - Dividendes:						
Société des alcools du Québec			57 000	54 000	57 000	54 000
Total des revenus autonomes	1 163 404	1 187 529	1 796 989	1 521 234	2 960 393	2 708 763
Transferts du gouvernement du Canada:						
Aide juridique			4 011	3 980	4 011	3 980
Assurance - récolte			35 400	18 006	35 400	18 006
Bilinguisme			17 708	17 991	17 708	17 991
Développement industriel			20 000		20 000	
Enseignement aux enfants indiens			77 850	69 283	77 850	69 283
Formation professionnelle des adultes			66 187	63 873	66 187	63 873
Indemnisation des victimes d'actes criminels			4 763	3 272	4 763	3 272
Jeunes contrevenants			14 659	13 150	14 659	13 150
Protection civile			112 843	82 450	112 843	82 450
Réadaptation professionnelle des invalides			18 359	12 653	18 359	12 653
Réseau routier de l'Outaouais			4 675	1 811	4 675	1 811
Transport aérien			6 812	6 563	6 812	6 563
Autres (1)			11 424	13 725	11 424	13 725
Total des transferts du gouvernement du Canada			394 691	306 757	394 691	306 757
Total des revenus	1 163 404	1 187 529	2 191 680	1 827 991	3 355 084	3 015 520
Dépenses et autres			171 133	165 190	171 133	165 190
Total des débiteurs	1 163 404	1 187 529	2 362 813 (2)	1 993 181	3 526 217 (2)	3 180 710
Moins: Provision pour créances douteuses			656 044 (2)	523 718	656 044 (2)	523 718
	1 163 404	1 187 529	1 706 769	1 469 463	2 870 173	2 656 992

(1) Comprend des montants inférieurs à 3 000 000 \$.

(2) Après avoir déduit des créances radiées de 8 065 000 \$.

DÔ PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA - GESTION DE LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Traitements et autres rémunérations	17 549	4 916
Communications	2 243	1 514
Services	8 170	5 985
Équipement	4 542	4 141
Autres dépenses	2 306	1 197
	<u>34 810</u>	<u>17 753</u>
Moins: encaissements du gouvernement du Canada	12 222	
	<u>22 588</u>	<u>17 753</u>

INTÉRÊTS COURUS SUR PLACEMENTS
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec:		
Société de développement industriel du Québec	309	5 572
Société d'habitation du Québec		6 764
Société nationale de l'amiante	1 385	1 265
	<u>1 694</u>	<u>13 601</u>
Municipalités et organismes municipaux	2 906	3 918
Particuliers, sociétés et autres	587	1 164
Placements temporaires et comptes de banque	850	735
	<u>6 037</u>	<u>19 418</u>

PLACEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

		Actions	
		1992	1991
Sommaire			
1	Entreprises et organismes du gouvernement du Québec	10 753 915 40 610 (2)	10 117 546 40 610 (2)
2	Municipalités et organismes municipaux (voir page 3-16) Projets d'investissements dans le développement Programmes des zones spéciales Autres projets	A B C	
3	Particuliers, sociétés et autres (voir page 3-24)	10 102	10 102
		<u>10 804 627</u>	<u>10 168 258</u>
		Actions	
		1992	1991
1	Entreprises et organismes du gouvernement du Québec		
1	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers		
2	Hydro-Québec	9 396 509	8 636 509
3	Loto-Québec	17 399	6 687
4	Office du crédit agricole du Québec		
5	Radio-Québec		
6	Sidbec		43 217
7	Société de développement autochtone de la Baie James	4 000	4 000
8	Société de développement de la Baie James	3 348	5 110
9	Société de développement industriel du Québec	32 944 (2)	32 944 (2)
10	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REXFOR	195 963	241 493
11	Société des alcools du Québec	37 483	32 910
12	Société des établissements de plein air du Québec	29 988	30 151
13	Société des Traversiers du Québec		815
14	Société d'habitation du Québec		
15	Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel		
16	Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	1 737	1 740
17	Société générale de financement du Québec	553 683	620 300
18	Société générale des industries culturelles	17 153	17 296
19	Société immobilière du Québec	113 058 7 666 (2)	108 362 7 666 (2)
20	Société nationale de l'amiante		
21	Société québécoise des transports	397	251
22	Société québécoise d'exploration minière	109 165	108 494
23	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	105 923	109 679
24	Société québécoise d'initiatives pétrolières	168 109	150 532
		<u>10 753 915</u> <u>40 610 (2)</u>	<u>10 117 546</u> <u>40 610 (2)</u>
Moins provisions:			
Créances douteuses			
Autre (3)			
		<u>10 753 915</u> <u>40 610 (2)</u>	<u>10 117 546</u> <u>40 610 (2)</u>

Note: Les actions sont inscrites selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Les dotations et les obligations et billets le sont au coût alors que les prêts et avances le sont à la valeur de réalisation.

(1) En vertu des dispositions législatives entrées en vigueur le 1^{er} avril 1991, les avances à l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche et à la Société de développement des coopératives ont été intégrées à la Société de développement industriel du Québec. Les chiffres comparatifs de 1991 ont été reclassés à cette fin.

(2) Dotations

(3) Pour appliquer en premier lieu la provision pour perte sur placements en actions de 1 250 000 \$ dans la Société nationale de l'amiante (1 250 000 \$ en 1991).

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1992	1991	1992	1991	1992	1991
9 000	134 305	348 835	451 354	11 111 750 40 610 (2)	10 703 205 40 610 (2)
5 723 33 188 1	7 023 41 237 18	5 767 3 292	5 903 3 292	5 723 38 955 3 293	7 023 47 140 3 310
38 912	48 278	9 059	9 195	47 971	57 473
		188 827	162 880	198 929	172 982
47 912	182 583	546 721	623 429	11 399 260	10 974 270

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1992	1991	1992	1991	1992	1991
		10 000	10 000	10 000	10 000 1
		6 578	6 680	9 403 087	8 643 189 2
		550	550	17 399	6 687 3
		1 800	1 800	550	550 4
				1 800	1 800 5
					43 217 6
				4 000	4 000 7
				3 348	5 110 8
		281 630	384 299 (1)	314 574 (2)	417 243 9
		48 125	47 873	244 088	289 366 10
				37 483	32 910 11
				29 988	30 151 12
					815 13
	125 305				125 305 14
				1 737	1 740 15
				553 683	620 300 17
				17 153	17 296 18
				113 058	108 362 19
				7 666 (2)	7 666
		1 250	1 250	1 250	1 250 20
				397	251 21
9 000	9 000	152	152	109 165	108 494 22
				115 075	118 831 23
				168 109	150 532 24
9 000	134 305	350 085	452 604	11 113 000 40 610 (2)	10 704 455 40 610 (2)
		1 250 (3)	1 250 (3)	1 250 (3)	1 250 (3)
9 000	134 305	348 835	451 354	11 111 750 40 610 (2)	10 703 205 40 610 (2)

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers L.R.Q., c. A-29.1, aa. 23.2 et 23.3		
Avances	10 000	10 000

Selon les dispositions de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, avancer au Fonds les montants nécessaires pour l'application de cette loi.

Au 31 mars 1992, les taux d'intérêt et les modalités de remboursements de ces avances n'étaient pas déterminés.

Hydro-Québec

L.R.Q., c. H-5, a. 3.2 et 28

Actions	9 396 509	8 636 509
Avances	6 578	6 680
	9 403 087	8 643 189

Le fonds social autorisé de la Société est de 5 000 000 000 \$ divisé en 50 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Ces actions sont attribuées au ministre des Finances et peuvent être acquises par ce dernier avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1992, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 43 741 090 actions. Ces actions ont été attribuées au ministre des Finances et imputées au total des réserves de la Société au 31 décembre 1980 au montant de 4 374 109 000 \$.

Au 31 mars 1992, ces actions ont une valeur de consolidation de 9 396 509 000 \$.

Au 31 mars 1992, les avances en cours s'élèvent à 6 578 000 \$ dont 6 500 000 \$ (valeur nominale) remboursable jusqu'en l'an 1998, par Nouveler Inc., filiale d'Hydro-Québec et 78 000 \$ par l'Office de l'électrification rurale suite à l'abrogation de la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité (S.Q., 1945, c. 48). Ces avances sont sans intérêt.

Loto-Québec

L.R.Q., c. S-13.1, aa. 5 et 6

Actions	17 399	6 687
----------------	--------	-------

Le fonds social autorisé de la Société est de 170 000 \$ divisé en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1992, le Ministre détient 1 certificat totalisant 1 700 actions pour un coût de 170 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 17 399 000 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1992	1991
<p>Office du crédit agricole du Québec L.R.Q., c. F-1.2, a. 132 L.R.Q., c. C-78, a. 46.3</p>	Avances	550
<p>Pour l'exécution du mandat de la Loi sur le financement agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, le ministre des Finances a consenti des avances sans intérêt pour le fonds de roulement de l'Office au montant de 550 000 \$.</p>	550	550
<p>Radio-Québec L.R.Q., c. S-11.1, a. 26</p>	Avances	1 800
<p>La Loi sur la Société de radio-télévision du Québec prévoit que le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, à même le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire à l'exécution de son mandat.</p> <p>Au 31 mars 1992, le ministre des Finances a consenti une avance de 1 800 000 \$ à Radio-Québec sans intérêt aux fins de la constitution d'un fonds spécifique de production de matériel audio-visuel à caractère éducatif.</p>	1 800	1 800
<p>Sidbec L.R.Q., c. E-14, aa. 1, 14.1 et 16 et L.Q., 1988, c. 70, aa. 9 et 10</p>	Actions	43 217
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 800 000 000 \$. Il est divisé en 80 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.</p> <p>Au 31 mars 1992, le ministre des Finances détenait 64 589 398 actions ordinaires acquises pour 663 559 980 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 681 057 000 \$ de cette entreprise.</p>	43 217	43 217
<p>Société de développement autochtone de la Baie James L.R.Q., c. S-9.1, aa. 11, 15 et 16</p>	Actions	4 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 15 000 000 \$ divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 14 999 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune. Les actions de catégorie A peuvent être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. L'autorisation du Gouvernement est requise pour l'acquisition de 10 999 actions de catégorie A.</p> <p>Au 31 mars 1992, le Ministre détient 9 certificats totalisant 3 750 actions de catégorie A et un certificat totalisant 250 actions est à recevoir, pour un coût de 4 000 000 \$.</p>	4 000	4 000

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Société de développement de la Baie James		
L.R.Q., c. D-8, aa. 24 et 25	Actions	5 110
	3 348	

Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu et ce, au rythme de 10 000 000 \$ par année durant 10 ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment.

Au 31 mars 1992, le Ministre détient 54 certificats totalisant 6 000 000 d'actions pour un coût de 60 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 3 348 000 \$.

Société de développement industriel du Québec
 L.R.Q., c. S-11.01, aa. 45, 46 et 46.1

Dotation	32 944	32 944
Avances	281 630	384 299
	314 574	417 243

Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, 100 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le ministre des Finances à la Société.

Au 31 mars 1992, le Ministre avait versé 32 944 115 \$ à ce titre qui fut appliqué au remboursement des avances consenties par le Ministre.

Au 31 mars 1992, pour l'exécution de son mandat, le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie a avancé à cette dernière 281 629 765 \$ à même les crédits votés.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REXFOR		
L.R.Q., c. S-12, aa. 4, 6, 7, 7.1 et 22		
L.Q., 1990, c. 16, aa.1 et 2		
Actions	195 963	241 493
Avances	48 125	47 873
	244 088	289 366

Le fonds social autorisé de la Société est de 300 000 000 \$ divisé en 3 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 862 500 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1992, le ministre des Finances détient 58 certificats et 1 certificat est à recevoir totalisant 2 429 500 actions pour un coût de 242 950 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 195 963 000 \$.

De plus, le Gouvernement peut autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution du mandat de la Société, y compris une somme maximale de 25 000 000 \$ pour l'acquisition de machinerie et d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions.

Au 31 mars 1992, les avances en cours totalisent 48 125 462 \$. Des avances totalisant 43 680 000 \$ ont été consenties sans intérêt dont 13 680 000 \$ (valeur nominale) pour le financement de l'accord avec les industries I.T.T. du Canada Ltée, 5 000 000 \$ pour Cascades (Port-Cartier) Inc. et 25 000 000 \$ pour l'implantation d'une usine de pâte à Matane. Une avance de 4 445 462 \$ dont 1 945 463 \$ représentant de l'intérêt capitalisé au taux préférentiel bancaire plus 1% également a été consentie.

Société des alcools du Québec
L.R.Q., c. S-13, aa. 5 et 6

Actions	37 483	32 910
----------------	--------	--------

Le fonds social de la Société est de 30 000 000 \$ divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1992, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 300 000 actions pour un coût de 30 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 37 483 000 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Société des établissements de plein air du Québec L.R.Q., c. S-13.01, aa. 20, 21, 24, 26 et 27	29 988	30 151

Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances, à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société, des biens meubles et immeubles pour une valeur de 26 013 600 \$. À titre de paiement, la Société a émis 260 136 actions en faveur du ministre des Finances. Le ministre des Finances a également versé 21 025 000 \$ pour 210 250 actions.

Au 31 mars 1992, le ministre des Finances détient 16 certificats totalisant 470 386 actions dont la valeur de consolidation est de 29 988 000 \$.

Société des Traversiers du Québec L.R.Q., c. S-14, aa. 4 et 5	Actions	815
---	---------	-----

Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune réservées au ministre des Finances.

Au 31 mars 1992, le Ministre détient 2 certificats totalisant 15 000 actions pour un coût de 1 500 000 \$ dont la valeur de consolidation est nulle compte tenu du déficit accumulé de 2 038 000 \$ de cette entreprise.

Société d'habitation du Québec L.R.Q., c. S-8, aa. 88 et 89	Obligations	125 305
---	-------------	---------

La Loi prévoit que le Gouvernement peut, sur la recommandation du Conseil du trésor, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat.

Une partie des avances temporaires consenties à la Société durant les années passées fut retournée au Fonds consolidé du revenu et l'autre partie convertie, sur autorisation du Gouvernement, en obligations.

Au cours de l'exercice 1991-1992, la Société d'habitation du Québec a remboursé en totalité les obligations émises en faveur du ministre des Finances.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud L.R.Q., c. S-16.01, aa. 11 et 12	1 737	1 740
Actions		

Le fonds social autorisé de la Société est de 1 000 \$ divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60% et 40%.

Le ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 \$ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de la Société. De plus, il est autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de la Société détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre de l'Expansion industrielle régionale du Canada indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans la Société.

Au 31 mars 1992, le ministre des Finances a versé 600 \$ dans la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud. Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie détient 1 certificat totalisant 600 actions de la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud pour un coût de 600 \$ dont la valeur de consolidation est de 1 737 000 \$.

Société générale de financement du Québec L.R.Q., c. S-17, aa. 6, 8, 10, 11 et 12	553 683	620 300
Actions		

Le fonds social autorisé de la Société est de 415 000 000 \$ divisé en 41 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune. Les actions de la Société sont réservées au gouvernement du Québec. Le ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 41 500 000 actions ordinaires.

Au 31 mars 1992, le ministre des Finances a versé 343 768 481 \$ et détient 55 certificats totalisant 34 749 995 actions ordinaires. La valeur de consolidation de ce placement en actions est de 553 683 000 \$.

Société générale des industries culturelles L.R.Q., c. S-17.01, aa. 17, 18, 19 et 19.1	17 153	17 296
Actions		

Le fonds social autorisé de la Société est de 20 000 000 \$ divisé en 200 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu; les paiements peuvent être faits en un ou plusieurs versements dont le montant et les conditions sont déterminés par le Gouvernement.

Au 31 mars 1992, le ministre des Finances détient 21 certificats pour 195 000 actions au coût de 19 500 000 \$. La valeur de consolidation de ce placement est de 17 153 000 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Société immobilière du Québec		
L.R.Q., c. S-17.1, aa. 24, 31, 32 et 64		
Actions	113 058	108 362
Dotation	7 666	7 666
	<u>120 724</u>	<u>116 028</u>

Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$.

Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société des biens meubles et immeubles pour une valeur de 527 984 632 \$. À titre de paiement, la Société a émis 80 001 000 \$ d'actions et un billet à demande de 447 984 632 \$ ne portant pas intérêt en faveur du ministre des Finances. Le solde dû sur le billet est nul au 31 mars 1992.

Au 31 mars 1992, le ministre des Finances détient 2 certificats totalisant 80 001 actions pour un coût de 80 001 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 113 058 000 \$.

Depuis le 1er octobre 1984, la Société s'est substituée à la Société de développement immobilier du Québec et, en cette qualité, elle en assume les pouvoirs, les obligations et en acquiert les droits. Une somme de 7 666 100 \$, ne portant pas intérêt et sans condition de remboursement, avait été versée par le ministre des Finances à la Société de développement immobilier du Québec et représente au 31 mars 1992 une dotation du ministère des Finances en faveur de la Société.

Société nationale de l'amiante
 L.R.Q., c. S-18.2, aa. 11, 13 et 15

Actions	1 250	1 250
Avances	<u>1 250</u>	<u>1 250</u>

Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 000 \$ divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1992, le ministre des Finances détient 67 certificats totalisant 158 369 actions pour un coût de 158 369 000 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 212 688 000 \$ (215 983 000 \$ en 1991) de cette entreprise.

Le ministre des Finances est autorisé à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exercice des attributions de la Société aux conditions que détermine le Gouvernement.

Ces avances totalisent 1 250 000 \$ au 31 mars 1992 et portent intérêt au taux bancaire préférentiel plus 1/2 de 1 %.

Société québécoise des transports
 L.R.Q., c. S-22.1, aa. 23 et 25

Actions	<u>397</u>	<u>251</u>
----------------	------------	------------

Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1992, le ministre des Finances détient 5 certificats pour 286 798 actions ordinaires pour un coût de 28 679 800 \$.

De plus, le ministre des Transports détient 3 certificats pour 6 666 666 actions privilégiées de catégorie B, participantes, convertibles, sans valeur nominale de 1848-7199 Québec Inc. (filiale de cette Société) qu'il a acquis en 1981 pour 15 000 000 \$.

La valeur de consolidation de ce placement au 31 mars 1992 est de 397 000 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1992	1991
<p>Société québécoise d'exploration minière L.R.Q., c. S-19, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 11.1 et 21.1</p>	Actions	
	109 165	108 494
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$ divisé en 12 500 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 6 750 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Le Ministre peut, avec l'approbation préalable du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine, demander à la Société de procéder à la réduction de toute partie de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital.</p> <p>Au cours de l'exercice 1988-1989, le ministre des Finances a demandé à la Société de procéder à la réduction de 25 000 000 \$ de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital. Cette réduction n'a eu aucun effet sur son capital-actions autorisé.</p> <p>Au 31 mars 1992, le Ministre détient 18 certificats totalisant 8 560 000 actions pour un coût de 85 600 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 109 165 000 \$.</p>		
<p>Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires L.R.Q., c. S-21, aa. 5,7 et 7.1</p>	Actions	109 679
	105 923	9 000
	Billets	9 000
	152	152
	Avances	118 831
	115 075	118 831
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 85 000 000 \$ divisé en 850 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, payables par le ministre des Finances sur le Fonds consolidé du revenu dont 560 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1992, le Ministre détient 24 certificats totalisant 588 000 actions pour un coût de 58 800 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 105 923 000 \$.</p> <p>La Société a émis un billet à ordre de 9 000 000 \$ en faveur du gouvernement du Québec à titre de paiement partiel du billet émis antérieurement par Sucre Lantic Ltée. La date de remboursement du billet se situe entre le 15 mars 1998 et le 15 mars 2002.</p> <p>De plus, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a avancé sans intérêt 151 500 \$ à même les crédits votés.</p> <p>Au 31 mars 1992, l'avance consentie est de 151 500 \$.</p>		
<p>Société québécoise d'initiatives pétrolières L.R.Q., c. S-22, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 9.1, 9.2, 9.2.1 et 9.3</p>	Actions	150 532
	168 109	150 532
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 255 000 000 \$ divisé en 5 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 600 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1992, le Ministre détient 21 certificats totalisant 4 278 000 actions pour un coût de 213 900 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 168 109 000 \$.</p>		

NOTE:

Pour plus de détails concernant ces entreprises et organismes dans lesquelles le Gouvernement a investi, il faut consulter leurs états financiers ou le volume " États financiers des entreprises du gouvernement du Québec" publié annuellement, qui comprend la plupart de ces états financiers.

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux		
	Municipalités		
1	Alma	A	8 1/8
2	Alma	B	6,7057
3	Beauceville	A	8 27/64
4	Beauport (Giffard)	B	6,948
5	Bécancour	A	8 27/64
6	Bécancour	B	8,5437
7	Bedford	A	8 27/64
8	Bernierville	A	8 1/8
9	Berthier-sur-Mer	A	8 27/64
10	Berthierville	A	8 27/64
11	Boisbriand	A	8 1/8
12	Bonaventure	A	8 27/64
13	Boucherville	A	8 27/64
14	Cap-aux-Meules	A	8 27/64
15	Cap-de-la-Madeleine	B	7,2954
16	Carleton	A	8 27/64
17	Chambly	A	8 27/64
18	Charlesbourg	B	7,8293
19	Charlesbourg (Orsainville)	A	8 27/64
20	Charny	A	8 27/64
21	Châteauguay	A	8 27/64
22	Chibougamau	C	5,0
23	Chicoutimi (Chicoutimi-Nord)	A	8 27/64
24	Cloridorme	A	8 1/8
25	Delisle (St-Coeur-de-Marie)	A	8 27/64
26	Deux-Montagnes	A	8 1/8
27	Deux-Montagnes	B	8,4977
28	Dorion	A	8 27/64
29	Dorion	A	8 27/64
30	East-Broughton	A	8 27/64
31	Escoumins	A	8 1/8
32	Gaspé	A	8 27/64
33	Gatineau	A	8 1/8
34	Grande-Île	A	8 27/64
35	Grande-Rivière	A	8 27/64
36	Grand-Mère	B	7,5053
37	Hébertville	A	8 27/64
38	Iberville	A	8 27/64
39	Kingsbury	A	8 1/8
40	La Baie (Bagotville)	A	8 27/64
41	Lachute	B	9,6455
42	Lachute	B	8,1152
43	Lac-Mégantic	A	8 27/64
44	La Pocatière	A	8 1/8
45	Lebel-sur-Quévillon	A	8 1/8
46	Lévis (Lauzon)	B	7,9396
47	Lévis	A	8 27/64
48	Lévis	B	7,4869
49	Lévis (St-David-de-l'Auberivière)	B	7,2694
50	Longue-Pointe	A	8 27/64
51	Lorraine	A	8 27/64
52	Louiseville	A	8 27/64
53	Macamic	A	8 27/64

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
	1992	1991	1992	1991	1992	1991	
1994-12-15	258 260 \$	331 516 \$			258 260 \$	331 516 \$	1
2002-03-31	221 825	251 380			221 825	251 380	2
1995-11-01	6 071	7 301			6 071	7 301	3
2002-03-31	106 583	113 814			106 583	113 814	4
1995-03-01	42 003	53 848			42 003	53 848	5
2006-04-01	174 099	179 761			174 099	179 761	6
1995-12-01	70 783	85 120			70 783	85 120	7
1994-12-01	15 120	19 408			15 120	19 408	8
1995-03-01	15 478	19 842			15 478	19 842	9
1996-02-01	49 972	60 094			49 972	60 094	10
1994-12-15	10 320	13 248			10 320	13 248	11
1996-03-01	15 572	18 726			15 572	18 726	12
1995-06-01	24 357	29 291			24 357	29 291	13
1995-05-01	72 144	86 756			72 144	86 756	14
2005-04-01	136 458	141 981			136 458	141 981	15
1995-11-01	13 070	15 718			13 070	15 718	16
1995-05-01	55 755	67 048			55 755	67 048	17
2005-04-01	934 951	971 198			934 951	971 198	18
1995-08-01	351 499	422 694			351 499	422 694	19
1995-03-01	21 517	27 584			21 517	27 584	20
1995-04-01	18 577	22 340			18 577	22 340	21
1991-11-01		17 500				17 500	22
1995-10-01	168 694	202 862			168 694	202 862	23
1994-12-01	5 222	6 703			5 222	6 703	24
1995-12-01	62 863	75 595			62 863	75 595	25
1994-12-01	6 860	8 806			6 860	8 806	26
2007-04-01	157 775	162 372			157 775	162 372	27
1995-03-01	35 727	45 802			35 727	45 802	28
1995-11-01	112 373	135 134			112 373	135 134	29
1995-12-01	27 681	33 288			27 681	33 288	30
1994-12-01	6 263	8 039			6 263	8 039	31
1996-02-01	34 515	41 506			34 515	41 506	32
1994-12-15	31 366	40 263			31 366	40 263	33
1995-06-01	51 096	61 445			51 096	61 445	34
1996-03-31	155 281	186 732			155 281	186 732	35
1994-04-01	16 841	21 690			16 841	21 690	36
1995-03-01	15 315	19 634			15 315	19 634	37
1996-03-31	33 737	40 570			33 737	40 570	38
1994-12-15	44 912	57 652			44 912	57 652	39
1995-10-01	256 910	308 947			256 910	308 947	40
2007-04-01	452 038	463 860			452 038	463 860	41
2005-04-01			248 458 \$	257 870 \$	248 458	257 870	42
1995-03-01	19 628	25 163			19 628	25 163	43
1994-09-01	66 307	85 115			66 307	85 115	44
1994-12-01	71 649	91 973			71 649	91 973	45
2006-04-01	675 959	699 132			675 959	699 132	46
1995-12-01	133 410	160 432			133 410	160 432	47
2004-04-01	1 771 066	1 850 329			1 771 066	1 850 329	48
2003-04-01	324 480	341 123			324 480	341 123	49
1995-10-01	56 612	68 078			56 612	68 078	50
1995-05-01	24 969	30 027			24 969	30 027	51
1996-03-31	44 823	53 902			44 823	53 902	52
1995-12-01	26 432	31 786			26 432	31 786	53

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux (suite)			
Municipalités (suite)			
54	Maple Grove	A	8 27/64
55	Matane	A	8 27/64
56	McMasterville	A	8 1/8
57	Métabetchouan	A	8 27/64
58	Mirabel	B	10,0095
59	Mistassini	A	8 27/64
60	Montréal	C	
61	Murdochville	A	8 27/64
62	Normandin	A	8 1/8
63	Notre-Dame-du-Lac	A	8 27/64
64	Oka	B	8,2812
65	Pont-Rouge	A	8 27/64
66	Port-Cartier	B	7,3603
67	Port-Cartier	B	8,2048
68	Port-Cartier	B	7,7314
69	Port-Cartier	B	8,1621
70	Port-Cartier	B	8,3477
71	Port-Cartier	B	9,3933
72	Port-Cartier	B	7,3540
73	Port-Cartier	B	9,4738
74	Port-Cartier	B	9,9874
75	Princeville	A	8 27/64
76	Québec	B	7,5744
77	Québec	B	7,5846
78	Québec	B	7,9737
79	Québec	B	9,9091
80	Québec	B	9,4283
81	Rivière-du-Loup	A	8 27/64
82	Rouyn-Noranda (Rouyn)	A	8 27/64
83	Sacré-Coeur	A	8 27/64
84	Sayabec	A	8 1/8
85	Schefferville	A	8 27/64
86	Sept-Îles	B	7,0181
87	Sept-Îles	B	7,2127
88	Sept-Îles	B	7,3766
89	Sept-Îles	B	7,5324
90	Sept-Îles	B	8,6548
91	Sept-Îles	B	9,831
92	Shipshaw	A	8 1/8
93	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 27/64
94	Ste-Anne-de-Bellevue	A	8 1/8
95	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup	A	8 27/64
96	St-Basile-le-Grand	A	8 27/64
97	St-Bernard	A	8 27/64
98	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
99	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
100	Ste-Catherine	A	8 27/64
101	St-Césaire	A	8 27/64

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
	1992	1991	1992	1991	1992	1991	
1995-05-01	16 825 \$	20 233 \$			16 825 \$	20 233 \$	54
1995-04-01	181 017	217 682			181 017	217 682	55
1994-09-01	12 498	16 043			12 498	16 043	56
1995-11-01	105 468	126 831			105 468	126 831	57
1997-04-01	191 151	213 666			191 151	213 666	58
1995-10-01	6 091	7 325			6 091	7 325	59
			3 291 560 \$	3 291 560 \$	3 291 560	3 291 560	60
1996-02-01	189 002	227 284			189 002	227 284	61
1994-09-01	15 853	20 350			15 853	20 350	62
1995-07-01	20 571	24 737			20 571	24 737	63
2005-04-01	378 970	393 135			378 970	393 135	64
1995-07-01	121 676	146 321			121 676	146 321	65
2003-04-01	305 120	320 674			305 120	320 674	66
2006-04-01	2 212 910	2 287 038			2 212 910	2 287 038	67
2005-04-01	181 330	188 415			181 330	188 415	68
2005-04-01	244 998	254 244			244 998	254 244	69
2007-04-01	215 022	221 378			215 022	221 378	70
2007-04-01	384 972	395 283			384 972	395 283	71
2004-04-01			6 668	6 969	6 668	6 969	72
2009-04-01			1 368 504	1 397 388	1 368 504	1 397 388	73
2009-04-01			1 411 213	1 439 386	1 411 213	1 439 386	74
1995-06-01	16 526	19 873			16 526	19 873	75
2004-04-01	403 409	421 346			403 409	421 346	76
2005-04-01	2 818 025	2 929 453			2 818 025	2 929 453	77
2005-04-01	990 113	1 028 053			990 113	1 028 053	78
2007-04-01		6 595 078				6 595 078	79
2009-04-01	340 816	348 045			340 816	348 045	80
1995-05-01	61 732	74 236			61 732	74 236	81
1995-06-01	57 131	68 702			57 131	68 702	82
1995-05-01	94 569	113 723			94 569	113 723	83
1994-12-01	13 091	16 805			13 091	16 805	84
1995-11-01		61 637				61 637	85
2002-03-31	296 746	316 799			296 746	316 799	86
2003-04-01	79 400	83 489			79 400	83 489	87
2004-04-01	1 044 174	1 091 290			1 044 174	1 091 290	88
2004-04-01	2 719 617	2 840 921			2 719 617	2 840 921	89
2006-04-01	182 012	187 874			182 012	187 874	90
2009-04-01	2 765 998	2 822 164			2 765 998	2 822 164	91
1994-12-01	25 697	32 986			25 697	32 986	92
1995-05-01	14 819	17 821			14 819	17 821	93
1994-12-01	9 059	11 629			9 059	11 629	94
1996-03-31	44 823	53 902			44 823	53 902	95
1995-07-01	128 467	154 487			128 467	154 487	96
1996-03-31	18 611	22 381			18 611	22 381	97
1995-07-01	73 480	88 363			73 480	88 363	98
1996-03-31	86 977	104 594			86 977	104 594	99
1995-12-01	61 857	74 386			61 857	74 386	100
1996-02-01	86 796	104 376			86 796	104 376	101

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
<hr/>			
2	Municipalités et organismes municipaux (suite)		
	Municipalités (suite)		
102	St-Eugène	A	8 27/64
103	St-Eustache	A	8 27/64
104	St-Eustache	A	8 27/64
105	St-Eustache	B	8,5359
106	St-Eustache	B	9,2891
107	St-Eustache	B	9,1454
108	St-Fabien-de-Panet	A	8 27/64
109	St-Félicien	A	8 27/64
110	St-Ferréol-Les-Neiges	B	7,8852
111	Ste-Foy	B	8,2850
112	Ste-Foy	B	9,3614
113	St-Georges	A	8 27/64
114	St-Henri	B	7,1832
115	St-Hippolyte	A	8 27/64
116	St-Hyacinthe	A	8 27/64
117	St-Hyacinthe (La Providence)	A	8 27/64
118	St-Jérôme	B	8,5155
119	St-Jérôme	B	9,6175
120	St-Jovite	A	8 27/64
121	Ste-Lucie-de-Beauregard	C	
122	St-Narcisse	A	8 27/64
123	St-Pascal	A	8 27/64
124	St-Philémon	A	8 27/64
125	St-Raymond	A	8 27/64
126	St-Romuald	B	7,2694
127	Ste-Thècle	A	8 27/64
128	Ste-Thérèse	B	9,3594
129	Ste-Thérèse	B	9,4146
130	Ste-Thérèse	B	8,2758
131	Ste-Thérèse	B	8,6546
132	St-Tite	A	8 27/64
133	St-Zénon	A	8 1/8
134	Terrebonne	A	8 27/64
135	Terrebonne	B	8,2094
136	Tingwick (Chénier)	A	8 27/64
137	Trois-Rivières	B	6,9939
138	Trois-Rivières	B	7,6297
139	Trois-Rivières	B	7,2551
140	Trois-Rivières	B	7,4796
141	Trois-Rivières	B	6,3008
142	Trois-Rivières	B	9,5147
143	Trois-Rivières-Ouest	A	8 27/64
144	Vaudreuil	A	8 27/64
145	Vaudreuil	A	8 27/64
146	Warwick	A	8 27/64
147	Waterloo	A	8 27/64
148	Yamachiche (Ste-Anne-d'Yamachiche)	A	8 27/64

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
	1992	1991	1992	1991	1992	1991	
1995-03-01	26 267 \$	33 674 \$			26 267 \$	33 674 \$	102
1995-05-01	35 824	43 080			35 824	43 080	103
1996-02-01	144 341	173 576			144 341	173 576	104
2006-04-01	226 985	234 372			226 985	234 372	105
2007-04-01	360 163	369 906			360 163	369 906	106
2007-04-01	40 798	41 917			40 798	41 917	107
1996-03-31	9 242	11 114			9 242	11 114	108
1996-03-01	90 428	108 744			90 428	108 744	109
2005-04-01	288 889	300 038			288 889	300 038	110
2006-04-01	460 468	475 785			460 468	475 785	111
2006-04-01	2 104 354	2 168 052			2 104 354	2 168 052	112
1995-06-01	204 793	246 273			204 793	246 273	113
2002-03-31	10 438	11 136			10 438	11 136	114
1995-11-01	31 715	38 139			31 715	38 139	115
1996-03-31	23 841	28 670			23 841	28 670	116
1995-08-01	216 933	260 872			216 933	260 872	117
2006-04-01	584 749	603 812			584 749	603 812	118
2009-04-01	70 320	71 781			70 320	71 781	119
1996-02-01	73 319	88 169			73 319	88 169	120
2000-11-01	900	1 000			900	1 000	121
1995-03-01	12 688	16 267			12 688	16 267	122
1995-12-01	53 241	64 024			53 241	64 024	123
1995-11-01	18 522	22 273			18 522	22 273	124
1995-05-01	32 281	38 820			32 281	38 820	125
2003-04-01	81 807	86 003			81 807	86 003	126
1996-02-01	17 815	21 424			17 815	21 424	127
2006-04-01	48 558	50 028			48 558	50 028	128
2006-04-01	143 930	148 267			143 930	148 267	129
2005-04-01	93 100	96 581			93 100	96 581	130
2006-04-01			315 393 \$	325 551 \$	315 393	325 551	131
1995-03-01	25 797	33 072			25 797	33 072	132
1994-09-01	6 320	8 113			6 320	8 113	133
1995-03-01	66 198	84 866			66 198	84 866	134
2006-04-01	312 133	322 585			312 133	322 585	135
1995-06-01	14 503	17 440			14 503	17 440	136
2002-03-01	624 947	667 235			624 947	667 235	137
2005-04-01	213 011	231 208			213 011	231 208	138
2003-04-01	327 482	364 361			327 482	364 361	139
2004-04-01	158 350	173 806			158 350	173 806	140
2005-04-01	53 588	58 670			53 588	58 670	141
2007-04-01	1 584 439	1 674 964			1 584 439	1 674 964	142
1995-03-01	93 541	119 919			93 541	119 919	143
1995-12-01	173 149	208 220			173 149	208 220	144
1996-02-01	37 570	45 180			37 570	45 180	145
1996-02-01	146 631	176 331			146 631	176 331	146
1996-03-01	166 148	199 801			166 148	199 801	147
1995-03-01	6 695	8 582			6 695	8 582	148
	34 239 848	43 327 330	6 641 796	6 718 724	40 881 644	50 046 054	

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux (suite)		
	Organismes municipaux		
149	Comité d'enfouissement sanitaire Argenteuil/Deux-Montagnes (Lachute)	B	9,9821
150	Comité intermunicipal Deux-Montagnes (St-Eustache)	B	9,7125
151	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,445
152	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,3589
153	Communauté urbaine de Québec	B	7,4754
154	Communauté urbaine de Québec	B	8,3052

Moins: Provision pour créances douteuses

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
	1992	1991	1992	1991	1992	1991	
2009-04-01			445 554 \$	445 554 \$	445 554 \$	445 554 \$	149
2007-04-01			489 526	489 526	489 526	489 526	150
2002-03-31	3 278 472 \$	3 494 719 \$			3 278 472	3 494 719	151
2004-04-01	809 391	845 961			809 391	845 961	152
2004-04-01	584 393	610 570			584 393	610 570	153
2007-04-01			1 971 358	2 029 857	1 971 358	2 029 857	154
	<u>4 672 256</u>	<u>4 951 250</u>	<u>2 906 438</u>	<u>2 964 937</u>	<u>7 578 694</u>	<u>7 916 187</u>	
	<u>38 912 104</u>	<u>48 278 580</u>	<u>9 548 234</u>	<u>9 683 661</u>	<u>48 460 338</u>	<u>57 962 241</u>	
			<u>489 000</u>	<u>489 000</u>	<u>489 000</u>	<u>489 000</u>	
	<u>38 912 104 \$</u>	<u>48 278 580 \$</u>	<u>9 059 234 \$</u>	<u>9 194 661 \$</u>	<u>47 971 338 \$</u>	<u>57 473 241 \$</u>	

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

		Actions	
		1992	1991
3	Particuliers, sociétés et autres		
	Particuliers:		
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Producteurs agricoles		
4	Moins: Provision pour créances douteuses		
	Sociétés et autres:		
5	Avances aux employés du Gouvernement et fonds locaux		
6	Conseil des cris d'Oujébougomou		
7	Coopératives		
8	Corporations agricoles		
9	Corporations industrielles		
10	Corporations minières		
11	Corporations touristiques		
12	Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels		
13	Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau		
14	Fonds d'information géographique et foncière		
15	Fonds de la formation à distance		
16	Fonds de la réforme du cadastre québécois		
17	Fonds de reprographie gouvernementale		
18	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	10 000 000 \$	10 000 000 \$
19	Fonds du Bureau de la statistique du Québec		
20	Fonds des fournitures et de l'ameublement		
21	Fonds des moyens de communication		
22	Fonds des services de télécommunications		
23	Fonds pour les équipements informatiques		
24	Fonds du service aérien gouvernemental		
25	Groupe Gérard Saucier Ltée		
26	Hôpitaux (fonds de roulement)		
27	Pêcheurs		
28	Snyder & Fils Inc.	101 625	101 625
29	Société de la Loterie Inter-Provinciale Inc.	1	1
30	Université de Sherbrooke		
		<u>10 101 626</u>	<u>10 101 626</u>
31	Moins: Provision pour créances douteuses		
		<u>10 101 626</u>	<u>10 101 626</u>
		<u>10 101 626 \$</u>	<u>10 101 626 \$</u>

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1992	1991	1992	1991	1992	1991	
		122 502 320 \$(1)	86 716 737 \$	122 502 320 \$	86 716 737 \$	1
		13 988 171	20 054 585	13 988 171	20 054 585	2
		586 342 (1)	1 198 729	586 342	1 198 729	3
		137 076 833	107 970 051	137 076 833	107 970 051	
		42 488 000 (1)	32 706 751	42 488 000	32 706 751	4
		94 588 833	75 263 300	94 588 833	75 263 300	
		16 944 887 (1)	16 576 821	16 944 887	16 576 821	5
		5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	6
		920 718	858 718	920 718	858 718	7
		370 261 (1)	1 165 337	370 261	1 165 337	8
		22 113 155 (1)	9 415 053	22 113 155	9 415 053	9
		880 564	1 905 154	880 564	1 905 154	10
		1 102 085	796 472	1 102 085	796 472	11
						12
		759 959	686 550	759 959	686 550	13
		448 436	448 436	448 436	448 436	14
						15
			1 100 000		1 100 000	16
		1 385 500	1 292 300	1 385 500	1 292 300	17
				10 000 000	10 000 000	18
		421 000	336 000	421 000	336 000	19
		4 520 000	5 095 000	4 520 000	5 095 000	20
		833 000	1 200 000	833 000	1 200 000	21
						22
		24 592 904	21 657 904	24 592 904	21 657 904	23
			4 684 000		4 684 000	24
		3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	25
		2 775 000	2 775 000	2 775 000	2 775 000	26
		10 132 656	7 159 696	10 132 656	7 159 696	27
				101 625	101 625	28
				1	1	29
		5 107 330	5 107 330	5 107 330	5 107 330	30
		101 807 455	90 759 771	111 909 081	100 861 397	
		7 569 268 (1)	3 143 101	7 569 268	3 143 101	31
		94 238 187	87 616 670	104 339 813	97 718 296	
		188 827 020 \$	162 879 970 \$	198 928 646 \$	172 981 596 \$	

(1) Après déduction des créances radiées de 2 564 695 \$ pour les étudiants, 35 344 \$ pour les producteurs agricoles et 172 545 \$ pour les sociétés et autres.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

	Solde au 1er avril 1991	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1992	Montant porté aux dépenses
DÉBITEURS					
Ministères:					
Affaires municipales	421		421	421	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	444	59	385	991	606
Énergie et Ressources	60	5	55	674	619
Enseignement supérieur et Science	139	5	134	300	166
Finances	64	58	6	239	233
Forêts	1 212		1 212	5 696	4 484
Industrie, Commerce et Technologie	884		884	929	45
Justice	8 935		8 935	13 163	4 228
Loisir, Chasse et Pêche	105	2	103	282	179
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	133 410	7 643	125 767	141 388	15 621
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	320		320	545	225
Revenu	376 543	(397)	376 940	490 112	113 172
Santé et Services sociaux	505	505			
Transports	50	62	(12)	124	136
Travail	542	119	423	999	576
Autres (1)	84	4	80	181	101
	523 718	8 065	515 653	656 044	140 391
PRÊTS ET AVANCES					
Municipalités et organismes municipaux:					
Comité intermunicipal Deux-Montagnes sud	489		489	489	
Particuliers:					
Étudiants	31 632	2 564	29 068	41 400	12 332
Pêcheurs	533		533	558	25
Producteurs agricoles	542	35	507	530	23
	32 707	2 599	30 108	42 488	12 380
Sociétés et Autres:					
Coopératives				665	665
Corporations agricoles	163	92	71	188	117
Corporations industrielles	2 916	80	2 836	3 858	1 022
Corporations minières				766	766
Pêcheurs (corporations)	64		64	2 092	2 028
Autres (1)		2	(2)		2
	3 143	174	2 969	7 569	4 600
	36 339	2 773	33 566	50 546	16 980
Total	560 057	10 838	549 219	706 590	157 371

(1) "Autres" comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100 000 \$ au début et à la fin de la période.

FRAIS REPORTÉS
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

	1992		1991
	Fonds de financement	Excluant le Fonds de financement	
Frais d'émission, escompte et prime	2 925	117 478	84 184
Escompte sur les bons du trésor		22 475	29 157
	2 925	139 953	113 341

PASSIF
EMPRUNTS TEMPORAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

	Émissions	Remboursements	Solde
Détail			
En monnaie du Canada:			
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2 876 501	2 876 501	
Banque de Montréal	4 028 809	4 028 809	
Banque Laurentienne du Canada	428 415	428 415	
Banque Nationale du Canada	12 566 235	12 566 235	
Banque Royale du Canada	5 442 625	5 442 625	
Banque Scotia	338 981	338 981	
Banque Toronto-Dominion	6 561 478	6 561 478	
Burns Fry Limitée	84 227	84 227	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	2 263 314	2 263 314	
Caisse de dépôt et placement du Québec	5 902 300	5 902 300	
Concept Techniques Institutionnelles Inc.	144 500	144 500	
Deragon Desjardins Langlois	29 000	29 000	
Fonds de financement	232 474	232 474	
Fonds de la Commissions des affaires sociales	16 153	16 153	
Fonds de la formation à distance	7 500	7 500	
Fonds de la réforme du cadastre québécois	4 000	4 000	
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	6 000	6 000	
Fonds des services de télécommunications	320 400	320 400	
Fonds des services informatiques	71 600	71 600	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	899 045	899 045	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	1 171 342	1 171 342	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	4 040 449	4 040 449	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires	2 129 891	2 129 891	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement du Québec	5 399 410 (1)	5 399 410	
Fonds d'information géographique et foncière	5 750	5 750	
Fonds Les Publications du Québec	2 500	2 500	
Fonds spécial olympique	60 000	60 000	
Hydro-Québec	681 500	681 500	
McNeil Mantha	3 000	3 000	
Merrill Lynch Canada Inc.	362 862	362 862	
Nesbitt Thompson Bongard Ltée	488 500	488 500	
RBC Dominion Securities Inc.	964 759	964 759	
Richardson Greenshields du Canada Ltée	616 583	616 583	
Scotia Mcleod	5 078 600	5 078 600	
Services Marchés des Capitaux Inc.	35 665	35 665	
Wood Gundy Inc.	741 418	741 418	
	<u>64 005 786</u>	<u>64 005 786</u>	
Détail - billets de trésorerie			
En monnaie des États-Unis: (2)			
Banque Nationale N.Y.	21 089	21 089	
Goldmon Sach	22 453	22 453	
RBC Dominion Securities Inc.	23 442	23 442	
	<u>66 984</u>	<u>66 984</u>	
	<u><u>64 072 770</u></u>	<u><u>64 072 770</u></u>	

(1) Excluant un montant de 20 520 000 \$ pour le Fonds de financement.

(2) Équivalent canadien des billets de trésorerie de 58 300 000 \$ É.U.

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

	Diverses municipa- lités	Fonds de la réforme du cadastre québécois	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Autres	Total
Solde au début	299 771	288	3 897	95 598	1 076	400 630
Encaissements	336 198 (1)	5 657	79 802	2 565 153	7 466	2 994 276
Remises	323 614	5 797	87 706	2 609 815	7 353	3 034 285
Solde à la fin	<u>312 355</u>	<u>148</u>	<u>(4 007)</u>	<u>50 936</u>	<u>1 189</u>	<u>360 621</u>

(1) Les frais de perception de 4 722 369 \$ pour les Diverses municipalités et de 27 897 937 \$ pour la Régie des rentes du Québec portés aux revenus "Ventes de biens et services" ont été diminués des encaissements.

CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Transferts aux		
Commissions scolaires	960 834	903 209
Établissements de santé et de services sociaux	225 703	260 526
Institutions d'enseignement:		
Collégiales	64 955	107 121
Universitaires	117 322	116 014
Municipalités et organismes municipaux	21 121	46 041
Organismes et entreprises de Gouvernement	485 121	380 416
Autres bénéficiaires	135 132	119 690
	<u>2 010 188</u>	<u>1 933 017</u>
Traitements et avantages sociaux	157 146	185 358
Fournisseurs et autres	330 588	317 807
	<u>2 497 922</u>	<u>2 436 182</u>

INTÉRÊTS COURUS SUR EMPRUNTS

Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

	1992		1991
	Fonds de financement (1)	Excluant le Fonds de financement (1)	(1)
En monnaie du Canada	39 880	1 261 596	1 204 932
En monnaie des États-Unis		224 670	134 437
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne		19 649	20 645
En monnaie de la France		6 177	8 528
En monnaie de la Suisse		49 964	38 757
En monnaie du Japon		37 743	32 397
En monnaie du Royaume-Uni		2 291	2 212
	<u>39 880</u>	<u>1 602 090</u>	<u>1 441 908</u>

(1) Les intérêts courus sont présentés en monnaie de destination et tiennent compte des contrats d'échange de devises et de taux d'intérêts.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR PERTE SUR PLACEMENTS EN ACTIONS
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Déficit des opérations des entreprises du Gouvernement en excédent du coût des actions	Solde à la fin
Sidbec		17 497	17 497
Société nationale de l'amiante	56 364	(3 295)	53 069
Société des Traversiers du Québec		538	538
	<u>56 364</u>	<u>14 740</u>	<u>71 104</u>

CONTINUITÉ DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

	Solde au début		Excédent de la participation et des cotisations sur les pensions et autres paiements	Solde à la fin	
	Avant déduction de la participa- tion inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance		Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance
R.R.E.G.O.P.	10 548 463	850 474	1 206 164	12 099 384	1 195 231
R.R.E.	4 175 768		423 216	4 598 984	
R.R.C.E.	276 241		42 781	319 022	
R.R.F.	997 933		64 357	1 062 290	
R.R.S.Q.	894 975		146 817	1 041 792	
R.R.M.A.N.	1 913		152	2 065	
R.R.J.C.Q.	71 228		11 686	82 914	
R.R.A.P.S.C.	114 239	3 073	20 491	136 565	4 908
	<u>17 080 760</u>	<u>853 547</u>	<u>1 915 664 (*)</u>	<u>19 343 016</u>	<u>1 200 139</u>

(*) Voir le détail à la page 1-8.

- R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.
R.R.J.C.Q. = Régime de retraite des juges de la Cour du Québec.
R.R.A.P.S.C. = Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.

EMPRUNTS
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

Sommaire		En milliers d'unités monétaires (1)	Total En équivalent canadien
Bons du trésor	\$ CAN.	2 175 000	2 175 000
Billets de trésorerie	\$ É.U.	397 700	473 223 (2)
Obligations et billets			
En monnaie du Canada	\$ CAN.	20 375 297	20 375 297
En monnaie des États-Unis	\$ É.U.	5 594 236	6 656 581 (2)
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	D.M.	800 000	578 320 (2)
En monnaie de la France	F.F.	1 000 000	213 100 (2)
En monnaie de la Suisse	F.S.	2 262 596	1 793 107 (2)
En monnaie du Japon	Yen	165 000 000	1 477 245 (2)
En monnaie du Royaume-Uni	L.S.	75 000	154 973 (2)
			<u>31 248 623</u>
Moins: Fonds d'amortissement			791 235
			<u>30 457 388</u>
			<u>33 105 611 (3)</u>

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de monnaies.

(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1992 selon les taux de conversion suivants:

En monnaie des États-Unis, Dollar É.U.	= 1,1899
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne, Deutsche Mark	= 0,7229
En monnaie de la France, Franc français	= 0,2131
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse	= 0,7925
En monnaie de l'Italie, Lire Italienne	= 0,000958
En monnaie du Japon, Yen	= 0,008953
En monnaie de l'Australie, Dollar australien	= 0,9168
En monnaie du Royaume-Uni, Livre Sterling	= 2,0663

(3) Excluant 1 016 508 306 \$ pour le Fonds de financement dont le détail apparaît à la page 3-42.

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BONS DU TRÉSOR

EN MONNAIE DU CANADA

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
Du 1992-04-02 au 1992-09-03	1991 - 1992	6,8681 - 8,1372	<u>2 175 000</u>

BILLETS DE TRÉSORERIE

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
\$ É.U.				
Du 1992-04-02 au 1992-06-26	1992	4,0448 - 4,6647	<u>397 700</u>	<u>473 223</u>

OBLIGATIONS ET BILLETS

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1992-04-01	1967	6,250	39 395
1992-06-01	1967	6,500	23 509
1992-10-01	1971	8,375	47 750
1992-11-23	1982	13,750	50 000
1992-12-22	1982	12,750	160 000
1993-03-15	1983	12,350	50 000
1993-04-01	1981	17,250	100 000
1993-04-07	1983	12,000	169 749
1993-08-25	1983	12,500	150 000
1993-09-15	1968	7,500	27 954
1993-11-05	1980	13,250	34 039
1993-11-07	1981	15,000	98 300
1993-11-07	1981	15,000	100 000
1993-12-05	1983	12,125	125 000
1993-12-05	1983	12,125	75 000
1994-02-08	1971	8,000	37 854
1994-02-08	1973	8,000	42 652
1994-02-27	1984	12,250	132 000
1994-02-27	1984	12,250	62 192
1994-05-25	1984	14,000	50 000
1994-08-31	1984	13,250	150 000
1994-10-01	1968	7,000	24 925
1994-10-01	1968	7,500	29 200
1994-10-17	1979	11,250	75 000
1994-10-31	1991	8,500	75 000
1994-11-29	1984	12,500	155 000

(1) En milliers d'unités monétaires.

(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1992.

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1994-11-29	1984	12,500	75 000
1994-12-22	1980	13,250	135 458
1994-12-22	1980	13,250	62 885
1994-12-22	1981	13,250	116 052
1994-12-22	1981	13,250	32 000
1994-12-28	1984	12,150	75 000
1995-01-01	1973	8,000	44 105
1995-01-15	1985	12,000	150 000
1995-05-28	1980	12,780	200 000
1995-06-26	1985	10,500	109 000
1995-06-26	1989	10,500	122 115
1995-10-01	1970	9,500	33 234
1995-12-02	1970	9,500	21 627
1995-12-02	1975	9,500	38 500
1995-12-22	1980	13,750	50 400
1995-12-22	1980	13,750	49 600
1995-12-22	1981	13,750	65 600
1995-12-22	1981	13,750	74 400
1996-03-12	1990	10,750	400 000
1996-03-15	1972	8,000	42 367
1996-04-09	1991	10,500	250 000
1996-06-18	1981	16,500	149 015
1996-09-02	1986	9,000	122 000
1996-09-02	1986	9,000	75 000
1996-09-02	1986	9,000	190 000
1996-09-02	1986	9,000	50 000
1996-10-08	1980	13,400	200 000
1996-10-20	1981	17,250	149 656
1996-10-20	1981	17,250	50 000
1996-11-01	1976	10,150	8 921
1996-11-06	1976	10,250	50 000
1996-12-15	1971	7,750	24 594
1996-12-16	1977	9,750	125 000
1996-12-16	1978	9,750	110 000
1997-01-15	1985	10,500	100 000
1997-01-29	1987	9,000	150 000
1997-02-10	1987	8,500	164 000
1997-02-10	1987	8,500	100 000
1997-02-10	1987	8,500	50 000
1997-03-22	1977	9,750	1
1997-03-22	1982	16,500	174 197
1997-04-01	1991	8,500	264 984
1997-06-04	1987	10,000	75 000
1997-06-04	1987	10,000	50 000
1997-07-15	1977	9,750	100 000
1997-07-15	1977	9,750	100 000
1997-08-15	1980	12,150	200 000
1997-11-01	1977	9,800	8 921
1998-02-01	1978	10,000	600
1998-03-25	1991	7,285	103 874
1998-04-01	1978	10,250	47 600
1998-04-07	1988	10,250	199 000
1998-04-07	1988	10,250	75 000
1998-04-07	1988	10,250	200 000
1998-04-07	1988	10,250	50 000
1998-04-07	1988	10,250	438 673
1998-04-07	1988	10,250	150 000
1998-06-12	1978	10,000	100 000
1998-06-12	1978	10,000	100 000
1998-06-19	1986	9,250	120 000
1998-06-19	1988	9,250	100 000
1998-07-07	1986	9,750	125 000

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1998-07-31	1985	10,750	50 000
1998-07-31	1987	10,750	24 399
1998-11-01	1978	10,350	8 921
1998-11-30	1988	10,500	250 000
1998-12-15	1973	8,500	44 491
1999-02-01	1979	10,550	600
1999-03-01	1974	8,625	42 367
1999-05-01	1979	10,700	55 531
1999-05-01	1979	10,700	43 440
1999-09-04	1974	10,375	2 120
1999-09-04	1974	10,750	33 898
1999-09-04	1974	10,750	35 000
1999-09-04	1975	10,750	67 660
1999-09-04	1976	10,750	78 937
1999-11-01	1979	12,000	15 000
2000-02-01	1980	12,850	600
2000-04-26	1989	10,000	150 000
2000-04-26	1989	10,000	500 000
2000-04-26	1990	10,000	181 116
2000-04-26	1990	10,000	92 172
2000-08-16	1990	11,500	250 000
2000-09-09	1975	9,500	1 288
2000-09-09	1975	10,500	53 779
2000-10-16	1978	10,000	125 000
2000-11-10	1975	9,875	750
2000-11-10	1976	9,875	406
2001-01-15	1985	10,500	225 000
2001-01-15	1991	10,500	150 000
2001-02-01	1981	13,770	600
2001-02-15	1990	11,750	100 000
2001-03-01	1976	9,375	1 435
2001-03-15	1977	9,750	60 000
2001-05-04	1976	10,250	91 268
2001-05-04	1976	10,250	114 812
2001-10-15	1991	10,250	204 946
2001-10-15	1991	10,250	513 200
2001-10-30	1991	10,073	83 500
2002-02-01	1982	16,900	600
2002-04-01	1991	9,250	282 165
2002-06-15	1979	10,350	150 000
2002-12-15	1978	10,000	150 000
2002-12-15	1979	10,000	150 000
2002-12-22	1982	13,250	40 000
2003-04-07	1983	13,000	50 841
2003-04-07	1984	13,000	89 085
2003-04-07	1984	13,000	71 720
2003-04-07	1984	13,000	50 000
2003-04-17	1979	10,625	150 000
2004-05-31	1984	14,625	150 000
2004-09-24	1979	10,900	75
2004-11-29	1984	12,750	95 000
2004-11-29	1984	12,750	75 000
2004-11-29	1985	12,750	100 000
2004-12-27	1979	11,700	75 000
2004-12-28	1984	12,600	75 000
2005-06-30	1985	12,250	100 000
2005-10-03	1985	11,375	75 000
2006-05-01	1986	9,500	100 000
2006-07-07	1986	10,000	75 000
2009-04-01	1988	11,000	201 000
2009-04-01	1988	11,000	75 000
2009-04-01	1988	11,000	250 000

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
2009-04-01	1988	11,000	100 000
2009-04-01	1988	11,000	25 000
2009-04-01	1989	11,000	50 000
2009-04-01	1988	11,000	97 017
2009-04-01	1988	11,000	125 000
2009-06-26	1985	10,750	171 000
2009-06-26	1985	10,750	50 000
2010-06-28	1989	10,000	500 000
2011-03-28	1991	10,750	75 000
2011-09-02	1986	9,500	178 000
2011-09-02	1986	9,500	75 000
2011-09-02	1986	9,500	60 000
2011-09-02	1987	9,500	50 000
2012-02-10	1987	9,000	161 000
2012-06-04	1987	10,500	100 000
2012-06-04	1987	10,500	97 001
2012-10-09	1987	11,875	100 000
2014-06-01	1989	10,500	125 000
2015-07-27	1990	11,000	50 000
			<u>17 354 638</u>

OBLIGATIONS NON NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA

Gouvernement du Canada

Aide à la croissance de l'emploi
diverses dates
1992-1996

1972-1976

7,38 - 8,3919

152 616

Régime de pensions du Canada
diverses dates

1992-2011

1972-1991

7,08 - 17,51

142 241

294 857

OBLIGATIONS REMBOURSABLES À DEMANDE

EN MONNAIE DU CANADA

Obligations d'épargne du Québec

1993-06-01	1983	8,50 (a)	153 621
1994-06-01	1984	8,50 (a)	230 970
1995-06-01	1980	10,50 (a)	255 502
1995-06-01	1985	8,50 - 7,50 (a)	110 573
1996-06-01	1981	10,50 (a)	83 942
1996-06-01	1986	8,50 - 6,50 (a)	92 090
1996-06-01	1989	8,50 - 6,00 (a)	111 321
1997-06-01	1982	10,50 (a)	252 869
1997-06-01	1987	8,50 - 6,00 (a)	87 702
1998-06-01	1988	8,50 - 6,00 (a)	92 655
2000-06-01	1990	8,50 - variable	189 341
2001-06-01	1991	8,50 - variable	382 852
			<u>2 043 438</u>

Total des obligations

19 692 933

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS**EN MONNAIE DU CANADA**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
Gouvernement du Canada			
Zones spéciales			
2002 - 2009-04-01	1972 - 1979	7,18 - 10,07	101 777
Société canadienne d'hypothèques et de logement			
2013 - 2017-03-01	1963 - 1967	5,125 - 5,750	33 900
Université Concordia			
1994-03-01	1969	8,000	1 120
Emprunt escompté			
1992-06-14	1982	8,500	9 330
Total des billets			146 127
Total des obligations et billets			19 839 060

PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES ÉTRANGÈRES EN MONNAIE DU CANADA

Monnaie des États-Unis (872 434 \$ É.U.)	1 099 510
Monnaie de la République fédérale d'Allemagne (300 000 D.M.)	180 200
Monnaie du Japon (16 130 000 Yens)	140 790
	1 420 500

MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIE

En monnaie des États-Unis	884 263
	536 237
Total en monnaie du Canada	20 375 297

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
Aux États-Unis			\$ É.U.	
1993-10-01	1983	12,125	100 000	
1993-11-15	1973	8,250	350	
1994-09-15	1984	12,750	100 000	
1995-01-03	1974	10,000	3 000	
1995-07-15	1975	9,375	1 000	
1995-07-15	1975	9,375	14 000	
1997-03-01	1967	5,875	35 718	
1999-04-01	1989	9,375	250 000	
1999-05-01	1969	7,875	30 618	
2000-03-01	1990	9,125	500 000	
2001-03-12	1986	7,150	107 157	

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
Aux États-Unis (suite)			\$ É.U.	
2003-04-01	1973	7,900	105 651	
2003-04-15	1991	8,800	500 000	
2013-10-01	1983	13,000	100 000	
2014-09-15	1984	13,250	150 000	
2015-06-15	1985	11,000	200 000	
2026-12-01	1986	8,625	300 000	
			<hr/>	
			2 497 494	
			<hr/>	
En Europe				
1993-07-01	1981	14,750	70 240	
1994-02-01	1984	12,250	130 000	
1995-01-10	1985	8,250	57 496	
1995-01-29	1985	8,050	58 115	
1995-05-24	1983	10,000	50 000	
1998-04-07	1988	9,000	200 000	
2001-05-08	1991	9,000	300 000	
2016-04-01	1986	9,000	250 000	
			<hr/>	
			1 115 851	
			<hr/>	
Total des obligations			3 613 345	
			<hr/>	
BILLETS				
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS				
Billets à moyen terme				
Du 1995-04-04				
au 2002-09-01				
	1991 - 1992	6,92 - 9,15	435 245	
			<hr/>	
En Europe				
1992 - 1997-05-31	1985	11,000	36 500	
1998-01-16	1991	Variable (b)	100 000	
2001-08-22	1991	9,1250	500 000	
2001-10-23	1986	Variable (c)	300 000	
			<hr/>	
Total des billets			936 500	
			<hr/>	
Total des obligations et billets			4 985 090	
			<hr/>	

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS**EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES ÉTRANGÈRES EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS			\$ É.U.	
Monnaie du Canada (884 263 \$ CAN.)			756 788	
Monnaie de la France (1 507 750 F.F.)			283 284	
Monnaie de la Suisse (400 000 F.S.)			316 805	
Monnaie du Japon (154 112 674 Yens)			1 164 599	
			<u>2 521 476</u>	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES				
En monnaie du Canada			872 434	
En monnaie du Japon			257 195	
En monnaie de la Suisse			782 701	
			<u>1 912 330</u>	
			609 146	
Total en monnaie des États-Unis			<u>5 594 236</u>	<u>6 656 581</u>

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DE LA RÉPUBLIQUE
FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	D.M.	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
1995-02-15	1985	7,625	200 000	
1997-04-01	1987	6,000	300 000	
1998-03-01	1986	6,500	300 000	
2002-02-27	1992	8,000	500 000	
Total des obligations			<u>1 300 000</u>	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES				
En monnaie du Canada			300 000	
En monnaie de la Suisse			200 000	
			<u>500 000</u>	
Total en monnaie de la République fédérale d'Allemagne			<u>800 000</u>	<u>578 320</u>

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATION NÉGOCIABLE**EN MONNAIE DE LA FRANCE**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
			F.F.	
1999-12-20	1991	9,375	2 000 000	
2001-05-22	1986	7,875	800 000	
Total des obligations			2 800 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES				
En monnaie des États-Unis			1 507 750	
En monnaie de la Suisse			292 250	
			1 800 000	
Total en monnaie de la France			1 000 000	213 100

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DE LA SUISSE**

			F.S.	
1992 - 1998-11-20	1986	4,875	119 000	
2001-03-14	1991	6,750	200 000	
1992 - 2003-07-15	1987	5,000	195 000	
1992 - 2005-11-06	1985	5,500	190 000	
1992 - 2006-11-20	1986	5,250	122 000	
1996 - 2008-04-07	1988	5,000	200 000	
Total des obligations			1 026 000	

BILLETS**EN MONNAIE DE LA SUISSE**

1996-01-15	1991	7,750	200 000	
Total des obligations et billets			1 226 000	

PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES ÉTRANGÈRES EN MONNAIE DE LA SUISSE

Monnaie des États-Unis (782 701 \$ É.U.)			1 180 100	
Monnaie de la République fédérale d'Allemagne (200 000 D.M.)			170 360	
Monnaie de la France (292 250 F.F.)			86 136	
			1 436 596	

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS

EN MONNAIE DE LA SUISSE (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIE			F.S.	
En monnaie des États-Unis			400 000	
			1 036 596	
Total en monnaie de la Suisse			2 262 596	1 793 107

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU JAPON

			YEN
1992 - 1995-06-07	1985	7,000	27 000 000
1997-05-07	1987	5,000	30 000 000
1998-06-03	1986	6,000	20 000 000
2000-10-30	1990	9,000	20 000 000
2001-02-28	1991	8,000	8 000 000
2001-03-22	1991	7,150	8 581 223
2001-03-28	1991	7,350	9 534 354
Total des obligations			123 115 577

BILLETS

EN MONNAIE DU JAPON

1992-11-30	1989	6,100	5 000 000
1992 - 1996-06-25	1986	6,500	15 000 000
1997-10-27	1987	5,700	11 130 000
1999-11-08	1989	5,450	5 000 000
2001-03-15	1991	7,100	5 000 000
- 2001-11-05	1991	6,250	50 000 000
1998 - 2003-04-25	1988	5,500	20 000 000
1997 - 2009-10-31	1986	6,400	20 000 000
1998 - 2012-05-25	1987	5,300	30 000 000
Total des billets			161 130 000
Total des obligations et billets			284 245 577

PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIE ÉTRANGÈRE EN MONNAIE DU JAPON

Monnaie des États-Unis (257 195 \$ É.U.)	35 000 000
Monnaie de l'Australie (150 000 \$ AUS.)	15 997 097
	50 997 097

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS (suite)**EN MONNAIE DU JAPON (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES			YEN	
En monnaie du Canada			16 130 000	
En monnaie des États-Unis			154 112 674	
			170 242 674	
			(119 245 577)	
Total en monnaie du Japon			<u>165 000 000</u>	<u>1 477 245</u>
OBLIGATION NÉGOCIABLE				
EN MONNAIE DU ROYAUME-UNI			L.S.	
2020-03-15	1984	12,250	50 000	
BILLET				
EN MONNAIE DU ROYAUME-UNI				
1992-07-09	1982	15,000	25 000	
Total en monnaie du Royaume-Uni			<u>75 000</u>	<u>154 973</u>
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DE L'AUSTRALIE			\$ AUS.	
1998-11-29	1988	6,670	100 000	
1999-11-08	1989	7,270	50 000	
			150 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIE				
En monnaie du Japon			150 000	
Total en monnaie de l'Australie			<u>150 000</u>	

(a) Taux minimum jusqu'à l'échéance.

(b) Taux d'intérêt LIBOR 6 mois moins 0,175 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1992 est de 3,825 %, incluant la marge.

(c) Taux d'intérêt LIBID 6 mois dont le taux en vigueur au 31 mars 1992 est de 4,125 %.

EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

Sommaire

		En milliers d'unités monétaires (1)	Total En équivalent canadien
Obligations et billets			
En monnaie du Canada	\$ CAN.	1 016 508	<u>1 016 508</u>

Détail**OBLIGATIONS NÉGOCIABLES****EN MONNAIE DU CANADA**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1997-04-01	1991	8,500	110 016
2001-10-15	1991	10,250	195 054
2001-10-15	1991	10,250	61 800
2001-10-15	1991	10,250	175 000
2002-04-01	1991	9,250	92 835

Total des obligations	<u>634 705</u>
-----------------------	----------------

BILLETS

1993-04-26	1991	Variable (a)	20 060
------------	------	--------------	--------

BILLETS À MOYEN TERME

2001-10-24	1991	10,24	82 000
------------	------	-------	--------

Total des billets	<u>102 060</u>
-------------------	----------------

Total des obligations et billets	<u>736 765</u>
----------------------------------	----------------

PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIE ÉTRANGÈRE EN MONNAIE DU CANADA

En monnaie des États-Unis (241 439 \$ É.U.)	<u>279 743</u>
---	----------------

Total en monnaie du Canada	<u><u>1 016 508</u></u>
----------------------------	-------------------------

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises.

(2) En milliers d'unités monétaires.

(3) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1992.

EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (2)	En équivalent canadien (3)
			É.U.	
Total des billets				
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIE ÉTRANGÈRE EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS				
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne (200 000 D.M.)			125 609	
En monnaie de l'Italie (150 000 000 ITL)			115 830	
			241 439	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIE				
En monnaie du Canada			241 439	
Total en monnaie des États-Unis				
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DE L'ITALIE				
			ITL	
1996-10-09	1991	12,20	150 000 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES				
En monnaie des États-Unis			150 000 000	
Total en monnaie de l'Italie				
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRAL D'ALLEMAGNE				
			D.M.	
2002-02-18	1992	8,20	200 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES				
En monnaie des États-Unis			200 000	
Total en monnaie de l'Allemagne				

(a) Taux d'intérêt des acceptations bancaires canadiennes 90 jours plus 0,23 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1992 est de 6,9857 %, incluant la marge.

FONDS D'AMORTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

Continuité

	Total
Solde au début	754 864
Moins: Redressement - crédits reportés (1)	26 186
Solde redressé	728 678
Plus: Versements du Fonds consolidé du revenu Revenu net (2)	69 747 99 732
	169 479
Moins: Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	106 922
Solde à la fin	791 235

Situation au 31 mars 1992

Placements

Bons du trésor		
Gouvernement du Québec	5 028	
Gouvernement du Canada	23 580	28 608
Certificats de dépôts		19 600
Billets à escompte		19 971
Obligations		
Gouvernement du Québec	501 516	
Gouvernement du Canada	68 300	
Garanties par le gouvernement du Québec	141 770	
Cité de St-Lambert 3,50% 1989 - 1995-03-01	54	711 640

Perte de change non réalisée

779 819
1 217

781 036

Autres éléments d'actif

Encaisse	543	
Intérêts courus sur placements	18 348	18 891

799 927

Passif

Créditeurs et frais courus	28	
Crédits reportés	8 664	8 692

791 235

(1) Redressement apporté afin de rendre la comptabilisation du fonds d'amortissement généralement conforme à celle des emprunts, selon les conventions comptables en vigueur. Il s'agit de l'écart au 1er avril 1991 entre la valeur nominale et le coût d'acquisition des obligations détenues par le fonds d'amortissement. Cet écart était auparavant porté aux revenus du fonds d'amortissement.

(2) Incluant une dépense de change de 68 868 \$ représentant l'amortissement de la perte de change non réalisée de 1 285 706 \$ sur les placements en monnaies étrangères réévalués au taux de change en vigueur le 31 mars 1992.

PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

Provenance des fonds

Fonds reçus du Fonds consolidé du revenu et revenus de placements	169 479
Valeurs échues ou vendues	10 487 775
	<hr/>
Diminution des intérêts courus sur emprunts	10 657 254
	704
	<hr/>
	10 657 958
	<hr/>

Utilisations des fonds

Achats d'obligations et de billets	10 550 682
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	106 922
	<hr/>
Augmentation du solde de banque	10 657 604
Diminution des revenus reportés sur contrats à terme	289
Diminution des créiteurs et frais courus	64
	1
	<hr/>
	10 657 958
	<hr/>

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES EMPRUNTS
au 31 mars 1992

(en milliers de dollars)

Echéance	En monnaie du Canada (1)	En monnaie des États- Unis (1)	En monnaie de la Républi- que Fédérale d'Alle- magne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie du Royaume- Uni (1)	En monnaie de la Suisse (1)	En monnaie de la France (1)	Total
1993	3 131 776	550 312			51 658			3 733 746
1994	1 712 923	372 084						2 085 007
1995	1 898 093	148 615	72 290			67 909		2 186 907
1996	1 290 380	681 288						1 971 668
1997	2 436 643		(2)	89 530		317 000		2 843 173
	10 469 815	1 752 299	72 290	89 530	51 658	384 909		12 820 501
1998 - 2002	7 042 716	3 683 071	506 030	1 032 997		706 835	213 100	13 184 749
2003 - 2007	2 119 301	641 587		211 739		542 863		3 515 490
2008 - 2012	1 880 604	26 773		133 847		158 500		2 199 724
2013 - 2017	440 511	592 789		9 132				1 042 432
2018 ET PLUS		239 400			103 315			342 715
TOTAL	21 952 947	6 935 919	578 320	1 477 245	154 973	1 795 107	213 100	33 105 611 (3)

NOTE: Cet échéancier tient compte d'un montant de 2 175,0 M\$ (millions de dollars) en 1993, pour les bons du trésor, d'un montant de 473,2 M\$ en 1993 pour les billets de trésorerie et il est établi en tenant compte, pour les obligations remboursables à demande, d'une prévision de remboursement de 408,7 M\$ en 1993, 425,3 M\$ en 1994, 360,1 M\$ en 1995, 319,8 M\$ en 1996 et 200,0 M\$ en 1997. Par ailleurs, les montants en monnaie du Canada et des États-Unis tiennent compte des fonds d'amortissement ainsi que des contributions futures à ces fonds diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

- (1) Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de monnaies et, l'équivalent canadien est établi sur les monnaies étrangères selon le taux de conversion au 31 mars 1992.
- (2) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la conclusion des contrats d'échange, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 1998 à 2002.
- (3) Excluant les emprunts pour le Fonds de financement dont l'échéancier apparaît ci-après:

Echéance	En monnaie du Canada *	Total
1994	20 060	20 060
1997	131 525	131 525
	151 585	151 585
1998 - 2002	772 088	772 088
2003 - 2007	92 835	92 835
TOTAL	1 016 508	1 016 508

* Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de monnaies et, l'équivalent canadien est établi sur les monnaies étrangères selon le taux de conversion au 31 mars 1992.

ENGAGEMENTS

(en milliers de dollars)

	Détail en page	Autorisés par le Gouver- nement (2)	Autorisés par le Ministre (3)	1992	1991
(Redressée)					
POUR DES PAIEMENTS DE TRANSFERT					
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital (1)					
Commissions scolaires	3-49	18 967	2 828 677	2 847 644 (7)	2 658 696
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-53	50 609	1 055 520	1 106 129 (7)	1 061 579
Universités	3-54	455 515	865 276	1 320 791 (7)	1 200 835
Établissements de santé et de services sociaux	3-55	148 511 (4)	2 360 682	2 509 193 (7)	2 168 846
Municipalités et organismes municipaux	3-64	4 128 619		4 128 619	3 907 827
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	3-67	346 912		346 912	186 159
		<u>5 149 133</u>	<u>7 110 155</u>	<u>12 259 288 (5)</u>	<u>11 183 942</u>
POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL					
Commissions scolaires	3-49		309 075	309 075	286 048
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-53		54 061	54 061	63 535
Établissements de santé et de services sociaux	3-55		504 447	504 447	583 610
Municipalités et organismes municipaux	3-68				
Aqueducs, égouts et autres		680 031		680 031	654 339
Assainissement des eaux		787 181		787 181	909 629
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	3-72	85 638		85 638	159 393
		<u>1 552 850</u>	<u>867 583</u>	<u>2 420 433</u>	<u>2 656 554</u>
AUTRES ENGAGEMENTS (pour engagements condition- nels de congés de maladie accumulés)				466 204	438 648
				<u>15 145 925 (6)</u>	<u>14 279 144</u>

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars.

(2) Autorisés par le Gouvernement et/ou le Conseil du trésor.

(3) Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science ou de l'Éducation ou de la Santé et des Services sociaux.

(4) Excluant 181 248 315 \$ (183 634 386 \$ en 1991) pour les établissements de santé et de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.

(5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.

(6) Ces engagements financiers seront liquidés à mêmes les crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale.

(7) Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts de commissions scolaires 11 557 565 \$ (4 963 342 \$ en 1991), de collèges d'enseignement général et professionnel 14 022 127 \$ (1 925 874 \$ en 1991), d'universités 5 283 419 \$ (7 238 717 \$ en 1991) et d'établissements de santé et de services sociaux 8 050 749 \$ (2 598 810 \$ en 1991).

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
Au 31 mars 1992**

(en milliers de dollars)

Echéance	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Établis- sements de santé et de services sociaux	Munici- palités et organismes municipaux	Entreprises et orga- nismes du Gouvernement et divers autres organismes	Total
1993	559 169 (1) (*)	409 614 (1) (*)	403 245 (1) (*)	1 008 611 (1) (*)	640 745 (*)	28 466 (*)	3 049 850
1994	392 879	92 256	153 490	250 316	413 239	26 603	1 328 783
1995	281 725	84 320	71 229	208 816	204 880	49 851	900 821
1996	307 762	128 425	184 745	194 354	476 282	36 614	1 328 182
1997	210 268	110 478	87 877	152 220	373 509	17 494	951 846
1993 - 1997	1 751 803 (1) (*)	825 093 (1) (*)	900 586 (1) (*)	1 814 317 (1) (*)	2 108 655 (*)	159 028 (*)	7 559 482
1998 - 2002	799 409	207 712	245 981	499 945	1 229 115	67 279	3 049 441
2003 - 2007	120 123	39 885	133 673	94 542	336 086	61 562	785 871
2008 - 2012	168 454	28 958	35 917	47 522	213 577	59 043	553 471
2013 - 2017	6 124	4 138	2 367	10 501	121 494		144 624
2018 - 2022	1 581	343	2 267	10 271	62 793		77 255
2023 - 2027	150			15 195	32 374		47 719
2028 - 2032				16 900	23 883		40 783
2033 - 2037					642		642
	<u>2 847 644 (1) (*)</u>	<u>1 106 129 (1) (*)</u>	<u>1 320 791 (1) (*)</u>	<u>2 509 193 (1) (*)</u>	<u>4 128 619 (*)</u>	<u>346 912 (*)</u>	<u>12 259 288</u>

(*) Incluant des emprunts temporaires de 295 042 000 \$ aux commissions scolaires, de 287 463 000 \$ aux collèges d'enseignement général et professionnel, de 304 342 458 \$ aux universités, de 689 705 000 \$ aux établissements de santé et de services sociaux, de 258 105 710 \$ aux municipalités et aux organismes municipaux et de 21 952 503 \$ aux entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes qui feront l'objet d'un financement à long terme lors de l'achèvement de projets en cours ou lors du refinancement de projets terminés.

(1) Après avoir déduit les revenus accumulés du fonds d'amortissement afférents à des emprunts de commissions scolaires 11 557 565 \$, de collèges d'enseignement général et professionnel 14 022 127 \$, d'universités 5 263 419 \$ et d'établissements de santé et de services sociaux 8 050 749 \$.

NOTE: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance le montant soit refinancé modifiant l'échéancier tel que présenté plus haut.

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS
COMMISSIONS SCOLAIRES**

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Éducation.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de l'Éducation.

Régionales et locales	A-1	A-2	Sous- total	B	1992	1991
Charbly:	1 626	69 058	70 684	88	70 772	61 691
Jacques-Cartier	618	11 809	12 427		12 427	12 292
Mont-Fort		8 553	8 553	242	8 795	8 548
St-Exupéry		7 525	7 525	100	7 625	7 531
Taillon		12 905	12 905	931	13 836	12 851
Varennes		26 206	26 206	949	27 155	27 391
Châteauguay-Valley:		5 751	5 751	803	6 554	5 708
Lac-St-Louis-de-Châteauguay		1 262	1 262	366	1 628	1 497
Omnstown		1 805	1 805	115	1 920	1 890
Chaudière:	637	17 330	17 967	9 340	27 307	23 323
Beauceville		2 581	2 581	41	2 622	2 410
des Cèdres		3 310	3 310	93	3 403	3 031
des Érables		10 456	10 456	648	11 104	10 932
Langevin		3 751	3 751	564	4 315	3 959
St-Joseph		4 060	4 060	245	4 305	4 471
Chauveau:	802	18 550	19 352		19 352	17 988
Ancienne-Lorette		11 327	11 327	11	11 338	11 125
La Jeune-Lorette		14 614	14 614	1 384	15 998	14 636
Montcalm		2 801	2 801	29	2 830	2 501
Bedford		7 273	7 273	1 017	8 290	7 463
Eastern Québec:		1 415	1 415	4 439	5 854	5 799
Greater Québec		2 694	2 694	968	3 662	2 879
Greater Seven-Islands		1 752	1 752	43	1 795	1 937
Saguenay		1 025	1 025	140	1 165	1 180
St-Maurice		2 179	2 179	953	3 132	2 471
Gaspésia Prot.:		3 002	3 002	201	3 203	3 155
Bonaventure		2 258	2 258	18	2 276	2 084
Gaspé		1 000	1 000	905	1 905	954
Louis-Fréchette:	1 423	30 077	31 500	1	31 501	26 780
Abénakis		4 205	4 205	81	4 286	4 207
Bellechasse		2 988	2 988	334	3 322	2 830
Élan		4 533	4 533	116	4 649	4 029
Nouvelle-Beauce		4 490	4 490	327	4 817	5 035
Pointe-Lévy		7 277	7 277	86	7 363	7 206
Mauricie:	1 024	21 295	22 319	2 019	24 338	24 638
Grand-Mère		4 361	4 361	140	4 501	4 559
Normandie		4 232	4 232	38	4 270	4 233
Shawinigan		1 840	1 840	598	2 438	2 371
Val-Mauricie		5 711	5 711	264	5 975	5 273
Péninsule:	869	13 208	14 077		14 077	14 167
Des Anses		1 882	1 882	261	2 143	2 142
Forillon		1 607	1 607	1	1 608	1 589
Grande-Hermine		3 406	3 406	180	3 586	3 429
Rocher-Percé		4 172	4 172	59	4 231	3 755

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1992	1991
Provencher:	562	7 649	8 211	211	8 422	8 604
Lac-St-Pierre		2 921	2 921	9	2 930	2 605
Les Becquets		1 108	1 108	135	1 243	1 218
Port-Royal		4 306	4 306	706	5 012	4 356
South Shore Prot.:	171	9 748	9 919	745	10 664	10 436
Richelieu-Valley		1 750	1 750	56	1 806	1 637
St-Lawrence Prot.		5 581	5 581	70	5 651	5 242
South Central		1 962	1 962	366	2 328	2 143
Tardivel:		12 214	12 214		12 214	10 744
Grand-Bois		2 651	2 651	47	2 698	2 598
Mgr-Vachon		5 167	5 167	585	5 752	5 506
Portneuf		2 439	2 439	179	2 618	2 460
Vaudreuil-Soulanges:		19 537	19 537	817	20 354	19 951
Ile-Perrot		6 695	6 695	350	7 045	6 913
Soulanges		4 270	4 270	56	4 326	4 127
Vaudreuil		5 353	5 353	213	5 566	5 534
Western Quebec Prot.:		6 455	6 455	432	6 887	6 379
Greater Hull		5 896	5 896	332	6 228	5 215
North Western Québec		774	774	55	829	844
Pontiac		1 127	1 127	204	1 331	1 318
Yamaska:	338	21 818	22 156	1 155	23 311	22 743
Argile-Bleu		16 079	16 079	240	16 319	17 505
St-Hyacinthe		7 832	7 832	8	7 840	7 518
Val-Monts		4 462	4 462	385	4 847	4 387
Intégrées:						
Abitibi	193	12 188	12 381	80	12 461	11 085
Asbesterie		8 401	8 401	508	8 909	8 584
Aylmer	1 442	31 833	33 275	2 131	35 406	36 846
Baie-Comeau		202	202	20	222	203
Baie-des-Chaleurs		5 630	5 630	281	5 911	5 247
Baie-des-Ha!Ha!		11 390	11 390	177	11 567	11 488
Barraute-Senneterre		6 331	6 331	476	6 807	6 496
Beauport		31 796	31 796	222	32 018	33 560
Bersimis		4 550	4 550	103	4 653	4 729
Berthier-Nord-Joli		17 271	17 271	257	17 528	18 550
Black-Lake-Disraëli		7 208	7 208		7 208	7 263
Brossard		20 227	20 227	2 465	22 692	23 244
Des Cantons	165	35 383	35 548	1 149	36 697	33 367
Chapais-Chibougamau		5 968	5 968	151	6 119	6 132
Charlesbourg	135	9 396	9 531	665	10 196	10 380
Châteauguay		13 309	13 309	501	13 810	13 099
Chavigny		12 745	12 745	55	12 800	11 658
Des Chênes		29 763	29 763	1 059	30 822	30 318
Chicoutimi	1 109	22 799	23 908	6 484	30 392	29 513
Chomedey-de-Laval	502	30 793	31 295	1 363	32 658	29 303
Chutes-de-la-Chaudière		44 158	44 158	305	44 463	42 503
Chutes-Montmorency		9 521	9 521	198	9 719	8 829
Coaticook		3 821	3 821	164	3 985	2 982
Commission des écoles catholiques de Québec		51 200	51 200	6 969	58 169	52 723
Côte-de-Beaupré		6 732	6 732	294	7 026	6 217
Côte-du-Sud		25 741	25 741	19	25 760	25 860
Crie		3 877	3 877	1 423	5 300	6 084
Davignon		12 303	12 303	1 309	13 612	13 155
Des Découvreurs		45 665	45 665	4 539	50 204	45 447
De la Jonquière	649	35 998	36 647	3 170	39 817	38 646
Des Basques		2 719	2 719		2 719	1 883

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1992	1991
Des Cascades-L'Achigan		13 789	13 789	795	14 584	15 084
Des Frontières		1 440	1 440	172	1 612	925
Des Îlets		32 614	32 614	242	32 856	30 161
Des Mille-Îles		37 289	37 289	4 816	42 105	39 488
Des Montagnes		2 292	2 292	121	2 413	1 997
Des Rivières		6 366	6 366		6 366	4 795
Deux-Montagnes	475	38 205	38 680	544	39 224	39 312
Dolbeau		13 617	13 617		13 617	13 615
Des Draveurs		43 178	43 178	3 160	46 338	36 517
Eastern Township		9 437	9 437	1 604	11 041	10 623
Fermont		3 999	3 999		3 999	4 439
Du Goéland		48 280	48 280	5 254	53 534	41 398
Du Gouffre	527	7 119	7 646	939	8 585	7 815
Grandpré		9 929	9 929		9 929	2 688
Greenfield-Park		3 627	3 627	179	3 806	3 765
Harricana		32 201	32 201	1 476	33 677	35 031
Haut-St-Maurice		5 039	5 039	182	5 221	3 482
Haute-Gatineau		6 428	6 428		6 428	5 939
Huntingdon		6 239	6 239	145	6 384	6 458
Iberville		7 501	7 501	2 037	9 538	7 267
Des Îles		6 244	6 244	450	6 694	6 181
Industrie		21 364	21 364	445	21 809	21 381
Jean Chapais		4 022	4 022	42	4 064	3 370
Jean-Rivard		5 079	5 079	169	5 248	4 656
Kativik		2 060	2 060	436	2 496	
Lac-Mégantic	1 341	5 270	6 611	595	7 206	6 554
Lac St-Jean		29 877	29 877	2 331	32 208	28 934
Lac-Témiscamingue		9 585	9 585	6 811	16 396	15 987
La Mitis		18 088	18 088	34	18 122	18 557
La Neigette		24 084	24 084	265	24 349	23 493
La Pocatière		3 614	3 614	93	3 707	3 631
La Sapinière		3 595	3 595		3 595	3 007
La Tourelle		6 015	6 015	217	6 232	6 230
Laure-Conan		9 162	9 162	195	9 357	9 476
Laurentian		8 232	8 232	570	8 802	7 207
Laurentides		13 048	13 048		13 048	12 578
Laurentienne		603	603	221	824	800
Laurenval		25 406	25 406		25 406	24 010
La Vallière		3 223	3 223	16	3 239	3 078
Le Gardeur		57 439	57 439	7 546	64 985	54 074
Les Écotes		13 868	13 868	624	14 492	13 993
L'Islet-Sud		2 050	2 050	318	2 368	2 387
Du Littoral		1 272	1 272		1 272	681
Du Long-Sault		8 483	8 483		8 483	8 338
Lotbinière		17 205	17 205	1 042	18 247	17 187
Magog		9 007	9 007	767	9 774	9 441
Malartic	187	3 189	3 376	63	3 439	2 908
Manicouagan		33 944	33 944	1 617	35 561	35 411
Des Manoirs		62 731	62 731	3 224	65 955	58 895
Marieville		5 182	5 182	701	5 883	4 973
Matane		19 330	19 330	424	19 754	18 397
Miguasha	174	18 375	18 549		18 549	18 377
Des Moissons		11 022	11 022	38	11 060	11 144
Morilac		11 394	11 394	436	11 830	11 674
Moyenne-Côte-Nord	983	8 929	9 912	384	10 296	8 399
Normandin		4 771	4 771	523	5 294	4 699
Nouveau-Québec		5 934	5 934		5 934	8 002
Outaouais-Hull	145	17 345	17 490	6 876	24 366	24 912
Pierre-Neveu		12 315	12 315	27	12 342	11 618
Pontiac		4 039	4 039	357	4 396	3 952
Portage-du-Fort				42	42	43
Port-Cartier		12 495	12 495		12 495	11 235
Prince-Daveluy		7 298	7 298	329	7 627	7 778
Provençal		4 475	4 475	48	4 523	4 488
Quévillon	1 223	1 252	2 475	66	2 541	2 725
Rivière-du-Loup	400	37 766	38 166	1 737	39 903	40 047

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1992	1991
Roberval	609	5 860	6 469	320	6 789	6 707
Rouyn-Noranda		16 096	16 096	921	17 017	16 482
Saint-Eustache		20 135	20 135	741	20 876	19 424
St-Jean-sur-Richelieu		42 345	42 345	7 662	50 007	40 192
St-Jérôme		29 133	29 133	9 023	38 156	31 197
Sainte-Thérèse		14 452	14 452	23 804	38 256	31 963
Samuel-de-Champlain		12 578	12 578	530	13 108	10 198
Seigneurie	638	6 356	6 994	222	7 216	7 080
Sept-Îles		30 311	30 311	208	30 519	30 919
Sherbrooke (catholique)		80 442	80 442	1 174	81 616	78 255
Sorel		19 691	19 691	491	20 182	19 354
Tadoussac		1 189	1 189	497	1 686	1 362
Témiscouata		5 170	5 170	130	5 300	5 401
Thetford-Mines		13 152	13 152	1 119	14 271	13 894
Tracy		7 126	7 126	237	7 363	6 016
Trois-Rivières		24 516	24 516	1 044	25 560	25 490
Val-d'or		16 625	16 625	1 154	17 779	16 695
Valin		16 749	16 749	190	16 939	15 914
Vallée-de-la-Lièvre		11 613	11 613	54	11 667	11 589
Vallée-de-la-Matapédia		10 849	10 849	45	10 894	10 427
Vallée-de-Mistassini		3 775	3 775	10	3 785	3 711
Valleyfield		10 609	10 609	813	11 422	10 517
Victoriaville		23 211	23 211	550	23 761	23 458
Warwick		8 474	8 474	82	8 556	8 865
Conseil Scolaire						
Ile-de-Montréal		403 260	403 260	123 278	526 538	485 573
	18 967	2 840 235	2 859 202	309 075	3 168 277	2 949 707
Moins: les revenus accumulés du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires		11 558	11 558		11 558	4 963
	18 967	2 828 677	2 847 644	309 075	3 156 719	2 944 744

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1992	1991
Abitibi-Témiscamingue	500	21 718	22 218	602	22 820	20 859
Ahuntsic, Montréal		40 922	40 922	388	41 310	40 307
Alma		8 292	8 292	124	8 416	7 986
André-Laurendeau, LaSalle		28 038	28 038	2 240	30 278	29 989
Baie-Comeau	600	11 177	11 777	686	12 463	12 221
Beauce-Appalaches		12 283	12 283	620	12 903	9 399
Bois-de-Boulogne, Montréal		14 422	14 422	719	15 141	13 781
Champlain (Régional), Sherbrooke	600	26 987	27 587	869	28 456	25 159
Chicoutimi	900	29 906	30 806	468	31 274	29 576
Dawson, Montréal	640	75 022	75 662	1 200	76 862	73 204
Drummondville		16 238	16 238	313	16 551	16 863
Édouard-Montpetit, Longueuil	200	44 045	44 245	344	44 589	42 504
François-Xavier-Garneau, Québec	1 800	26 699	28 499	414	28 913	27 105
Gaspésie et des Îles, Gaspé		24 260	24 260	616	24 876	23 848
Granby-Haute-Yamaska	60	7 053	7 113	462	7 575	7 316
Héritage		3 304	3 304	1 206	4 510	1 165
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	7 625	36 293	43 918	621	44 539	44 403
Joliette de Lanaudière	2 025	10 748	12 773	582	13 355	12 375
Jonquière	1 514	26 680	28 194	957	29 151	26 571
La Pocatière	5 542	9 290	14 832	1 131	15 963	15 600
Lévis-Lauzon, Lauzon		29 558	29 558	701	30 259	30 309
Limoulu, Québec		67 539	67 539	1 120	68 659	58 716
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville	196	16 708	16 904	11 075	27 979	26 460
Maisonneuve, Montréal	1 617	19 861	21 478	377	21 855	21 572
Matane		9 412	9 412	221	9 633	9 437
Montmorency, Laval	500	20 470	20 970	2 962	23 932	23 974
Outaouais	517	32 709	33 226	553	33 779	36 254
Région de l'Amiante, Thetford-Mines		19 762	19 762	2 130	21 892	21 394
Rimouski		33 316	33 316	397	33 713	32 871
Rivière-du-Loup		14 872	14 872	563	15 435	14 127
Rosemont, Montréal	8 558	16 400	24 958	576	25 534	24 900
St-Félicien	2 092	8 353	10 445	82	10 527	10 385
Ste-Foy	292	26 715	27 007	1 570	28 577	27 808
St-Hyacinthe		10 507	10 507	10 067	20 574	19 782
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	264	12 213	12 477	397	12 874	12 847
St-Jérôme	544	18 797	19 341	2 083	21 424	21 246
St-Laurent, Montréal	100	22 926	23 026	442	23 468	22 692
Sept-Îles	1 500	14 498	15 998	103	16 101	15 929
Shawinigan		15 861	15 861	524	16 385	16 143
Sherbrooke	3 268	28 174	31 442	531	31 973	32 283
Sorel-Tracy		14 109	14 109	719	14 828	14 963
Trois-Rivières	490	25 329	25 819	607	26 426	24 652
Valleyfield	903	21 149	22 052	253	22 305	22 375
Vanier, Montréal	3 490	30 362	33 852	480	34 332	33 716
Victoriaville	165	20 438	20 603	609	21 212	21 987
Vieux-Montréal	4 107	46 127	50 234	357	50 591	49 987
	50 609	1 069 542	1 120 151	54 061	1 174 212	1 127 040
Moins: les revenus accumulés du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseigne- ment général et professionnel		14 022	14 022		14 022	1 926
	50 609	1 055 520	1 106 129	54 061	1 160 190	1 125 114

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
UNIVERSITÉS

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

	A-1	A-2	1992	1991
Bishop's, Lenoxxville		3 245	3 245	702
Concordia, Montréal	28 793	82 227	111 020	86 051
École des hautes études commerciales, Montréal	5 800	13 670	19 470	18 619
École polytechnique, Montréal	21 280	36 718	57 998	56 462
Laval, Ste-Foy	49 613	148 577	198 190	169 427
McGill, Montréal	73 933	99 699	173 632	164 919
Montréal	88 926	145 840	234 766	212 598
Sherbrooke	27 271	49 942	77 213	73 598
Université du Québec	159 899	290 642	450 541	425 698
	455 515	870 560	1 326 075	1 208 074
Moins: Les revenus accumulés du fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'universités		5 284	5 284	7 239
	455 515	865 276	1 320 791	1 200 835

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de la Santé et des Services sociaux.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par la ministre de la Santé et des Services sociaux.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1992	1991
						(Note 1)
Acton-Vale:						
Centre d'accueil d'Acton Vale		211	211	43	254	254
Centre local de services commu- nautaires La Chenaie				4	4	
Alma: Hôtel-Dieu d'Alma 1964	1 270		1 270		1 270	1 270
Amos:						
Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos	500	9 358	9 858	360	10 218	9 429
Clair-Foyer Inc.		1 123	1 123	314	1 437	1 083
Andréville: Foyer Desjardins		609	609	226	835	1 042
Arthabaska: Hôtel-Dieu d'Arthabaska		3 519	3 519		3 519	3 651
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos	1 000	1 405	2 405	78	2 483	2 364
Austin: Centre Butters Inc.		1 030	1 030		1 030	1 070
Baie-Comeau:						
Centre d'accueil N.A. Labrie	2 700		2 700		2 700	2 700
Centre hospitalier régional Baie-Comeau		7 900	7 900		7 900	8 146
Conseil de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord		15 450	15 450	5 328	20 778	15 035
Baie-St-Paul: Centre hospitalier de Charlevoix		1 537	1 537	24	1 561	1 428
Beaconsfield: Promotions sociales Taylor-Thibodeau (Les)		28	28	473	501	500
Beauharnois: Centre d'accueil Le Vaisseau d'Or		167	167	112	279	275
Beauport: Centre hospitalier Robert-Giffard	1 000	21 143	22 143	844	22 987	23 084
Bedford: Centre hospitalier de Bedford		2 590	2 590		2 590	2 642
Brossard: Centre d'accueil Champlain		9	9	482	491	491
Buckingham:						
Centre d'accueil Buckingham						600
Centre hospitalier de Buckingham	250	2 310	2 560		2 560	2 660
Cap-aux-Meules: Centre hospitalier de l'Archipel		25 734	25 734	14 483	40 217	38 208
Cap-de-la-Madeleine:						
Foyer Père-Frédéric Inc.		1 054	1 054	19	1 073	1 025
Hôpital Cloutier		5 666	5 666	3 474	9 140	9 370
Charbly: Centre d'accueil Anne-Leseigneur		752	752	37	789	725
Chandler:						
Centre hospitalier de Chandler		5 235	5 235		5 235	5 407
Villa Pabos		214	214	106	320	320
Charlesbourg:						
Foyer de Charlesbourg Inc.		1 995	1 995	4	1 999	1 892
Institut des sourds de Charlesbourg Inc.		1 021	1 021	401	1 422	1 350
Mont Saint-Aubert Inc.		357	357		357	438

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1992	1991
Charny: Centre hospitalier Paul-Gilbert		11 111	11 111	6	11 117	(Note 1) 11 568
Châteauguay: Centre hospitalier Anna-Laberge		52 924	52 924	782	53 706	53 705
Chicoutimi:						
Beauvoir de Chicoutimi Inc.		1 017	1 017		1 017	1 063
Conseil de la santé et des services sociaux région du Saguenay-Lac-St-Jean		26 296	26 296	8 543	34 839	22 913
Hôpital de Chicoutimi Inc.	2 087	11 624	13 711	1 597	15 308	15 666
Institut St-Georges Inc.		65	65	1 268	1 333	1 330
Chicoutimi-Nord: Institut Roland-Saucier		2 404	2 404		2 404	2 500
Chisasibi-Baie-James: Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James		4 684	4 684	137	4 821	2 216
Coaticook: Centre hospitalier de Coaticook		1 027	1 027		1 027	1 268
Cowansville:						
Centre d'accueil de Cowansville		29	29	352	381	381
Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins		3 216	3 216	350	3 566	3 551
Dolbeau: Centre hospitalier de Dolbeau		3 942	3 942	87	4 029	4 100
Drummondville:						
Centre hospitalier Georges-Frédéric		3 900	3 900	226	4 126	4 161
Hôpital Ste-Croix		6 817	6 817		6 817	7 093
Pavillon Laforest Inc.		6 632	6 632	229	6 861	6 451
Farnham: Foyers Farnham Inc.		244	244	85	329	328
Fermont: CLSC de Fermont		4 158	4 158	412	4 570	4 570
Forestville: CLSC de Forestville		848	848		848	881
Gaspé:						
Centre d'accueil Le Cabestan		500	500		500	500
Centre hospitalier Mgr-Ross		2 660	2 660	2 222	4 882	4 718
Hôtel-Dieu de Gaspé	600	4 502	5 102		5 102	5 350
Gatineau: Centre hospitalier de Gatineau		43 165	43 165	1 590	44 755	46 836
Granby:						
Centre hospitalier de Granby	2 500	2 560	5 060		5 060	5 162
Villa Bonheur		391	391	407	798	790
Grandes-Bergeronnes: Foyer Monseigneur-Gendron Inc.		367	367	16	383	534
Grand-Mère:						
Centre hospitalier Laflèche-Grand-Mère		2 641	2 641		2 641	3 965
Foyer de Grand-Mère Inc.		328	328	8	336	360
Greenfield-Park: Hôpital Charles-Lemoine	2 200	6 504	8 704		8 704	8 977
Havre-St-Pierre: Centre de santé Saint-Jean-Eudes		1 818	1 818	60	1 878	1 933
Huberdeau: Accueil Vert-Pré d'Huberdeau		490	490	1	491	477
Hull:						
Centre de réadaptation Les jeunes de l'Outaouais		1 254	1 254	185	1 439	1 158
Centre hospitalier régional de l'Outaouais		16 678	16 678		16 678	17 346
Centre local de services communautaires de Hull		1 570	1 570		1 570	1 633
Conseil de la santé et des services sociaux de l'Outaouais		23 955	23 955	5 789	29 744	24 173
Centre hospitalier Pierre-Janet (La corporation du)	2 400		2 400		2 400	2 400
Hôpital de la Piéta		3 298	3 298		3 298	3 435

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1992	1991
						(Note 1)
Iberville: Résidence Champagnat d'Iberville Inc.		2 104	2 104	558	2 662	2 746
Joliette:						
Centre hospitalier régional Delanaudière	2 942	24 958	27 900	529	28 429	29 077
Centre d'accueil St-Joseph de Joliette		239	239	86	325	325
Foyer St-Eusèbe Inc.		99	99	244	343	1 328
Jonquière: Centre hospitalier Jonquière	400	3 599	3 999	89	4 088	4 093
Kingsey Falls: Foyer Kingsey Falls Inc.		273	273	72	345	340
Kuujuaq:						
Conseil de la santé et des services sociaux Kativik		7 172	7 172	326	7 498	5 225
Hôpital Ungava		8 129	8 129		8 129	8 482
La Baie:						
Centrant		555	555	66	621	600
Hôpital de la Baie-des-Ha!-Ha! Inc.		2 221	2 221	4 899	7 120	1 925
Lachine:						
Centre d'accueil de Lachine (Corporation du)		530	530	4 895	5 425	3 380
Centre hospitalier de Lachine		10 078	10 078	6 168	16 246	15 109
Hôpital général de Lachine		87	87	1 184	1 271	1 269
Lachute: Hôpital d'Argenteuil		7 950	7 950	1 391	9 341	8 772
Lac Masson: Manoir de la Pointe-Bleue		336	336	41	377	370
Lac-Mégantic:						
Centre hospitalier Lac-Mégantic		2 082	2 082	1 655	3 737	3 550
La Maison Paternelle		284	284	22	306	300
Lac-au-Saumon: Centre d'accueil de la Vallée		8 097	8 097	2 760	10 857	10 857
La Malbaie:						
Centre hospitalier St-Joseph-de-la-Malbaie		8 967	8 967	349	9 316	8 553
L'Annonciation: Centre hospitalier des Laurentides et Centre d'accueil et de réadaptation des Hautes-Vallées		2 272	2 272	1 139	3 411	3 306
La Pocatière: Hôpital Notre-Dame-de-Fatima		469	469		469	
La Prairie: Centre d'accueil La Prairie		163	163	264	427	427
LaSalle: Hôpital Général Lasalle	550	7 446	7 996	24 538	32 534	7 716
La Sarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise de la Sarre		985	985		985	1 030
La Tuque:						
C.L.S.C. du Haut St-Maurice		11	11	239	250	250
Hôpital St-Joseph de La Tuque		1 300	1 300		1 300	1 300
Laurier-Station: Centre local de services communautaires Arthur-Caux		984	984		984	1 025
Laval:						
Centre de séjour Laval Inc.		787	787	821	1 608	1 583
Cité de la santé de Laval	2 200	27 578	29 778	25 581	55 359	54 852
Hôpital Juif de réadaptation		1 428	1 428	60	1 488	1 366
Laval-des-Rapides: Centre de réadaptation Cartier		2 905	2 905	101	3 006	2 731

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1992	1991
						(Note 1)
Les Escoumins: Centre de santé de la Haute Côte-Nord		3 806	3 806		3 806	3 979
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis		9 333	9 333	53	9 386	9 659
L'Islet-sur-Mer: Foyer Bon Secours Inc.		290	290	148	438	431
Longueuil:						
Centre d'accueil Chevalier-de-Lévis		81	81	299	380	379
Centre d'accueil de Longueuil		32	32	218	250	250
Centre d'accueil Le Manoir Trinité		2 114	2 114	78	2 192	2 267
Centre hospitalier Pierre Boucher	2 558	37 269	39 827		39 827	41 314
Conseil de la santé et des services sociaux région de la Montérégie		69 132	69 132	10 424	79 556	59 069
Institut Nazareth et Louis-Braille		481	481	47	528	486
Louiseville: Centre d'Accueil Louiseville Inc.		454	454	15	469	583
Lourdes-de-Blanc-Sablon: Centre de santé de la Basse-Côte-Nord		18 293	18 293	6 144	24 437	23 356
Maniwaki: Centre hospitalier de Maniwaki (La Corporation du)		1 081	1 081	37	1 118	
Maria:						
Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs	1 500	3 720	5 220		5 220	5 330
Résidence St-Joseph		353	353	268	621	614
Matagami: Centre de santé Isle-Dieu		920	920		920	960
Matane:						
Centre hospitalier de Matane		9 878	9 878	291	10 169	9 589
C.L.S.C. de Matane		407	407	9	416	510
Mistassini: Oasis de Mistassini		164	164	276	440	
Mont-Joli: Hôpital de Mont-Joli Inc.		1 546	1 546	40	1 586	1 567
Mont-Laurier: Hôpital Notre-Dame-de-Ste-Croix		3 360	3 360		3 360	3 500
Montmagny:						
Foyer d'Youville		2 050	2 050	2 147	4 197	2 229
Hôtel-Dieu de Montmagny		5 182	5 182	85	5 267	5 306
Montréal:						
Boscoville		1 711	1 711	52	1 763	1 557
Centre d'accueil Charlevoi		25	25		25	11
Centre d'accueil Émilie-Gamelin		98	98	4 542	4 640	4 640
Centre d'accueil Juif		10 333	10 333	4 894	15 227	14 865
Centre d'accueil La Cité des Prairies		3 516	3 516	137	3 653	3 533
Centre d'accueil Pierre-Joseph Triest		13 917	13 917	2 378	16 295	13 890
Centre d'accueil Providence Auclair						1 975
Centre de réadaptation Lucie-Bruneau		1 848	1 848	1 902	3 750	2 002
Centre de santé St-Henri Inc.		3 456	3 456		3 456	3 595
Centre de soins prolongés de Montréal (Le)		381	381	185	566	560
Centre hospitalier Côte-des-Neiges		6 814	6 814	320	7 134	7 224
Centre hospitalier Fleury		8 886	8 886	482	9 368	9 478
Centre hospitalier gériatrique Maimonides		5 711	5 711		5 711	5 944
Centre hospitalier Jacques-Viger	817	5 856	6 673	467	7 140	7 360
Centre hospitalier J. Henri-Charbonneau		4 336	4 336	350	4 686	4 626
Centre hospitalier Juif de l'Espérance		1 384	1 384	780	2 164	2 065
Centre hospitalier de St-Mary's		6 615	6 615	218	6 833	6 979
Centre hospitalier St-Michel (Corporation du)		6 484	6 484	206	6 690	6 591
Centre hospitalier thoracique de Montréal		1 251	1 251	44	1 295	1 834
Centre local de services communautaires Ahuntsic		825	825	440	1 265	855

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1992	1991
						(Note 1)
Montréal: (suite)						
Centre local de services communautaires La Petite Patrie		762	762	418	1 180	1 180
Centre local de services communautaires St-Henri		1 581	1 581		1 581	1 642
Centre local de services communautaires St-Louis-du-Parc		2 499	2 499		2 499	2 742
Centre Mackay		30	30	471	501	500
Centres Marronniers						5 500
Conseil de la santé et des services sociaux Montréal métropolitain	750	228 624	229 374	49 668	279 042	182 245
École Mont St-Antoine Inc.		2 751	2 751	56	2 807	2 803
Foyer Rousselot		121	121	376	497	495
Foyer St-Marc						600
Hôpital Chinois de Montréal (1963)		2 838	2 838	68	2 906	2 907
Hôpital Douglas		466	466	2 536	3 002	2 990
Hôpital Général de Montréal		13 010	13 010	798	13 808	11 083
Hôpital Général Juif Sir-Mortimer-B.-Davis		13 481	13 481	1 223	14 704	13 474
Hôpital Jean-Talon	1 000	14 786	15 786		15 786	16 223
Hôpital Louis-H. Lafontaine		5 016	5 016	497	5 513	5 602
Hôpital Maisonneuve-Rosemont		7 093	7 093	950	8 043	7 340
Hôpital Marie-Clarac		1 500	1 500		1 500	1 560
Hôpital Marie-Enfant		1 483	1 483	61	1 544	1 713
Hôpital de Montréal pour Enfants		4 905	4 905	139	5 044	4 953
Hôpital neurologique de Montréal		4 573	4 573	1 209	5 782	2 951
Hôpital Notre-Dame	1 500	25 107	26 607	39 815	66 422	66 671
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.		9 363	9 363	13 158	22 521	22 192
Hôpital Reddy Memorial	1 748	972	2 720	145	2 865	2 840
Hôpital Rivière-des-Prairies		5 470	5 470	4 449	9 919	10 012
Hôpital Royal Victoria		3 315	3 315	212	3 527	7 368
Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal	1 160	18 002	19 162	305	19 467	19 413
Hôpital St-Charles Borromée		6 671	6 671	53	6 724	6 893
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc		3 789	3 789	1 328	5 117	3 953
Hôpital Ste-Justine		19 177	19 177	3 037	22 214	23 430
Hôpital St-Luc	1 000	15 253	16 253	553	16 806	16 963
Hôpital Santa-Cabrini		6 410	6 410	5 280	11 690	11 683
Hôtel-Dieu de Montréal		16 082	16 082	603	16 685	16 264
Institut Canadien-Polonais du Bien-Être Inc.		3 040	3 040	497	3 537	3 529
Institut de cardiologie de Montréal		5 957	5 957	398	6 355	7 510
Institut Philippe-Pinel de Montréal		5 220	5 220		5 220	5 454
Institut Dominique Savio		244	244	7 786	8 030	
Institut de recherches cliniques de Montréal		12 207	12 207	269	12 476	11 520
Manoir de l'Âge d'Or		1 768	1 768	2 992	4 760	4 320
Résidence Jean-de-la-Lande Inc.		6 365	6 365	1 256	7 621	7 977
St-Margaret's Home		7 856	7 856	206	8 062	8 063
Villa Notre-Dame-de-Grâce		1 029	1 029	30	1 059	971
Nicolet: Hôpital du Christ-Roi		2 167	2 167	472	2 639	2 508
Pasbébiac: Centre local de services commu- nautaires Chaleurs		545	545	1 492	2 037	2 030
Pierrefonds:						
Centre Ste-Hélène	338		338		338	394
Centre Rose-Virginie Pelletier		2 472	2 472	137	2 609	2 388
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable		2 493	2 493		2 493	2 590
Pointe-Claire: Hôpital Général du Lakeshore		2 287	2 287	2	2 289	1 865
Povungnituk: Centre hospitalier de la Baie-d'Hudson		12 823	12 823	212	13 035	15 380

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1992	1991
						(Note 1)
Québec:						
Centre François-Charron		235	235	140	375	375
Clinique Roy-Rousseau		1 639	1 639	42	1 681	1 342
Corporation d'hébergement du Québec	83 233	337 498	420 731		420 731	479 343
Conseil de la santé et des services sociaux de Québec		134 822	134 822	27 145	161 967	110 212
Foyer Notre-Dame-de-Lourdes		84	84	1 518	1 602	1 600
Hôpital de l'Enfant-Jésus		28 045	28 045	6 039	34 084	29 980
Hôpital Général de Québec		2 365	2 365	38	2 403	2 479
Hôpital Jeffery-Hale		3 513	3 513	318	3 831	3 320
Hôpital St-François-d'Assise	1 400	20 443	21 843	5 844	27 687	23 509
Hôpital du St-Sacrement		5 710	5 710	132	5 842	6 083
Hôtel-Dieu de Québec		13 579	13 579	5 837	19 416	27 695
Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus de Québec		1 071	1 071		1 071	1 500
Pavillon St-Charles de Limoilou		1 449	1 449		1 449	1 512
Repentigny:						
Centre hospitalier Le Gardeur	10 878	24 909	35 787	1 256	37 043	36 944
Les Centres d'accueil du Chemin du Roy		549	549	202	751	743
Rigaud: Foyer de Rigaud Inc.		113	113	266	379	376
Rimouski:						
Centre d'accueil Relais Jeune Est		98	98	1 635	1 733	
Centre hospitalier régional de Rimouski		8 327	8 327	171	8 498	9 374
Conseil de la santé et des services sociaux région Bas-St-Laurent et la Gaspésie		28 905	28 905	12 106	41 011	26 492
Foyer de Rimouski Inc.		649	649		649	603
Rivière-au-Renard: Centre local de services communautaires de la Pointe		1 332	1 332		1 332	1 393
Rivière-des-Prairies: Centre local de services communautaires Rivière-des-Prairies		1 623	1 623		1 623	1 686
Rivière-du-Loup:						
Centre hospitalier régional du Grand-Portage	4 800		4 800		4 800	4 800
Hôpital St-Joseph de Rivière-du-Loup		39	39	415	454	450
Rivière-Quelle: Centre d'accueil Thérèse-Martin		593	593		593	490
Roberval:						
Hôtel-Dieu de Roberval		2 954	2 954		2 954	3 068
Institut Lachesnaie Inc.		4 199	4 199	1 270	5 469	6 728
Rock Forest: Institut Val-du-Lac Inc.		224	224	180	404	400
Rouyn-Noranda:						
Centre hospitalier Rouyn-Noranda	3 675	12 352	16 027	2 706	18 733	18 951
Conseil de la santé et des services sociaux région de l'Abitibi-Témiscamingue		16 197	16 197	4 717	20 914	16 010
Maison Pie-XII		98	98	4	102	116
Ste-Agathe-des-Monts: Centre hospitalier Laurentien		6 029	6 029	1 426	7 455	7 971
Ste-Agathe-Sud: Hôpital Mont-Sinaï		15 714	15 714	520	16 234	14 675
St-Alexandre: Foyer Villa Maria Inc.		381	381	21	402	518
St-André-Avellin: Centre d'accueil La Petite Nation	700	1 100	1 800		1 800	1 800
Ste-Anne-des-Monts: Hôpital des Monts	1 315	2 116	3 431		3 431	3 523

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1992	1991
						(Note 1)
St-Célestin: Foyer St-Célestin		4 131	4 131	1 384	5 515	5 207
Ste-Claire: Villa Prévost Inc.		764	764	40	804	702
St-Éleuthère: Centre local de services communautaires des Frontières	1 300	823	2 123		2 123	2 150
St-Élisabeth: Les Centres d'accueil Ste-Élisabeth et St-Thomas		3 125	3 125	1 213	4 338	4 337
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache		24 267	24 267	12 160	36 427	34 715
St-Félicien: Foyer de la Paix Inc.		221	221	33	254	250
St-Ferdinand: Hôpital St-Julien		3 581	3 581		3 581	3 547
Ste-Foy:						
Centre Cardinal-Villeneuve Inc.		1 472	1 472	85	1 557	1 398
Centre hospitalier de l'Université Laval	1 300	19 661	20 961	148	21 109	19 921
Hôpital Laval		11 576	11 576	711	12 287	13 963
St-Georges-Ouest: Centre hospitalier de Beauceville		6 725	6 725	244	6 969	6 825
Ste-Germaine-du-Lac-Échemin: Sanatorium Bégin		1 168	1 168		1 168	1 219
St-Hubert: Centre d'accueil Henriette-Céré		25	25	268	293	293
St-Hyacinthe:						
Centre hospitalier Honoré-Mercier Inc.		9 774	9 774		9 774	10 080
Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe		6 560	6 560	281	6 841	6 189
Les Pavillons Bois-Joly Inc.		392	392	31	423	646
St-Jacques: Les Centres d'accueil Montcalm		419	419	19	438	519
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	1 390	11 446	12 836	5	12 841	13 342
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires Trois-Saumons		1 408	1 408		1 408	1 472
St-Jérôme (Terrebonne):						
Conseil de la santé et des services sociaux Laurentides-Lanaudière		33 868	33 868	14 495	48 363	28 909
Hôtel-Dieu de St-Jérôme		35 541	35 541	254	35 795	36 142
St-Laurent: Centre hospitalier de St-Laurent		4 363	4 363	121	4 484	4 289
Ste-Marguerite-du-Lac-Masson: Manoir de la Pointe-Bleue (1978)		1 326	1 326		1 326	1 360
Ste-Marie: Centre d'accueil Notre-Dame-de-la- la-Protection		447	447	2	449	594
St-Raymond: Centre hospitalier Portneuf		5 214	5 214	7 695	12 909	12 834
St-Rémi: Centre d'accueil Pierre-Rémi-Narbonne		67	67	323	390	390
Ste-Rose-de-Laval: Centre local de services communautaires de Ste-Rose de Laval		1 732	1 732		1 732	1 799
Ste-Thérèse-de-Blainville: Centres d'accueil Drapeau et Descharbault		1 056	1 056		1 056	1 136
St-Tite: Foyer Mgr-Paquin Inc.		133	133	118	251	250
St-Vincent-de-Paul: Les Centres d'accueil Laval		124	124	282	406	405

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1992	1991
						(Note 1)
Sept-Îles:						
Foyer d'hébergement de Sept-Îles Inc.		437	437	23	460	545
Hôpital de Sept-Îles		15 994	15 994		15 994	16 174
Shawinigan: Foyer Dehauffe		233	233	23	256	250
Shawinigan-sud:						
Centre d'Accueil de Shawinigan-Sud Inc.		665	665	122	787	699
Centre hospitalier régional de la Mauricie		7 005	7 005	2 318	9 323	7 191
Shawville: Hôpital communautaire du Pontiac Inc.		13 970	13 970	4 824	18 794	15 586
Sherbrooke:						
Centre de Réadaptation Estrie Inc.		430	430	1	431	615
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke		8 436	8 436	2 616	11 052	11 719
Conseil de la santé et des services sociaux région de l'Estrie		28 843	28 843	6 553	35 396	19 994
Foyer St-Joseph de Sherbrooke		304	304	156	460	455
Hôpital d'Youville de Sherbrooke		3 722	3 722	174	3 896	4 038
Hôpital St-Vincent-de-Paul de Sherbrooke		2 828	2 828		2 828	2 932
Hôtel-Dieu de Sherbrooke	400	7 412	7 812	2 242	10 054	10 142
Relais St-François Inc.		693	693	18	711	637
Résidence de l'Estrie de Sherbrooke Inc.		670	670	421	1 091	1 133
Sorel:						
Les Ateliers Riverains		655	655	4	659	761
Foyer Richelieu		308	308	188	496	491
Hôpital général de Sorel		700	700	898	1 598	1 590
Hôtel-Dieu de Sorel		5 520	5 520		5 520	5 741
Sutton: Foyer Sutton		226	226	229	455	455
Témiscamingue: Centre de santé de Témiscaming		1 170	1 170		1 170	1 215
Thetford-Mines: Hôpital Général de la Région de l'Amiante Inc.		8 299	8 299		8 299	8 495
Trois-Pistoles: Centre hospitalier Trois-Pistoles		1 343	1 343	60	1 403	
Trois-Rivières:						
Centre hospitalier Cooke		127	127	646	773	750
Centre hospitalier Ste-Marie		6 742	6 742	10 497	17 239	16 476
Centre hospitalier St-Joseph de Trois-Rivières		8 821	8 821	10 310	19 131	19 060
Conseil de la santé et des services sociaux région Trois-Rivières		48 712	48 712	12 248	60 960	42 131
Foyer Joseph-Denys Inc.		312	312		312	412
Ville Joie St-Dominique		31	31	1 747	1 778	1 776
Val-d'Or:						
Centre hospitalier St-Sauveur	3 150	3 239	6 389		6 389	6 536
Centre d'orientation l'Étape Inc.		611	611	302	913	875
Valleyfield:						
Centre hospitalier de Valleyfield		31 325	31 325	6 672	37 997	38 413
Les Centres jeunesse de la Montérégie		1 582	1 582	57	1 639	1 504
Vanier: Hôpital Christ-Roi		2 181	2 181	188	2 369	2 484
Vaudreuil: Centre d'accueil Vaudreuil		244	244	96	340	340

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1992	1991
						(Note 1)
Verdun:						
Centre hospitalier de Verdun		8 398	8 398	62	8 460	9 089
Hôpital Charplain de Verdun		2 751	2 751	12 824	15 575	2 390
Hôpital Douglas		9 039	9 039	332	9 371	10 820
Société d'habitation de Verdun				1 993	1 993	1 887
Victoriaville: Centre hospitalier des Bois-Francis		4 304	4 304	24	4 328	4 476
Ville-Marie: Centre de santé Ste-Famille		3 583	3 583	1 239	4 822	4 811
Vimont: Centre local de services commu- nautaires du Marigot		1 430	1 430		1 430	1 485
Westmount: Centre d'accueil Horizons de la jeunesse		1 173	1 173	71	1 244	1 143
Windsor: Hôpital St-Louis de Windsor Inc.		782	782	35	817	911
	148 511	2 368 733	2 517 244	504 447	3 021 691	2 755 055
Moins: Les revenus accumulés du fonds d'amortissement afférent à des emprunts des établissements de santé et de services sociaux		8 051	8 051		8 051	2 599
	148 511	2 360 682	2 509 193	504 447	3 013 640	2 752 456

Note 1: Les chiffres comparatifs de 1991 ont été redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1992.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX
 (en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1992	1991
Municipalités				
Montréal Métropolitain:				
Beaconsfield	29	125	154	162
Beauharnois	8 976		8 976	8 619
Blainville	2 313		2 313	2 316
Boisbriand	11 295	872	12 167	11 182
Bois-des-Filion	265	280	545	548
Boucherville	29 842		29 842	27 246
Brossard	28 020		28 020	25 772
Candiac	14 459		14 459	12 970
Charbly	17 101	247	17 348	16 413
Châteauguay	42 558		42 558	37 074
Côte-St-Luc		1 110	1 110	1 143
Delson	7 444		7 444	6 589
Deux-Montagnes	3 161		3 161	3 205
Dollard-des-Ormeaux		1 000	1 000	
Dorion	5 768		5 768	5 521
Greenfield-Park	9 978		9 978	9 152
Île-Perrot	7 739		7 739	3 171
Lachine		98	98	99
La Prairie	13 140		13 140	11 750
LaSalle	2 090		2 090	2 090
Laval	165 799	2 114	167 913	137 759
LeMoyne	2 509		2 509	2 337
Longueuil	100 635		100 635	94 146
Lorraine	327		327	319
Maple Grove	2 641		2 641	2 599
Marieville	8 249		8 249	7 770
Montréal		3 493	3 493	2 211
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	7 564		7 564	6 695
Pointe-Calumet	10 394		10 394	9 784
Richelieu	2 057		2 057	2 505
Rosmère	853		853	787
Ste-Catherine	7 668		7 668	6 840
St-Constant	10 126		10 126	9 153
St-Eustache	8 019		8 019	7 481
St-Hubert	41 447		41 447	37 501
Ste-Julie	3 112		3 112	3 106
St-Lambert	10 444		10 444	9 510
Ste-Thérèse	3 092		3 092	3 087
Terrasse-Vaudreuil	2 488		2 488	2 088
Varenes	7 025		7 025	6 972
Vaudreuil	5 700		5 700	7 937
Verchères	6 956		6 956	6 778
Québec Métropolitain:				
Ancienne-Lorette	957		957	861
Beauport	3 545	492	4 037	4 001
Cap-Rouge	1 230		1 230	1 188
Charlesbourg	4 054	1 283	5 337	4 835
Lac-St-Charles	569		569	564
Lévis	44 048		44 048	43 247
Loretteville	1 991		1 991	1 880
Québec	8 477	1 118	9 595	9 983
Sillery		1 006	1 006	908
St-Augustin-de-Desmaures	2 103		2 103	1 259

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX
 (en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1992	1991
St-David-de-L'Auberivière		391	391	397
St-Émile	285		285	271
Ste-Foy	8 330		8 330	8 214
St-Nicolas		281	281	287
St-Romuald	164		164	
Val-Bélair	923	596	1 519	1 496
Vanier	1 532		1 532	1 440
Diverses circonscriptions électorales:				
Abitibi-Est	17 591	714	18 305	18 316
Abitibi-Ouest	747	903	1 650	1 562
Argenteuil	4 479		4 479	3 031
Arthabaska	32 113	372	32 485	31 883
Beauce-Nord	34 868		34 868	34 487
Beauce-Sud	38 489		38 489	37 507
Beauharnois-Huntingdon	6 156		6 156	2 360
Bellechasse	9 179	387	9 566	9 071
Berthier	10 114		10 114	9 661
Bonaventure	18 691	484	19 175	11 505
Brome-Missisquoi	28 282	1 373	29 655	29 202
Champlain	17 593	363	17 956	15 516
Chapleau	1 533		1 533	1 536
Charlevoix	16 565	397	16 962	15 824
Chauveau	11 614	527	12 141	10 076
Chicoutimi	28 235	920	29 155	28 671
Deux-Montagnes	967	506	1 473	1 050
Drummond	16 704	845	17 549	17 271
Dubuc	25 046	991	26 037	23 835
Duplessis		6 341	6 341	2 287
Frontenac	37 109		37 109	36 717
Gaspé	11 253		11 253	10 624
Gatineau	6 779		6 779	6 284
Hull	1 126	169	1 295	1 248
Iberville	28 091	131	28 222	26 022
Îles-de-la-Madeleine	3 141		3 141	2 962
Johnson	29 369		29 369	26 902
Joliette	17 261		17 261	18 350
Jonquière	28 786		28 786	29 139
Kamouraska-Témiscouata	17 003		17 003	12 651
Labelle	36 510	116	36 626	29 718
Lac-St-Jean	42 693		42 693	42 842
L'Assomption	23 005		23 005	22 207
Laviolette	25 374		25 374	24 023
Les Chutes-de-la-Chaudière	5 810		5 810	5 779
Lévis	2 905	203	3 108	2 931
Lotbinière	3 750	281	4 031	3 905
Maskinongé	20 427		20 427	18 188
Masson	6 376		6 376	6 509
Matane	14 942		14 942	14 226
Matapédia	13 969	555	14 524	13 883
Mégantic-Compton	25 976		25 976	21 027
Montmagny-L'Islet	16 747	171	16 918	14 921
Montmorency	3 212	284	3 496	2 181
Nicolet-Yamaska	7 923		7 923	6 233
Orford	32 664	3 099	35 763	33 817
Papineau	5 062		5 062	4 364
Pontiac	3 232		3 232	2 998
Portneuf	18 107	356	18 463	17 742
Prévost	5 251	3 190	8 441	8 443
Richelieu	39 251		39 251	38 378
Richmond	22 879		22 879	22 606
Rimouski	45 384	2 163	47 547	43 446
Rivière-du-Loup	17 382		17 382	16 636
Roberval	34 870		34 870	33 728

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX
 (en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1992	1991
Rousseau	21 513	640	22 153	21 413
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	30 434	1 431	31 865	20 678
Saguenay	29 436		29 436	18 848
Salaberry-Soulanges	39 606	854	40 460	39 733
Shefford	33 041	1 119	34 160	34 158
Sherbrooke	61 047	888	61 935	53 613
St-François	20 393		20 393	22 174
St-Hyacinthe	49 769		49 769	47 789
St-Jean	2 804	476	3 280	2 001
St-Maurice	681		681	677
Terrebonne		307	307	315
Trois-Rivières	56 860	3 559	60 419	51 904
Ungava	6 009	696	6 705	6 075
Vaudreuil	5 082		5 082	4 211
Verchères	3 708		3 708	3 563
	<u>2 022 459</u>	<u>50 317</u>	<u>2 072 776</u>	<u>1 886 651</u>
Moins: montant inscrit au passif - " Provision pour financer l'assainissement des eaux "	44 182		44 182	31 517
	<u>1 978 277</u>	<u>50 317</u>	<u>2 028 594</u>	<u>1 855 134</u>
Organismes municipaux				
Commission de transports de la Communauté urbaine de Québec		32 763	32 763	35 180
Communauté urbaine de Montréal	750 617	710 704	1 461 321	1 441 755
Communauté urbaine de l'Outaouais	60 536		60 536	61 438
Communauté urbaine de Québec	316 318		316 318	290 126
Corporation intermunicipale de transports des Forges		2 072	2 072	2 628
Corporation intermunicipale de transports de la Rive-Sud		4 700	4 700	5 351
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay		6 526	6 526	7 230
Corporation métropolitaine de transports de Sherbrooke		4 080	4 080	5 450
Régie intermunicipale de transports en commun du centre de la Mauricie		493	493	552
Société de transports de Ville de Laval		25 074	25 074	19 587
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal		103 192	103 192	102 109
Société de transports de l'Outaouais		16 847	16 847	11 417
Société de transports de la Rive-Sud de Montréal		66 103	66 103	69 870
	<u>1 127 471</u>	<u>972 554</u>	<u>2 100 025</u>	<u>2 052 693</u>
	<u>3 105 748</u>	<u>1 022 871</u>	<u>4 128 619</u>	<u>3 907 827</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES
 (en milliers de dollars)

	1992	1991
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	11 610	11 610
Musée de la Civilisation	42 291	34 839
Musée du Québec	35 478	3 050
Radio-Québec	16 500	16 800
Société de la Place des Arts de Montréal	105 442	45 141
Société du Grand Théâtre de Québec	6 652	2 125
Société québécoise d'assainissement des eaux	60 468 (*)	57 152
	<u>278 441</u>	<u>170 717</u>
Divers autres organismes	68 471	15 442
	<u>346 912</u>	<u>186 159</u>

(*) Après avoir déduit un montant de 14 445 914 \$ (6 146 364 \$ en 1991) inscrit au passif - " Provision pour financer l'assainissement des eaux".

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1992	1991
Municipalités				
Montréal Métropolitain:				
Beaconsfield	55		55	72
Beauharnois	226		226	285
Beloeil	481	1 072	1 553	321
Blainville	6 788		6 788	6 803
Boisbriand	1 514		1 514	2 759
Bois-des-Filion	3 021		3 021	2 786
Boucherville	3 415		3 415	6 201
Brossard	3 554		3 554	5 961
Candiac	24		24	884
Carignan		140	140	112
Charbly	1 523		1 523	2 016
Châteauguay	1 354	2 362	3 716	7 964
Delson	29	55	84	536
Deux-Montagnes	676		676	692
Dollard-des-Ormeaux				1 000
Dorion	1 389		1 389	185
Greenfield-Park	1 566		1 566	2 446
Ile-Perrot	4 043		4 043	9 193
Lachenaie	428		428	143
Lachine		35	35	35
La Prairie	27	1 067	1 094	772
LaSalle	399	1 770	2 169	3 759
L'Assomption, ville		912	912	
Laval	11 120	2 077	13 197	59 562
LeMoine	213		213	393
L'Épiphanie, ville		472	472	418
Longueuil	17 923	14 848	32 771	41 620
Lorraine	3 380		3 380	3 020
Maple Grove	1 142		1 142	1 185
Marieville	388		388	362
Mascouche	565		565	144
McMasterville	102		102	68
Mercier	39		39	133
Montréal		13 231	13 231	6 300
Montréal-Est		296	296	295
Montréal-Nord		1 729	1 729	
Mont-St-Hilaire	231		231	154
Notre-Dame-de-Bon-Secours				25
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	388	435	823	1 000
Otterburn-Park	111		111	74
Pincourt	1 542	215	1 757	1 953
Pointe-Calumet		787	787	1 011
Repentigny		2 812	2 812	
Richelieu	225		225	552
Rosmère	5 681		5 681	5 457
St-Arable		2 127	2 127	2 661
St-Basile-Le-Grand	95		95	160
St-Bruno-de-Montarville	294		294	497
St-Catherine	154		154	616
St-Constant	14		14	596
St-Eustache	20 059		20 059	21 928
St-Hubert	5 561	97	5 658	10 206
St-Julie	1 030	299	1 329	1 590
St-Lambert	1 155		1 155	2 132
St-Mathieu-de-Beloeil	41	17	58	127
St-Philippe	237	477	714	477
St-Pierre		35	35	35

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainissement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1992	1991
St-Raphaël-de-L'Île-Bizard		491	491	
Ste-Thérèse	11 160	1 000	12 160	11 183
Terrasse-Vaudreuil	183	103	286	333
Terrebonne	455		455	177
Varennes	229	278	507	806
Vaudreuil	1 608		1 608	231
Vaudreuil-sur-le-Lac		77	77	145
Verchères	808		808	1 008
Québec Métropolitain:				
Ancienne-Lorette	336	1 350	1 686	772
Beauport	836		836	889
Boischatel		89	89	323
Cap-Rouge	431	226	657	815
Charlesbourg	1 018		1 018	1 413
Charmy	466		466	253
Lac-Beauport		1 855	1 855	1 576
Lac-St-Charles	302	970	1 272	1 406
L'Ange-Gardien	6		6	33
Lévis	2 875		2 875	3 876
Loretteville	1 241		1 241	854
Québec	943	8 026	8 969	7 035
Sillery				850
St-Augustin-de-Desmaures	443	1 266	1 709	2 019
St-Émile	123		123	142
Ste-Foy	3 017	378	3 395	4 680
St-Nicolas	233	460	693	122
St-Romuald	20 108	653	20 761	828
Val-Bélair	505		505	522
Vanier	82		82	2 017
Diverses circonscriptions électorales:				
Abitibi-Est	435	2 146	2 581	1 075
Abitibi-Ouest	16 819	2 430	19 249	1 176
Argenteuil	6 740	1 491	8 231	11 029
Arthabaska	1 786	367	2 153	2 872
Beauce-Nord	6 271	5 806	12 077	7 544
Beauce-Sud	4 551	1 663	6 214	5 527
Beauharnois-Huntingdon	5 543	703	6 246	7 487
Bellechasse	8 154	6 991	15 145	9 299
Berthier	3 103	1 269	4 372	4 773
Bonaventure	25 587	7 768	33 355	24 807
Brome-Missisquoi	3 296	8 233	11 529	11 303
Chambly	159		159	141
Champlain	2 440	1 490	3 930	6 804
Chapleau	1 384		1 384	5 019
Charlevoix	2 725	255	2 980	5 081
Châteauguay				156
Chauveau	1 054	109	1 163	2 870
Chicoutimi	25 619		25 619	6 047
Deux-Montagnes	3 292	23	3 315	2 667
Drummond	40 772	2 626	43 398	46 790
Dubuc	9 174	875	10 049	7 695
Duplessis	299	48 335	48 634	9 874
Frontenac	3 814	2 489	6 303	5 822
Gaspé	8 249	3 633	11 882	12 307
Gatineau	3 273	5 977	9 250	2 842
Hull	811	950	1 761	1 507
Iberville	7 738	3 856	11 594	11 019
Îles-de-la-Madeleine	423	8 531	8 954	1 041
Jacques-Cartier				33
Johnson	4 150	1 937	6 087	7 174
Joliette	20 962	2 425	23 387	25 476

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1992	1991
Jonquière	1 423	30	1 453	1 808
Kamouraska-Témiscouata	11 597	3 037	14 634	15 183
Labelle	11 849	829	12 678	12 011
Lac-St-Jean	1 908	870	2 778	3 043
L'Assomption	15 919		15 919	15 987
Laviolette	3 505	1 908	5 413	5 904
Les Chutes-de-la-chaudière	832	3 959	4 791	5 219
Lévis	4 777		4 777	256
Lotbinière	974	943	1 917	3 052
Maskinongé	4 031	3 279	7 310	9 252
Masson	481	1 114	1 595	1 454
Matane	1 415	2 334	3 749	4 332
Matapédia	6 972	1 845	8 817	4 192
Mégantic-Compton	7 101	1 749	8 850	13 590
Montmagny-L'Islet	8 899	3 789	12 688	11 375
Montmorency	655	570	1 225	2 518
Nicolet-Yamaska	2 573	2 216	4 789	5 675
Orford	5 996	5 946	11 942	14 589
Papineau	1 093	1 194	2 287	2 203
Pontiac	4 659	107	4 766	1 258
Portneuf	6 177	5 575	11 752	14 299
Prévost	1 773	2 258	4 031	4 536
Richelieu	14 095	1 362	15 457	16 633
Richmond	3 413	1 623	5 036	5 288
Rimouski	8 370	2 373	10 743	10 750
Rivière-du-Loup	11 354	5 463	16 817	14 666
Roberval	8 988	3 881	12 869	12 520
Rousseau	7 380	2 836	10 216	6 422
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	6 449	7 709	14 158	18 216
Saguenay	6 649	2 377	9 026	20 730
Salaberry-Soulanges	8 518	1 615	10 133	8 889
Shefford	5 753	4 611	10 364	10 681
Sherbrooke	8 899	3 128	12 027	14 059
St-François	2 566	1 265	3 831	4 940
St-Hyacinthe	4 720	1 844	6 564	9 284
St-Jean	2 818	2 886	5 704	5 546
St-Maurice	13 708	2 743	16 451	6 718
Terrebonne	17	394	411	65
Trois-Rivières	4 381	286	4 667	14 045
Ungava	7 659	70 343	78 002	74 635
Vaudreuil	518	121	639	829
Verchères	513	2 281	2 794	4 212
	599 610	349 660	949 270	922 105

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX**

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1992	1991
Organismes municipaux				(Redressée)
Commission de transports de la Communauté urbaine de Québec		8 742	8 742	1 398
Communauté urbaine de Montréal	176 477		176 477	255 046
Communauté urbaine de l'Outaouais	1 349		1 349	1 349
Communauté urbaine de Québec	9 745		9 745	36 004
Corporation intermunicipale de transports des Forges		1 348	1 348	300
Corporation métropolitaine de transports de Sherbrooke		109	109	
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal		303 927	303 927	307 083
Société de transports de l'Outaouais		4 478	4 478	2 490
Société transports de la Rive-Sud de Montréal		11 767	11 767	38 193
	<u>187 571</u>	<u>330 371</u>	<u>517 942</u>	<u>641 863</u>
	<u>787 181</u>	<u>680 031</u>	<u>1 467 212</u>	<u>1 563 970</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)

AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Musée d'Art contemporain de Montréal	3 364	6 025
Musée de la Civilisation	561	10 548
Musée du Québec	1 200	30 036
Société de la Place de Arts de Montréal	10 900	45 400
Société du Grand Théâtre de Québec	399	2 873
Société québécoise d'assainissement des eaux	705	
	<u>17 129</u>	<u>94 882</u>
Divers autres organismes		
Aide à l'industrie:		
Aide à la création d'emplois communautaires		1 367
Aide à la production et à la commercialisation des produits agro-alimentaires	1 084	1 945
Aide au développement régional	5 799	2 709
Aide au développement technologique	13 600	20 700
Assistance à l'industrie minière	200	315
Assistance financière à une industrie de pointe relative aux hélicoptères	1 000	4 400
Développement de l'industrie forestière	2 080	254
Développement des pêches maritimes	379	645
Aide aux loisirs et à la culture	38 712	29 115
Autres	5 655	3 061
	<u>68 509</u>	<u>64 511</u>
	<u>85 638</u>	<u>159 393</u>

EMPRUNTS GARANTIS

(en milliers de dollars)

Sommaire

Détail
page

	1992	1991
ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT		
3-74 Centre de recherche industrielle du Québec	2 000	3 000
3-75 Commission municipale du Québec	32 459	34 916
3-76 Hydro-Québec	30 957 838 (2)	28 003 197 (2)
3-83 Régie de l'assurance-maladie du Québec	14 200	14 800
3-84 Régie des installations olympiques	380 766	432 461 (2)
3-85 Sidbec	242 046	335 580
3-86 Société de développement de la Baie James	3 000	2 900
3-87 Société de développement industriel du Québec	508 296	437 822
3-89 Société du Palais des congrès de Montréal	83 788	83 788
3-90 Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	35 000	35 000
3-90 Société immobilière du Québec	687 331	717 599
3-93 Société nationale de l'amiante	40 681	65 886
3-94 Société québécoise d'assainissement des eaux	252 048	232 987
	<u>33 239 453 (1)</u>	<u>30 399 936</u>
PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS		
3-99 Agriculteurs	13	29
3-99 Étudiants	1 542 077 (3)	1 375 116
3-100 Pêcheurs	51 187	46 666
3-100 Producteurs agricoles et propriétaires forestiers	27	54
3-101 Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	9 564	16 888
3-102 Usines laitières régionales		200
	<u>1 602 868</u>	<u>1 438 953</u>
	<u>34 842 321</u>	<u>31 838 889</u>

(1) Les emprunts en monnaies étrangères apparaissent en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1992 en considérant aussi les contrats d'échange de devises aux taux de conversion suivants exprimés en dollars canadiens:

En monnaie des États-Unis, Dollar É.U.	= 1,1899
En monnaie du Japon, Yen	= 0,008953
En monnaie des Pays-Bas, Florin Néerlandais	= 0,6425
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne, Deutsche Mark	= 0,7229
En monnaie du Royaume-Uni, Livre Sterling	= 2,0663
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse	= 0,7925
En unité de compte européen, U.C.E.	= 1,4769

(2) Obligations détenues par le gouvernement du Québec aux Fonds d'amortissement, Hydro-Québec 141 769 748 \$ (157 746 936 \$ en 1991), Régie des installations olympiques 4 000 000\$ en 1991.

(3) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT
 Centre de recherche industrielle du Québec
 L.R.Q., c. D-9.1

(en milliers de dollars)

	1992	1991
En vertu du chapitre D-9.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt du Centre.		
En vertu du décret 664-88, le Gouvernement du Québec a approuvé l'émission d'obligations pour une valeur nominale de 5 000 000 \$ en monnaie du Canada aux taux et selon les échéances suivantes:		
1 000 000 \$ taux 9,75% échéance 9 mai 1992		
1 000 000 \$ taux 10,00% échéance 9 mai 1993.		
Les intérêts sont payables semestriellement les 9 mai et 9 novembre de chaque année.		
Le 31 mars, le solde dû en capital est de	2 000	3 000

Commission municipale du Québec
L.R.Q., c. D-7

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Loi sur les dettes, les emprunts municipaux et scolaires. Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 459 (*)	34 916

Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement (A.C. 2206-64).

(*) Détail

Montréal métropolitain: 18 078

Blainville, 239; Boisbriand, 274; Boucherville, 274; Brossard, 8; Charbly, 25; Châteauguay, 34; Côte-St-Luc, 442; Dollard-des-Ormeaux, 21; Hudson, 42; Dorval, 119; Ile-Perrot, 50; Lachenaie, 9; L'Assomption, 185; Laval, 205; Longueuil, 1 013; Mascouche, 55; McMasterville, 24; Montréal, 12 931; Mont-St-Hilaire, 24; Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, 28; Otterburn-Park, 24; Pierrefonds, 130; Pin court, 59; Pointe-Claire, 193; Rosemère, 139; St-Basile-le-Grand, 85; St-Bruno-de-Montarville, 75; Ste-Catherine, 26; St-Constant, 1; St-Eustache, 35; St-Hubert, 87; St-Laurent, 207; Ste-Thérèse, 281; Terrasse-Vaudreuil, 55; Terrebonne, 265; Verdun, 320; Westmount, 94.

Québec métropolitain: 4 138

Ancienne-Lorette, 68; Beauport, 679; Boischatel, 30; Cap-Rouge, 176; Charlesbourg, 910; Charny, 594; Lévis, 226; Québec, 647; Ste-Foy, 165; Sillery, 136; Val-Bélair, 507.

Diverses circonscriptions électorales: 10 243

Abitibi-Est, 51; Abitibi-Ouest, 71; Argenteuil, 65; Arthabaska, 153; Beauce-Nord, 233; Beauharnois-Huntingdon, 53; Bellechasse, 903; Berthier, 15; Bonaventure, 418; Brune-Missisquoi, 135; Champlain, 187; Chapleau, 216; Charlevoix, 918; Chauveau, 155; Chicoutimi, 57; Dubuc, 165; Duplessis, 138; Gaspé, 387; Gatineau, 25; Hull, 281; Iberville, 35; Iles-de-la-Madeleine, 225; Johnson, 206; Joliette, 11; Jonquière, 12; Labelle, 277; Lac-St-Jean, 34; Laviolette, 165; Les-Chutes-de-la-Chaudière, 161; Lotbinière, 494; Maskinongé, 99; Matane, 99; Matapédia, 3; Mégantic-Compton, 10; Montmagny-L'Islet, 144; Montmorency, 87; Orford, 157; Papineau, 159; Pontiac, 36; Portneuf, 46; Prévost, 135; Richelieu, 230; Richmond, 93; Rimouski, 201; Rivière-du-Loup, 125; Roberval, 91; Rousseau, 103; Rouyn-Noranda-Témiscamingue, 101; Saguenay, 236; St-Jean, 202; St-Maurice, 371; Salaberry-Soulanges, 28; Shefford, 256; Sherbrooke, 811; Verchères, 174.

Hydro-Québec

L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Sommaire des emprunts garantis

(en milliers de dollars)

	1992		1991	
	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)(*)	Montant en équivalent canadien	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)(*)	Montant en équivalent canadien
Obligations négociables				
En monnaie du Canada		14 189 292		12 233 590
En monnaie des États-Unis	9 080 539 \$ É.U.	10 939 503	9 561 075 \$ É.U.	11 341 673
En monnaie de la Suisse	1 207 700 F.S.	877 649	1 081 700 F.S.	783 218
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	2 328 750 D.M.	1 575 836	1 950 750 D.M.	1 292 082
En monnaie du Japon	53 450 000 Yens	474 853	53 450 000 Yens	475 388
En monnaie du Royaume-Uni	475 000 L.S.	991 289	375 000 L.S.	771 718
En unité de compte européen	125 000 U.C.E.	156 897	125 000 U.C.E.	156 897
En monnaie des Pays-Bas	90 000 Florins	56 400	105 000 Florins	63 221
		29 261 719		27 117 787
Autres emprunts				
En monnaie du Canada		296 749		299 115
En monnaie des États-Unis	1 614 555 \$ É.U.	1 921 159	878 580 \$ É.U.	1 018 011
Total avant fonds d'amortissement		31 479 627		28 434 913
Moins: Fonds d'amortissement		521 789		431 716
Total		30 957 838		28 003 197

(*) Les montants par monnaie ont été établis après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises. De plus, pour les emprunts à fort taux d'escompte, les montants réalisés et non la valeur nominale ont été considérés tout en y ajoutant la capitalisation des escomptes échelonnés sur la durée des emprunts.

Hydro-Québec
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada					
1994-03-01	1964-03-01	271-64	5 1/2	AN-2	923
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR-2	24 837
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	6	BC-1	21 153
" " "	" " "	" "	7	BC-2	10 400
1994-10-01	1968-05-15	1323-68	7	BE	21 826
1996-04-15	1971-04-15	1448-71	7 3/4	BT	36 690
1996-07-29	1971-07-29	2385-71	8 3/4	BU	41 189
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8 1/4	BY	39 764
1993-12-15	1972-06-15	1765-72	8 1/4	BZ	50 925
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8 3/8	CA	45 539
1996-11-08	1972-11-08	3087-72	8 1/4	CB	50 000
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8 1/4	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8 3/4	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8 1/2	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
1996-07-03	1974-07-03	4481-74	9 7/8	CL	80 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9 3/4	CR-2	100 000
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9 3/4	CRA	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10 1/4	CU	65 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10 3/4	CY	9 741
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
1997-06-01	1977-06-01	1571-77	10	DD	100 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10 1/4	DG	120 000
2003-05-15	1979-05-15	1200-79	10 1/4	DGA	140 000
2003-05-15	1979-07-24	1932-79	10 1/4	DGB	150 000
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10	DH	125 000
2003-07-05	1978-08-30	2557-78	10	DHA	125 000
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10 3/4	DM	135 000
2004-03-27	1979-12-20	3284-79	10 3/4	DMA	135 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000
2004-10-15	1979-11-15	2989-79	11	DRA	200 000
1992-05-06	1980-05-06	1200-80	14	DW-1	198 115
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11 3/4	DZ	200 000
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13 1/4	EA	185 000
2000-12-14	1980-12-14	3776-80	13 1/4	ED et ED-1	84 500
1996-07-09	1981-07-09	1669-81	15 3/4	EH-1	158 446
1996-09-16	1981-09-16	2449-81	17 1/2	EL-1	127 762
1993-02-20	1982-08-20	1741-82	16,9	EX	100 000
2002-09-15	1982-09-15	2006-82	15 3/4	EZ-2	46 000
1992-12-15	1982-12-15	2990-82	9 1/2	FE	48 864 (A)
1993-02-10	1983-02-10	110-83	12	FF-1	98 000
2003-02-10	" " "	" "	13	FF-2	67 000
1993-02-10	1983-04-13	595-83	12	FFA	50 000
2005-09-30	1983-09-30	1844-83	13 1/4	EA-1	125 000
1993-09-30	" " "	" "	12 1/2	FI-2	67 000
1993-09-30	1984-02-15	284-84	12 1/2	FIA	50 000
2005-09-30	1984-03-30	654-84	13 1/4	EA-2	50 000
" " "	" " "	655-84	"	EA-3	50 000
" " "	" " "	939-84	"	EA-4	50 000
1994-05-15	1984-05-15	1106-84	13	FO	75 000

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada (suite)					
1994-08-16	1984-05-15	1106-84	14 1/4	FQ-2	115 000
1994-10-15	1984-10-15	2127-84	13	FR	110 000
1997-06-01	1985-01-15	2732-84	10	DD-1	92 945 (B)
2006-02-06	1985-02-06	126-85	12 1/4	FT-2	153 000
1995-05-01	1985-05-01	700-85	12 1/4	FX	100 000
1995-03-15	1985-08-15	1578-85	8	FZ	55 706 (C)
1995-08-15	" " "	1579-85	11	GA	100 000
1995-09-25	1985-09-25	1884-85	10 3/4	GC-1	170 000
" " "	1987-09-25	1982-87	"	GC-1	50 000
2008-09-25	1985-09-25	1884-85	11 1/4	GC-2	100 000
2001-05-01	1986-05-01	476-86	9 1/2	GG	150 000
1996-07-31	1986-07-31	1070-86	9 1/4	GI	150 000
1994-11-04	1986-11-04	1596-86	9 1/2	GM	65 000
1996-12-02	1986-12-02	1723-86	9 1/4	GP	565 000
" " "	" " "	1890-86	"	GP	
" " "	" " "	88-87	"	GP	
" " "	" " "	246-87	"	GP	
1997-02-18	1987-02-18	1638-86	9 1/2	GN	17 500
2007-02-18	" " "	" " "	9 3/4	GO	45 000
1997-04-21	1987-04-21	420-87	9	GS	150 000
1997-07-16	1987-07-16	1098-87	9 3/4	GU-1	120 000
" " "	1988-02-17	174-88	"	GU-1	158 000
2012-07-16	1987-07-16	1098-87	10 1/4	GU-2	205 000
" " "	1988-02-17	174-88	"	GU-2	192 000
2006-02-06	1988-05-25	733-88	12 1/4	FT-2	50 000
1995-05-11	1988-05-11	596-88	10 1/4	GX	125 000
2008-06-01	1988-06-08	834-88	11 1/4	GZ	100 000
1999-02-01	1988-09-27	1390-88	10 3/4	HA	365 000
2012-07-16	1989-02-14	118-89	10 1/4	GU-2	380 000
1999-02-09	1989-02-09	43-89	11	HC	500 000
2012-07-16	1989-04-27	577-89	10 1/4	GU-2	240 000
2012-07-16	1990-02-15	137-90	10 1/4	GU-2	100 000
1999-02-01	1989-04-27	577-89	10 3/4	HA	235 000
2011-09-26	1989-09-26	1523-89	10	HF	450 000
2019-11-22	1989-11-22	1755-89	10	HG	100 000
2020-08-15	1990-08-15	1142-90	11	HL	675 000
" " "	" " "	1382-90	"	"	
" " "	" " "	1782-90	"	"	
" " "	1991-02-15	138-91	"	"	235 000
2020-08-15	1990-08-15	1143-90	nul	HM	90 464 (D)
" " "	" " "	280-91	"	"	
2010-08-16	1990-08-15	1144-90	"	HN	39 835 (E)
2000-10-10	1990-10-10	1382-90	11,25	HO	475 000
" " "	" " "	138-91	"	"	
2000-10-30	1990-10-30	1555-90	7,125	HP	66 168 (F)
2001-03-08	1991-03-08	187-91	10,625	HU	300 000
2020-08-15	1991-08-15	1109-91	11	HL	200 000
2001-07-25	1991-07-25	933-91	10,875	HW	
" " "	" " "	934-91	"	"	1 100 000
2021-10-15	1991-10-15	933-91	10,5	HX	
" " "	" " "	1321-91	"	"	1 100 000
					14 189 292

À FORT TAUX D'ESCOMPTE:

(A) 50 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 12,94%.

(B) 100 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 11,85%.

(C) 60 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 11,011%.

(D) 1 729 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 10,587% à 10,964%.

(E) 282 500 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 10,97%.

(F) 89 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 11,824%.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis					\$ É.U.	
1994-04-01	1964-04-01	661-64	4 1/2	AO	50 000	
1993-06-01	1967-06-01	1466-67	6 1/4	BA	33 198	
1999-07-15	1969-07-15	2080-69	8 3/4	BI	33 577	
1999-01-01	1971-01-01	4598-70	8 3/4	BR	48 770	
2001-10-01	1971-10-01	3217-71	8 1/2	BV	53 054	
2002-02-01	1972-02-01	271-72	7 7/8	BX	76 491	
2003-01-01	1973-01-01	3635-72	7 1/2	CC	96 575	
2003-08-01	1973-08-01	2783-73	8 1/2	CF	68 295	
2004-01-01	1974-01-01	4411-73	8 1/4	CI	99 524	
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10 1/4	CX	275 874	
2006-09-15	1976-09-15	3188-76	8,6	CZ	202 093	
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8 3/4	DC	13 925	
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9 1/4	DF	100 372	
2008-07-15	1978-07-15	2288-78	10	DJ	93 820	
2009-02-01	1979-02-01	214-79	10	DL	193 268	
2009-06-15	1979-06-15	1671-79	10 1/8	DQ	182 605	
2009-10-15	1979-10-15	2820-79	11 1/4	DS	197 986	
2010-06-15	1980-06-15	1810-80	10 3/4	DY	235 200	
2010-10-15	1980-10-15	3202-80	13 1/4	EC-2	128 404	
1992-08-15	1982-08-15	1853-82	14 5/8	EY	150 000	
1992-12-01	1982-12-01	2602-82	11 1/2	FD	85 825	
2013-02-15	1983-02-15	201-83	13 3/8	FG-2	89 400	
1993-12-15	1983-12-15	1843-83	12 3/8	FL-1	100 000	
" " "	" " "	2576-83	"	FL-1		
" " "	" " "	2580-83	"	FL-1		
2013-12-15	1983-12-15	1843-83	13 1/4	FL-2	137 025	
" " "	" " "	2576-83	"	FL-2		
" " "	" " "	2580-83	"	FL-2		
2012-02-01	1985-02-01	1843-83	11 3/4	FU	200 000	
" " "	" " "	2580-83	"	FU		
" " "	" " "	158-85	"	FU		
2005-05-01	1985-05-01	410-85	Flottant	FV	200 000	
2002-07-19	1985-07-19	1260-85	Flottant	FY	200 000	
1995-07-17	1985-10-17	1885-85	8	GB-U	113 258 (G)	
2026-03-01	1986-03-01	251-86	8 7/8	GF	250 000	
" " "	" " "	252-86	"	GF		
2026-04-15	1986-04-15	251-86	8 1/4	GH	250 000	
" " "	" " "	498-86	"	GH		
1996-08-21	1986-08-21	1255-86	8,175	GJ	72 000	
2027-01-15	1987-01-15	1889-86	8 1/4	GQ	250 000	
" " "	" " "	73-87	"	GQ		
" " "	" " "	90-87	"	GQ		

À FORT TAUX D'ESCOMPTE:

(G) 120 192 308 \$ à l'échéance, taux effectif de 8,356%.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis (suite)					\$ É.U.	
2007-10-15	1987-10-15	1427-87	10,7	GV	250 000	
" " "	" " "	1573-87	"	GV		
2018-01-15	1988-01-15	1427-87	9 3/4	GW	250 000	
" " "	" " "	110-88	"	GW		
1998-09-29	1988-09-29	1391-88	9 3/4	HB	150 000	
2029-06-15	1989-06-15	44-89	8,625	HE	250 000	
" " "	" " "	913-89				
2029-12-01	1989-12-01	44-89	8 1/2	HH	500 000	
" " "	" " "	1819-89	"			
2030-04-15	1990-04-15	485-90	9,375	HK	500 000	
" " "	" " "	486-90	"			
2000-04-27	1990-04-27	488-90	Flottant	HJ	200 000	
2030-11-15	1990-11-15	1381-90	9,5	HQ	500 000	
" " "	" " "	1585-90	"	HQ		
" " "	" " "	1586-90	"	HQ		
2021-02-01	1991-02-01	1381-90	9,4	HS	900 000	
" " "	" " "	1585-90	"	HS		
" " "	" " "	139-91	"	HS		
2001-03-07	1991-03-07	186-91	9	HT	300 000	
2022-01-15	1992-01-30	1522-91	8,4	HY		
" " "	" " "	53-92	"		1 000 000	
					<u>9 080 539 (1)</u>	<u>10 939 503 (1)</u>

(1) Y compris des contrats d'échange de devises de 1 710 205 000 \$ É.U. en monnaie du Canada pour 2 169 543 000 \$.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie de la Suisse				F.S.	
1993-03-23	1978-03-23	637-78	3 3/4	58 500	
1994-07-16	1984-07-16	1422-84	5 7/8	134 200	
1994-08-19	1986-08-19	914-86	4 3/4	75 000	
2002-05-25	1987-05-25	667-87	5	200 000	
1997-10-23	1987-10-23	1527-87	5,125	95 000	
1998-03-24	1988-03-24	175-88	4,625	95 000	
2008-03-24	1988-03-24	175-88	5	100 000	
2000-02-06	1990-02-26	155-90	7 1/4	200 000	
2007-04-27	1990-04-27	484-90	7,5	100 000	
2001-05-21	1991-05-21	638-91	6,75	150 000	
				1 207 700 (2)	877 649 (2)

(2) Y compris des contrats d'échange de devises de 1 172 975 000 F.S. en monnaie du Canada 850 129 000 \$.

En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				D.M.	
1992-04-15	1982-04-15	734-82	10 1/2	150 000	
1992-06-30	1982-06-30	1487-82	10 1/4	60 000	
1993-02-16	1983-02-16	155-83	8	200 000	
1994-05-15	1984-05-01	908-84	7 3/4	98 550	
1995-06-20	1985-06-20	972-85	7 1/8	197 200	
1996-05-01	1986-05-01	475-86	5 1/2	105 000	
2016-05-01	1986-05-01	475-86	6	130 000	
1999-03-30	1989-03-30	370-89	6 3/4	288 000	
2000-04-25	1990-04-25	487-90	Flottant	500 000	
2001-05-07	1991-05-07	563-91	8,625	600 000	
				2 328 750 (3)	1 575 836 (3)

(3) Y compris divers contrats d'échange de devises de 1 813 871 000 D.M. pour un équivalent canadien de 1 219 904 000 \$. De plus, le solde de la dette est couvert par des contrats d'achat de devises en monnaie de la France de 675 000 000 F.F., en monnaie du Canada de 133 364 000 \$ ainsi qu'en monnaie de la Grande-Bretagne de 67 300 000 Livres sterling en monnaie du Canada de 133 268 000 \$.

En monnaie du Japon				Yens	
1994-02-28	1986-02-28	74-86	6 5/8	10 000 000	
1994-06-01	1987-06-01	772-87	4,625	15 000 000	
1997-06-19	1987-06-19	901-87	5,2	10 450 000	
1998-05-25	1988-05-25	730-88	5 1/2	10 000 000	
2001-01-31	1991-01-31	71-91	6	8 000 000	
				53 450 000 (4)	474 853 (4)

(4) Y compris des contrats d'échange de devises de 53 450 000 000 Yens en monnaie du Canada 474 853 000 \$.

En monnaie du Royaume-Uni				Livres Sterling	
2011-05-31	1981-05-26	1333-81	15	40 000	
2015-09-13	1982-09-13	2005-82	12 3/4	50 000	
2003-09-06	1983-05-31	1032-83	13,24	60 000	
1995-06-16	1988-06-16	597-88	9 5/8	75 000	
2015-03-08	1990-03-08	247-90	12 5/8	150 000	
2001-04-17	1991-04-17	479-91	11,25	100 000	
				475 000 (5)	991 289 (5)

(5) Y compris des contrats d'échange de devises de 175 000 000 Livres Sterling en monnaie du Canada 378 098 000 \$, plus un contrat d'échange de devises de 150 000 000 Livres Sterling en monnaie des États-Unis de 254 850 000 \$ É.U. équivalent canadien de 303 246 000 \$ au 31 mars.

En unité de compte européen				U.C.E.	
1999-07-06	1989-07-06	840-89	9 1/4	125 000 (6)	156 897 (6)

(6) Y compris des contrats d'échange de devises de 125 000 000 d'U.C.E. en monnaie du Canada 156 897 \$.

En monnaie des Pays-Bas				Florins	
1997-07-01	1982-07-01	1344-82	11 1/8	90 000 (7)	56 400 (7)

(7) Y compris des contrats d'échange de devises de 90 000 Florins en monnaie du Canada 56 400 000 \$.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	Monnaie des États-Unis	Équivalent Canadien	Monnaie du Canada	Montant Total
En monnaie du Canada et des États-Unis				
Autres emprunts				
Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants:				
a) En vertu des décrets 2361-81, 1501-83, 1841-83, 1128-87 et 1425-87 autorisant l'émission de billets en monnaie du Canada ou des États-Unis, à un taux d'intérêt ne dépassant pas le plus élevé du taux préférentiel de la Banque de Montréal au Canada ou du taux, majoré de 1,75%, des titres du gouvernement du Canada ayant la même échéance, ou le "prime rate" de la Chase Manhattan Bank de New-York, pour des termes ne dépassant pas un (1) an au Canada, et 270 jours aux États-Unis, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 750 000 000 \$.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	332 800	395 999	154 850	550 849
b) En vertu des arrêtés en conseil 2281-70, 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêts à des taux variant de 7 3/16 % à 7 15/16 %. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêts, depuis le 25 mars 1975.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de			9 722	9 722
c) En vertu de l'arrêté en conseil 3463-73 autorisant l'émission de billets à Énergie Atomique du Canada Limitée, portant intérêts à des taux variant de 7 15/16% à 10%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêts, depuis le 7 avril 1984.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de			132 177	132 177
d) En vertu des décrets 3461-81, 932-85, 1889-86 et 1426-87 1554-90 et 1781-90 autorisant l'émission de billets à moyen terme ne dépassant pas 1 000 000 000 \$ en monnaie des États-Unis ou l'équivalent en dollars américains pour des billets payables en autres devises ou unités monétaires. Ils portent intérêts à taux fixe ou variable, viennent à échéance à neuf mois ou plus de leur date d'émission.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	831 755	989 705		989 705
e) En vertu du décret 1425-87 autorisant l'émission de billets sur l'euro-marché, émis à escompte et ne portant pas intérêt, pour un terme ne dépassant pas un an, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 250 000 000 \$ en monnaie des États-Unis.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est	50 000	59 495		59 495
Montants à reporter	1 214 555	1 445 199	296 749	1 741 948

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	Monnaie des États-Unis	Équivalent Canadien	Monnaie du Canada	Montant Total
Autres emprunts (suite)				
Montants reportés	1 214 555	1 445 199	296 749	1 741 948
f) En vertu du décret 1256-86 approuvant le règlement # 415 concernant l'émission et la vente de billets d'Hydro-Québec de 400 000 000 \$ en monnaie des États-Unis. Ces billets sont sans échéance fixe (à perpétuité), à taux variable, de série "GL", l'intérêt est payable semestriellement. À compter de septembre 1991, Hydro-Québec pourra racheter les billets à leur valeur nominale.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	400 000	475 960		475 960
	1 614 555	1 921 159	296 749	2 217 908
Total avant fonds d'amortissement				31 479 627
Moins: Fonds d'amortissement				521 789 (1)
Total des obligations négociables, au 31 mars				30 957 838

(1) Comprenant 509 643 780 \$ en monnaie du Canada, 95 192 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 80 000 \$ en monnaie des États-Unis, 3 253 050 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 4 500 000 D.M. en monnaie de la République fédérale d'Allemagne et 8 796 750 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 11 100 000 F.S. en monnaie de la République fédérale de la Suisse.

Régie de l'assurance-maladie du Québec
L.R.Q., c. R-5, a. 28

(en milliers de dollars)

	1992	1991
En vertu du chapitre R-5 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie.		
En vertu du décret 1427-88, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt contracté par l'émission d'obligations, pour une valeur nominale de 16 000 000 \$ en monnaie du Canada au taux de 10,875% échéant le 30 septembre 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	14 200	14 800

Régie des installations olympiques
L.R.Q., c. R-7, a. 19 a)

(en milliers de dollars)

	1992	1991
<p>Conformément à l'article 19a du chapitre R-7 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.</p>		
<p>Au 31 mars, les emprunts de la Régie sont formés come suit:</p>		
<p>Emprunts sur obligations:</p>		
<p>En vertu du décret 1671-86, modifié par les décrets 1716-88 et 1717-88, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt de 100 millions de dollars en monnaie du Canada auprès de la Banque de Nouvelle-Écosse au taux de 9,60% S.A., non rachetable par anticipation et échéant le 17 novembre 1993.</p>		
<p>Deux contrats d'échange de devises couvrent cet emprunt. Le premier couvre l'échange de 100 millions en monnaie du Canada pour 72 millions en monnaie des États-Unis, le deuxième couvre l'échange de 72 millions en monnaie des États-Unis pour 88,3 millions en monnaie du Canada.</p>		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	88 306	88 306
<p>En vertu du décret 1424-87 le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt contracté par l'émission et la vente d'obligations de la Régie, d'une valeur nominale de 5 000 000 \$ en monnaie du Canada. Les obligations, datées du 24 septembre 1987, échéant le 24 septembre 1992, portent intérêts au taux de 11,10% l'an.</p>		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	5 000	5 000
<p>Emprunts sur billets:</p>		
<p>En vertu du décret 2243-85 le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt par l'émission de billets en monnaie des États-Unis au montant de 250 000 000 \$, intérêts au taux interbancaire de l'eurodollar sur le marché de Londres, remboursables par anticipation à partir de novembre 1988 et échéant en novembre 1994.</p>		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de 200 000 000 \$ É.U. (250 000 000 \$ É.U. en 1991).	237 980	289 675
<p>En vertu du décret 105-86 le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt par l'émission de billets en monnaie des États-Unis au montant de 40 000 000 \$, intérêts au taux de 7,9866% et échéant le 21 février 1994.</p>		
<p>Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 8,92% l'an.</p>		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	49 480	49 480
	<u>380 766</u>	<u>432 461</u>

Sidbec

L.R.Q., c. E-14, a. 14

(en milliers de dollars)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Sidbec a émis et vendu six séries de débetures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 000 \$.

Le solde du principal de ces débetures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	1992	1991
1995-06-15	1971-06-15	2222-71	8 3/4	B	7 250	7 250
1997-09-01	1979-09-01	2996-71	9	C	7 250	7 250
1997-05-15	1975-05-15	1710-75	10 1/4	E	22 000	22 000
1998-02-16	1976-02-16	384-76	10 3/4	F	25 000	25 000
					61 500	61 500

En vertu du décret 1108-83 modifié par le décret 317-86 le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit pour des emprunts n'excédant pas 350 000 000 \$ en monnaie du Canada.

Ce montant se subdivise en un emprunt à terme de 200 000 000 \$ et des emprunts sur crédit rotatif jusqu'à concurrence de 150 000 000 \$ dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement, remboursable par tranche de 20 000 000 \$ le 26 avril de chaque année jusqu'en 1993 inclusivement.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de

60 000

En vertu du décret 1710-85, le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit de 18 500 000 \$ en monnaie des États-Unis au taux annuel de 11,00% échéant le 30 août 1997.

Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux d'intérêt de 8,82%, d'une valeur nominale de 29 411 765 \$, au taux effectif de 11,15%.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de

26 702

26 354

En vertu du décret 2181-85, le gouvernement du Québec a approuvé l'émission et la vente par Sidbec d'obligations d'une valeur de 150 000 000 de francs suisses dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement. Ces obligations sont datées du 1er novembre 1985, portent intérêts au taux annuel de 7,597% et viennent à échéance le 1er novembre 1995.

Un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis est rattaché à cet emprunt au taux d'intérêt de 7,6%, d'une valeur nominale de 84 500 000 \$ É.U., au taux effectif de 11,042%.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de 76 168 000 \$ É.U.

90 526

86 169

Sidbec (suite)
L.R.Q., c. E-14, a. 14

(en milliers de dollars)

	1992	1991
En vertu du décret 216-89, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt en monnaie du Japon de 5 000 000 000 de Yens auprès de "The Bank of Tokyo Ltd.", échéant le 28 février 1992 et portant intérêts au taux de 5% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 10,99% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		45 742
En vertu du décret 424-89, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt en monnaie du Japon de 6 000 000 000 de Yens auprès de "The Bank of Tokyo Ltd.", échéant le 1er avril 1992 et portant intérêts au taux de 5,05% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 11,726% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	55 815	55 815
En vertu du décret 172-92, le gouvernement du Québec a approuvé deux (2) emprunts à terme au montant de 12 500 000 \$ chacun, à taux flottant et venant à échéance le 14 février 1997. Ces prêts sont remboursables par anticipation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 000	
	198 043	214 080
	259 543	335 580
Moins: Montant inscrit au passif - "Provision pour perte sur placements en actions".	17 497	
	242 046	335 580

Société de développement de la Baie James
L.R.Q., c. D-8, a. 26

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Conformément à l'article 26 a) de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., c. D-8), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société.		
En vertu des décrets 1073-83 et 1469-85, le Gouvernement a approuvé des marges d'emprunt en monnaie du Canada, jusqu'à concurrence de 17,1 millions de dollars.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	3 000	2 900

Société de développement industriel du Québec
L.R.Q., c. S-11.01, a. 45

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Conformément à l'article 45 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
En vertu du décret 2348-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "D" d'une valeur nominale globale de 30 000 000 \$ en monnaie du Canada, coupon zéro, à la valeur escomptée au taux de 11,05%, datées du 29 novembre 1985 et échéant le 7 juin 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	21 298	19 125
En vertu du décret 91-87, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 1 190 000 000 de Yens auprès de "The Long-Term Credit Bank of Japan Ltd." et de "Yasuda Fire & Marine Insurance Company Ltd." au taux de 6% l'an, payable semestriellement le 6 février et le 6 août de chaque année et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 8,92% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 500	10 500
En vertu du décret 744-87, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations en monnaie du Canada, série "F", au taux de 8,25%, échéant le 15 mai 1992, échangeables en tout temps à compter de la date d'immatriculation pour des obligations d'une valeur nominale égale au taux de 9,125%, échéant le 15 mai 2007.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	110 000	110 000
En vertu du décret 371-89, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 3 810 000 000 de Yens auprès de "The Taiyo Mutual Life Insurance Company", au taux de 5,5% l'an payable semestriellement les 22 mars et septembre de chaque année et échéant le 22 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 10,92%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 586	35 586
En vertu du décret 1821-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "G", d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 1er décembre 1989 et portant intérêts au taux de 10% l'an et échéant le 1er décembre 1999.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 1046-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "H", d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 27 juillet 1990, portant intérêts au taux de 11,50% l'an et échéant le 27 juillet 2000.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000

Société de développement industriel du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-11.01, a. 45

(en milliers de dollars)

	1992	1991
En vertu du décret 1284-90, la Société a contracté un emprunt en monnaie des États-Unis de 50 000 000 \$ É.U. auprès de la "Westdeutsche Landesbank" au taux Libor plus 0,625% (8,0625%) daté du 13 septembre 1990 et échéant le 13 septembre 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux effectif A.B. plus 0,1425% (13,1225%) l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	57 450	57 450
En vertu des décrets 1339-90, 1340-90, 1341-90 et 1342-90, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 7 000 000 000 de Yens de la "Norinchukin Bank" au taux de 8,35% l'an daté du 28 septembre 1990 et échéant le 28 septembre 1995.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un en monnaie des États-Unis pour un montant global de 50 724 638 \$ É.U. au taux Libor à 6 mois plus 5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux A.B. plus 3 points de base soit un taux effectif de 12,60% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	59 170	59 170
En vertu des décrets 322-91 et 323-91, la Société a contracté un emprunt en monnaie des États-Unis de 40 000 000 \$ É.U. auprès de la "Norinchukin Bank" au taux Libor à 6 mois plus 20 points de base, daté du 25 mars 1991 et échéant le 25 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux A.B. à 3 mois plus 0,34%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 991	45 991
En vertu du décret 533-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "I", d'une valeur nominale globale de 35 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 25 avril 1991, portant intérêt au taux préférentiel moyen majoré de 0,625% et venant à échéance le 25 avril 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	
En vertu des décrets 661-91 et 662-91, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 4 000 000 000 de Yens auprès de "The Chiyoda Mutual Life Insurance Co." au taux de 7,25% l'an, daté du 24 mai 1991 et échéant le 24 mai 1996.		
Deux contrats d'échange de devises et de taux sont rattachés à cet emprunt. L'un en monnaie des États-Unis pour un montant global de 28 800 000 \$ É.U. au taux Libor (6 mois) plus 8 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux AB (3 mois) plus 16 points de base, soit un taux effectif de 9,69% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	33 301	
	<u>508 296</u>	<u>437 822</u>

Société du Palais des congrès de Montréal
L.R.Q., c. S-14.1, a. 23

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Conformément à l'article 23 du chapitre S-14.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 2125-84, la Société a contracté un emprunt de 20 000 000 \$ en monnaie des États-Unis auprès de "The Industrial Bank of Japan Limited". Le prêt porte intérêts à compter du 27 septembre 1984 au taux de 13% l'an, payables semestriellement et venant à échéance le 27 septembre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 9,96% est rattaché à cet emprunt au montant de 32 500 000 \$ au taux effectif de 13,35%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 500	32 500
En vertu du décret 2447-84, la Société a contracté un emprunt d'une valeur nominale de 12 000 000 \$ en monnaie du Canada, par l'émission et la vente d'obligations série "C" portant intérêts au taux de 13,20% payables semestriellement jusqu'à leur échéance le 16 novembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	12 000	12 000
En vertu du décret 281-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets d'une valeur nominale globale en monnaie de l'Allemagne de 50 000 000 de Deutsche Marks, au taux Libor à 3 mois plus 12,5 points de base, datés du 14 mars 1991 et échéant le 14 mars 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un en monnaie des États-Unis au montant global de 34 083 163 \$ É.U. au taux Libor à 6 mois plus 21,5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux semi-annuel de 10,5%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	39 288	39 288
	<u>83 788</u>	<u>83 788</u>

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
L.R.Q., c. S-15, a. 25.1

(en milliers de dollars)

	1992	1991
En vertu de la section III du chapitre S-15 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 1726-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 4 060 000 000 de Yens auprès de "The Industrial Bank of Japan Limited", et de "Yasuda Fire and Marine Insurance Company Limited, The Nis-san Fire and Marine Insurance Company Limited, The Toyo Fire and Marine Insurance Company Limited", au taux de 6,4% l'an, payable semestriellement les 26 mai et 26 novembre de chaque année et venant à échéance le 26 novembre 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 9,57% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	35 000

Société immobilière du Québec
L.R.Q., c. S-17.1, a. 32

(en milliers de dollars)

	1992	1991
En vertu des articles 32 et 33 du chapitre S-17.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation de la Société.		
En vertu du décret 800-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada par l'émission et la vente d'obligations série "B" d'une valeur nominale de 50 000 000 \$. Les obligations datées du 12 juin 1986, échéant le 12 juin 2006, portent intérêts au taux de 8,50% l'an jusqu'au 12 juin 1990 et par la suite, au taux de 9,15% jusqu'à l'échéance.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 245	10 245
En vertu du décret 1670-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada par l'émission et la vente d'obligations série "C" d'une valeur nominale de 72 000 000 \$. Les obligations datées du 17 novembre 1986 viendront à échéance le 17 novembre 1991 et portent intérêts au taux de 9,15% l'an. Ces obligations seront échangeables pour des obligations de série "2 C" échéant en 2006 et portant intérêts au taux de 9,50% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		72 000

Société immobilière du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-17.1, a. 32

(en milliers de dollars)

	1992	1991
En vertu du décret 1882-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 5 800 000 000 de Yens auprès de "Sumitomo Life Insurance Company" et de "The Sumitomo Bank Limited", échéant le 8 janvier 1997 et portant intérêts au taux de 6,40% l'an.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt dont le taux effectif d'intérêt est de 9,72%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 801-86 complété par le décret 119-89, la Société a contracté des emprunts		
- par l'émission et la vente d'obligations de série "A" pour une valeur nominale de 40 800 000 \$ en monnaie du Canada. Ces obligations, datées du 27 août 1985, échéant le 27 août 1995, portent intérêts au taux de 10,3025% payables annuellement.		
- par l'émission d'un billet en monnaie du Japon de 7 440 000 000 de Yens auprès de "Nippon Life Insurance Company" et de "The Sanwa Bank Limited" en date du 27 août 1985 au taux de 7,40% l'an et remboursable en (5) cinq versements égaux à compter de 1991.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 40 800 000 \$ dont le taux effectif d'intérêt est de 12,31%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	73 440	81 600
En vertu du décret 1130-87, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 4 350 000 000 de Yens auprès de "Daihyaku Mutual Life Insurance Company" et "The Mitsui Bank Limited" échéant le 27 juillet 1994 et portant intérêts au taux de 5,35% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada de 40 000 000 \$ et dont le taux effectif d'intérêt est de 10,04%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	40 000
En vertu du décret 1467-87 complété par le décret 119-89, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 3 278 000 000 de Yens, auprès de "The Nippon Credit Bank Ltd." échéant le 30 septembre 1992 et portant intérêts au taux de 5,25% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada de 30 000 000 \$ et dont le taux effectif d'intérêt est de 11,56%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	30 000	30 000
En vertu du décret 176-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "D" d'une valeur nominale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada. Les obligations datées du 17 février 1988, échéant le 17 février 2000 portent intérêts au taux de 10,625% l'an.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 406-88 complété par le décret 736-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "E" d'une valeur nominale de 75 000 000 \$ en monnaie du Canada. Les obligations datées du 28 mars 1988, échéant le 28 mars 2013 portent intérêts au taux de 10,10% l'an.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	60 077	61 500

(en milliers de dollars)

	1992	1991
En vertu du décret 576-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission d'un billet en monnaie du Canada de 40 000 000 \$ remboursable partie en monnaie de la République Fédérale d'Allemagne et partie en monnaie du Canada, au taux de 7,50% l'an et échéant le 27 avril 1994.		
Ce billet est assujéti à un contrat de couverture de risque en monnaie du Canada selon l'évolution d'un indice boursier allemand et de l'indice boursier TSE-35, donnant un taux effectif d'intérêt de 11,50% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	40 000
En vertu du décret 841-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission d'obligations de série "F" d'une valeur nominale de 150 000 000 \$ en monnaie du Canada. Les obligations du 16 juin 1989, échéant le 16 juin 2014, portent intérêts au taux de 10,50% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 1556-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "G" pour une valeur nominale globale, actualisée au taux effectif moyen de 11,86% de 121 500 000 \$ en monnaie du Canada (capital et intérêts) datées du 15 novembre 1990 et échéant à différentes dates entre le 1er décembre 1991 et le 7 mars 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	91 967	85 652
En vertu du décret 282-91 complété par les décrets 283-91 et 284-91, la Société a contracté un emprunt par la vente et l'émission d'obligations en monnaie de la France pour une valeur globale de 200 000 000 F.F. au taux de 9,9%, datées du 11 mars 1991 et échéant le 11 mars 1998.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un en monnaie des États-Unis, pour un montant global de 40 404 040 \$ É.U. au taux Libor à 6 mois plus 11 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 10,63% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	46 602	46 602
En vertu du décret 1492-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "H" d'une valeur nominale de 45 000 000 \$, au taux effectif de 9,26% et venant à échéance le 25 mars 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 000	
	687 331	717 599

Société nationale de l'amiante
L.R.Q., c. S-18.2, a. 15

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.		
En vertu du décret 799-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "B" d'une valeur nominale globale de 23 500 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 20 juin 1986, échéant le 20 juin 1996 et portant intérêts au taux équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins 0,625%, rachetables par anticipation au gré de la Société à compter du 20 décembre 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	20 000	23 500
En vertu des décrets 1651-87 et 370-87, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada, sous forme d'acceptations bancaires auprès de la Banque Nationale du Canada. L'emprunt contracté le 3 novembre 1987, remboursable par anticipation au gré de la Société, viendra à échéance le 3 novembre 1992 au taux d'intérêts de la convention bancaire majoré de 0,375% et payable à chaque période d'acceptation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	75 000	100 000
	95 000	123 500
Moins: Montant inscrit au passif - "Provision pour perte sur placements en actions".	54 319	57 614
	40 681	65 886

Société québécoise d'assainissement des eaux
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Conformément à l'article 33 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation, contracté par la Société.		
En vertu du décret 127-85, la Société a contracté un emprunt sous forme de prêt de 22 500 000 \$ en monnaie des États-Unis au taux de 9,2% l'an venant à échéance le 31 janvier 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 12,58% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 37 500 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 987	32 363
En vertu du décret 978-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "F" d'une valeur nominale globale de 60 000 000 \$ en monnaie des États-Unis, au taux de 8% l'an, datés du 10 juin 1985, intérêts payables annuellement et venant à échéance le 15 mars 1992.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 11,89% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 83 820 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		80 886
En vertu du décret 1091-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "G" d'une valeur nominale globale de 30 000 000 \$ en monnaie des États-Unis, datées du 18 juin 1985, intérêts payables annuellement au taux de 8,254% et venant à échéance le 18 décembre 1992.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 11,95% est rattaché à cet emprunt, au montant de 41 898 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 489	39 234
En vertu du décret 2349-85, la Société a contracté le 29 novembre 1985 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 5 330 000 000 de Yens, intérêts payables semestriellement au taux de 7,2% et venant à échéance le 29 novembre 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 10,71% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 45 301 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	39 368	38 233
En vertu du décret 260-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 4 550 000 000 de Yens, intérêts de 7,2% payables semestriellement à compter du 14 avril 1986 et venant à échéance le 13 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 10,65% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 38 500 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	36 615	36 257

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1992	1991
En vertu du décret 355-86, la Société a contracté le 27 mars 1986 un emprunt en monnaie des États-Unis, sous forme de prêt, d'une somme de 25 491 600 \$ É.U., intérêts payables annuellement au taux de 8,8653% et venant à échéance le 27 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 10,57% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 38 800 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	36 722	36 321
En vertu du décret 497-86, la Société a contracté le 30 avril 1986 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 5 084 000 000 de Yens, portant intérêts au taux de 6,9% payables semestriellement et venant à échéance le 30 avril 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,60%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	40 000
En vertu du décret 1435-86, la Société a contracté le 2 octobre 1986 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 2 800 000 000 de Yens, portant intérêts au taux de 6,6% payables semestriellement et venant à échéance le 2 octobre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,48%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 000	25 000
En vertu du décret 89-87, la Société a contracté le 6 février 1987 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 2 210 000 000 de Yens, portant intérêts au taux de 6% payables semestriellement et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 8,73%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	19 500	19 500
En vertu du décret 1160-87, la Société a contracté le 30 juillet 1987 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt d'une somme de 5 737 000 000 de Yens portant intérêts au taux de 4,90%, payables semestriellement et venant à échéance le 30 juillet 1992.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,98%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1992	1991
En vertu du décret 111-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "S", d'une valeur nominale globale de 150 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 11 février 1988, portant intérêts au taux de 9,875% payables semestriellement et venant à échéance le 11 février 1993. Cet emprunt est échangeable à compter du 11 novembre 1992 pour des obligations au taux de 10,25% venant à échéance en 2003.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 1047-88, la Société a contracté, le 7 juillet 1988, un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt d'un montant de 3 500 000 000 de Yens, au taux de 5,5% l'an, échéant le 7 juillet 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 10,19% est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	35 000
En vertu du décret 1190-88, la Société a contracté, le 15 août 1988, un emprunt en monnaie des États-Unis, par billet série "U", d'un montant de 37 200 000 \$ É.U. au taux de 9,50% l'an, échéant le 15 août 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 10,26 % l'an est rattaché à cet emprunt non remboursable par anticipation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 000	45 000
En vertu du décret 1287-88, la Société a contracté, le 7 septembre 1988, un emprunt en monnaie du Japon, par billet série "V", d'un montant de 6 500 000 000 de Yens, au taux de 5,13% échéant le 7 septembre 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 10,19% l'an est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	60 200	60 200
En vertu du décret 83-89, la Société a contracté, le 9 février 1989, un emprunt en monnaie du Japon, par billet série "W", d'un montant de 10 000 000 000 de Yens, au taux de 7% l'an, échéant le 9 février 1994.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 10,733% est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	95 000	95 000
En vertu du décret 1210-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "X" d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 31 juillet 1989, portant intérêts au taux de 10,20% payable semi-annuellement et venant à échéance le 31 juillet 2014.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 1459-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "Y" d'une valeur nominale globale de 150 000 000 \$ en monnaie du Canada, datés du 19 septembre 1989, portant intérêts au taux de 10,25% payable annuellement et venant à échéance le 19 septembre 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1992	1991
En vertu du décret 717-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "Z" d'une valeur nominale globale de 125 000 000 de Francs Suisses au taux de 7,5% l'an, datées du 15 juin 1990 et échéant le 15 juin 2000.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un en monnaie des États-Unis pour un montant global de 87 398 870 \$ É.U. au taux Libor moins 0,105, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 12,68% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	102 327	102 327
En vertu du décret 1545-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "AA" d'une valeur nominale globale de 100 000 000 \$ en monnaie du Canada, au taux de 12% l'an, datées du 8 novembre 1990 et échéant le 8 novembre 2000.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	100 000
En vertu du décret 1719-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AB" d'une valeur nominale globale de 100 000 000 \$ en monnaie du Canada, au taux de 11,625% l'an datés du 28 décembre 1990 et échéant le 28 décembre 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	100 000
En vertu du décret 33-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série "AC" d'une valeur nominale globale de 40 000 000 \$ en monnaie des États-Unis, au taux Libor plus 0,125% l'an, échéant le 23 janvier 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 11,45% est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	46 482	46 348
En vertu des décrets 69-91 et 70-91, la Société a contracté un emprunt auprès de la "Taiyo Mutual Life Insurance Co." par l'émission et la vente d'un billet série "AD" en monnaie du Japon de 3 000 000 000 de Yens au taux de 8% l'an, daté du 31 janvier 1991 et échéant le 31 janvier 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un en monnaie des États-Unis pour un montant global de 22 091 310 \$ É.U. au taux Libor à 6 mois plus 5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 10,98% semi-annuel.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 604	25 604
En vertu des décrets 189-91, 190-91 et 191-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AE" d'une valeur nominale globale de 100 000 000 F.S. en monnaie de la Suisse au taux de 7,25% l'an, datés du 1er mars 1991 et échéant le 1er mars 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un en monnaie des États-Unis pour un montant global de 79 042 678 \$ É.U. au taux Libor à 6 mois plus 0,25, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 11,388% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	91 911	91 911

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1992	1991
En vertu des décrets 192-91, 193-91 et 194-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AF" en monnaie de la République fédérale d'Allemagne au montant global de 150 000 000 de Deutsche Marks au taux Libor à 6 mois plus 30 points de base (9,13%) datés du 6 mars 1991 et échéant le 6 mars 2001.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un en monnaie des États-Unis pour un montant global de 102 810 144 \$ É.U. au taux Libor à 6 mois plus 38 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux semi-annuel de 10,795%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	119 054	119 054
En vertu du décret 361-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "AG" d'une valeur nominale globale de 100 000 000 \$ en monnaie du Canada, au taux de 10,70% l'an, datées du 28 mars 1991 et échéant le 28 mars 2001.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	100 000
En vertu du décret 424-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations en deux tranches pour une valeur globale de 50 000 000 \$ en monnaie des États-Unis au taux inter-banques de l'Euro-dollar américain sur le marché de Londres (Libor) majoré de 0,22% l'an et en deux séries comme suit:		
série "AH" du 12 avril 1991 et échéant le 12 avril 1998 - 30 000 000 \$ É.U.		
série "AI" du 12 avril 1991 et échéant le 12 avril 1998 - 20 000 000 \$ É.U.		
Un contrat d'échange de devises est rattaché à cet emprunt pour un montant global de 57 780 000 \$ en monnaie du Canada et faisant l'objet du décret 425-91.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	57 780	
En vertu du décret 1342-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "AJ" d'une valeur nominale globale de 160 000 000 \$ en monnaie du Canada, au taux de 10,6% l'an, datées du 10 octobre 1991 et échéant le 10 octobre 2001.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	80 000	
	1 729 039	1 668 238
Moins: Montant inclus dans les engagements financiers et dans la provision inscrite à cette fin dans l'état de l'actif et du passif dans le cadre du programme de l'assainissement des eaux.	1 476 991	1 435 251
	252 048	232 987

PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS

Agriculteurs

L.R.Q., c. F-1.2

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Conformément au chapitre F-1.2 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs, en vertu de la présente Loi, le remboursement des pertes de principal et d'intérêts qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10% du montant total de ces prêts.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars 1991, les prêts consentis et échéant en 1993 s'élèvent à 575 085 111 \$ et les remboursements à 575 071 641 \$.	13	29

Étudiants

L.R.Q., c. A-13.3, a. 65

(en milliers de dollars)

	1992	1991
Conformément au chapitre A-13.3 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde de ces prêts est de	1 542 077	1 375 116

Pêcheurs
L.R.Q., c. C-76

(en milliers de dollars)

	1992	1991
<p>Conformément à l'article 5 du chapitre C-76 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 30 000 000 \$ en monnaie du Canada, pour consentir à des pêcheurs, à des personnes, à des sociétés, à des organismes exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes, des avances, des prêts ou des garanties de prêts pour la construction, la réparation, l'achat ou l'exploitation de bateaux et d'équipement de pêche, ou pour l'acquittement de dettes contractées pour ces fins.</p> <p>En vertu du décret 1458-87, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est autorisé à garantir le principal des prêts et 50% des intérêts, selon les modifications apportées au règlement sur les prêts pour la construction, l'achat ou la réparation de bateaux et d'équipement de pêche commerciale.</p>		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	51 187	46 666

Producteurs agricoles et propriétaires forestiers
L.R.Q., c. C-78, a. 53

(en milliers de dollars)

	1992	1991
<p>En vertu du chapitre C-78 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi sur le crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et des intérêts de ce prêt.</p> <p>Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.</p>		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1993 sont de	27	54

Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires
L.R.Q., c. M-14

(en milliers de dollars)

Conformément aux articles 19, 20, 21 du chapitre M-14 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 8 000 000 \$ en monnaie du Canada, pour garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

Nom de l'entreprise	Année d'échéance	Date du cautionnement	Décret ou A.C.	Taux %	1992	1991
Corporations exerçant des activités similaires						
Provalcid Inc.	1992	1989-03-20	1940-88	Flottant		200
Société des Pêches de Newport Inc.	2005	1985-06-01	285-85 et 1548-89	11,238	4 206	4 317
Syndicat des producteurs caprins de la région de Québec	1992	1990-04-03	102-90	Flottant	15	25
Société d'agriculture du district de Mégantic, Thetford-Mines	1996	1986-07-25	862-86	Flottant	44	54
Les Serres Sagami (1987) Inc.	1993	1987-11-19	1308-87	Flottant	417	464
Hydro-Serre Inc.	1993	1987-10-13	1364-87	Flottant	1 850	1 850
Les Serristes Unis de l'Estrie (1988) Inc.	1993	1988-03-07	1410-87	Flottant		1 320
Complexe Serricole Drummond Inc.	1993	1987-12-15	1611-87	Flottant	623	640
Cultiserre Mirabel Inc. (Hortitec Inc.)	1994	1988-08-26	1273-87	Flottant		1 400
Les Serres Hypo-Vie Inc.	1994	1989-11-03	1372-88	Flottant		2 000
Les Serres du St-Laurent Inc. (2542-4383 Québec Inc.)	1994	1989-06-29	1133-88	Flottant	1 759	1 892
164305 Canada Inc. (Banque de sirop d'érable)	1992	1989-03-06	112-89	Flottant		306
SOQUIA (Cofranco Import-Export Inc.)	1992	1991-04-10	359-91	Flottant		
	1993		419-92	Flottant	250	
Pêcheries Arctiques Inc.	1990	1990-02-19	1789-89	Flottant		400
Pêcherie Rivière-au-Renard Inc.	1992	1991-06-21	537-90	Flottant		45
Poissonnerie de Cloridorme Inc.	1991	1990-06-13	538-90	Flottant		50
Les Pêcheries Trudel & Curadeau Ltée	1991	1991-06-13	539-90	Flottant		400
	(1) 1992	1991-11-04	1151-91	Flottant	400	
Nordpêche Inc.	1990	1990-05-30	540-90	Flottant		150
H.E. Hugh Journeaux Produits de la Mer Ltée	1990	1990-05-16	590-90	Flottant		325
Madelipêche Inc.	1991	1990-08-10	873-90	Flottant		650
Fruits de Mer Côte Nord Inc.	1991	1990-08-16	1006-90	Flottant		400
					9 564	16 888

(1) Une réclamation a été soumise au ministère.

Usines laitières régionales
L.R.Q., c. A-19

(en milliers de dollars)

En vertu du chapitre A-19 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut, avec l'autorisation du Gouvernement et après avoir obtenu l'avis de la Régie des marchés agricoles du Québec, garantir au nom du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine le remboursement total ou partiel du montant en principal et en intérêts de tout prêt consenti pour les fins prévues par la loi.

Le montant total des garanties accordées ne peut excéder 32 000 000 \$ en monnaie du Canada.

Nom de l'entreprise	Date de l'acte de fiducie	Date d'échéance	A.C.	Taux %	1992	1991
Nutrinor, Coopérative agro-alimentaire du Saguenay-Lac-St-Jean, Chambord, Roberval	1976-06-01	1991-06-01	2896-76	10,25		200



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

Ministère des Finances



QMDF A 003954